

n° 460
OCTOBRE
2017
4,60 €

silence

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES À MI-MANDAT

QUE DEVIENT LE PIC DE PÉTROLE ?

FÉMINISME DÉCOLONIAL ET LUTTES INDIGÈNES



Saillans



Barcelone

écologie • alternatives • non-violence

Accords sur le climat en danger ?

Quelles sont les conséquences politiques et climatiques du retrait des États-Unis de l'accord de Paris, annoncé le 1^{er} juin 2017 ?

L'annonce de Donald Trump, c'est d'abord un coup très dur pour la planète et pour les populations qui subissent déjà de plein fouet les impacts des dérèglements climatiques, car les États-Unis représentent le second plus grand émetteur de gaz à effet de serre (GES). Mais cette sortie sera également lourde de conséquences pour l'économie des États-Unis et ses citoyen·nes mêmes, car elle va à l'encontre de leurs intérêts : les secteurs de l'énergie solaire et éolienne créent déjà des emplois à un rythme 12 fois plus rapide que le reste de l'économie américaine. En prenant cette décision, Donald Trump isole politiquement les États-Unis sur la scène internationale.

En revanche, l'accord de Paris est toujours applicable et l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à +1,5°C reste impératif. Les États-Unis ne pourront d'ailleurs légalement pas sortir de l'accord avant 2020. Et l'impact de ce retrait pourrait être limité : alors que le gouvernement américain a décidé de ne plus faire sa part de l'effort, plus de 1000 états, villes, entreprises, universités se sont engagés à poursuivre la lutte contre le changement climatique sur le territoire américain. La Californie vient même d'annoncer qu'elle allait accroître ses efforts en faveur du climat d'ici à 2030.

Comment la COP23 qui va se dérouler à Bonn en décembre 2017, peut-elle rebondir suite à ce retrait ?

Donald Trump a délibérément tourné le dos au reste du monde, qui reste prêt à remplir ses engagements. La très grande majorité des pays dont les grands émetteurs de GES comme la Chine, l'Union européenne ou l'Inde ont vivement condamné l'annonce du président américain. Ces pays doivent à présent prendre les devants de la réduction des émissions de GES en déployant massivement les énergies renouvelables et en laissant les énergies fossiles dans le sol. C'est ce qu'on attend d'eux à la COP23 : que d'une réaction, ils passent à

l'action en annonçant des mesures plus ambitieuses, et en continuant le travail technique nécessaire pour rendre l'application de l'accord de Paris pérenne et transparente. Présidée par les îles Fidji, cette COP sera aussi l'occasion pour les pays riches de démontrer leur solidarité envers les pays pauvres afin de les aider à mener le combat contre le changement climatique, alors que les États-Unis ont annoncé des coupes importantes de leurs financements en voulant priver le *Fonds Vert pour le climat* de 2 milliards de dollars.

Comment ont avancé les réductions d'émissions de GES mondiales depuis la signature des accords de Paris fin 2015 ?

Cela fait trois ans que les émissions de GES stagnent à l'échelle mondiale. D'autres signes positifs prouvent que la dynamique de transition est bel et bien en cours : par exemple, 2016 a battu tous les records de nouvelles installations d'énergies renouvelables. Mais si les émissions de GES n'augmentent plus, elles n'ont pas entamé le déclin indispensable pour limiter le réchauffement à

+1,5°C. Les promesses faites à la COP21 par l'ensemble des pays placent toujours la planète sur une trajectoire de réchauffement de plus de 3°C d'ici la fin du siècle. Pour rectifier le tir, les pays, au premier rang desquels la France et l'Union européenne, devront proposer des politiques climatiques et de transition écologique bien plus ambitieuses avant 2020.

■ **Pour en savoir plus :** Réseau Action Climat, Mundo-M, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 83 92, www.rac-f.org.

GÉRARD COLOMB VEUT MOBILISER LES PSYCHIATRES POUR REPÉRER LES FUTURS RADICALISÉS



INONDATIONS AU TEXAS : TRUMP CONSISTE LES DÉGÂTS



LES ÉCOLOGISTES INQUIÈTS DE L'ACTION DE NICOLAS HULOT AU GOUVERNEMENT



DES VOITURES FOLLES PARTOUT



■ DOSSIER

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES À MI-MANDAT

5 Saillans : de l'hypermarché à l'hyperdémocratie

La population de Saillans a élu lors des dernières élections municipales une liste citoyenne dont le principal engagement était que tout devait être transparent dans les décisions de la commune. Quel en est le bilan à mi-mandat ?

8 Grenoble : réussites symboliques et tensions locales

Aux dernières élections, Grenoble devient la première ville de plus de 150 000 habitant-es gérée par Europe écologie - les Verts et s'affiche comme le "laboratoire de l'écologie politique" en France. Qu'en est-il à mi-mandat ? Comment se pratique une forme d'écologie politique à l'échelle d'une grande ville ?

11 Les "nouveaux municipalismes" de Madrid et Barcelone

En mai 2015, des "candidatures citoyennes" proches des mouvements sociaux ont remporté les élections municipales de plusieurs grandes villes espagnoles. S'autoqualifiant de "villes rebelles", ces nouvelles équipes municipales avaient pour projet une démocratisation radicale des municipalités. Après plus de deux ans de mandat, qu'en est-il ?

14 Le risque de la déception

Cette enquête montre que la démarche "liste citoyenne" n'est pas forcément suffisante pour satisfaire le désir de changement... et que cela peut donc décevoir.

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre :

Pour sauver la forêt du Morvan, des gens se groupent pour l'acheter peu à peu

15 En direct de nos colonies :

Idriss Déby, un ami gênant

21 Nucléaire ça boum ! :

Interdites ? Interdites !

25 L'écologie, c'est la santé :

Des États généraux de l'alimentation mal engagés

■ ARTICLES

28 600 personnes prêtes à passer à l'action pour relever le défi climatique !

Le Camp Climat 2017 a rassemblé 600 personnes pendant 12 jours de formation intensive, du 4 au 16 août. 223 sessions de formation ont été animées par plus de 60 formatrices. L'enjeu : passer de la formation à l'implication concrète dans le mouvement climatique !

30 Féminisme décolonial et luttes indigènes au Mexique et au Honduras

Sabine Masson a effectué un travail de terrain au Mexique et au Honduras avec des collectifs de femmes indigènes en lutte. Cela l'a amenée à critiquer les relations coloniales de pouvoir au sein des politiques de développement et à mettre en lumière des courants féministes qui déconstruisent ces rapports de pouvoir. Entretien.

32 Emmanuel Mbolela : semeur de solidarités entre migrant-es

Emmanuel Mbolela, a dû fuir la République du Congo après la manifestation dont il a été l'un des organisateurs en avril 2002. Depuis, il a lutté pour déconstruire les stéréotypes liés aux migrant-es et contribuer à mettre en place des outils de solidarité.

34 Un territoire, une coopérative : Les Salines de Guérande

Le sel gris et la fleur de sel Le Guérandais sont désormais très connus et vantés dans les cuisines les plus prestigieuses. On sait moins que ces produits 100 % naturels sont recueillis de façon artisanale, dans le cadre d'une coopérative qui pratique entraide et protection de l'environnement.

37 Le Congrès des élèves

Un projet de recherche-action participe depuis trois ans à sensibiliser des collégien-nes aux questions alimentaires et agricoles.

38 Que devient le pic de pétrole ?

L'Agence internationale de l'énergie estime que le pic de production de pétrole a été passé en 2006. Pourtant tout semble continuer comme avant. Nous avons interrogé Patrick Brocorens, président de l'ASPO-Belgique, Association pour l'étude du pic de pétrole.

48 1000 silhouettes

Le 5 juillet 2017, à quelques jours de l'ouverture du G20 à Hambourg, en Allemagne, le collectif 1000 Gestalten a réalisé une performance anticapitaliste poétique inédite.

■ BRÈVES

15 Femmes, hommes, etc. • 16 Alternatives

18 Vélo (rution) • 18 Climat • 19 Environnement

20 Énergies • 20 OGM • 21 Paix • 22 Nord/Sud

23 Nucléaire • 24 Politique • 24 Société

25 Santé • 26 Agenda • 27 Annonces

41 Courrier • 42 Livres • 46 Quoi de neuf ?



Prochain dossier
Cuisines en transition



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 6 septembre 2017.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 3^e trimestre 2017 - Tirage : 4400 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Francis Levasseur - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gambelin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Seleik, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe - Correctrices : Bernadette Bidaud, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Emmanuelle Pingault

- Photographes : Ahora En Común, Christian Angl, Ballesteros, Raphaël Bodin, Franziska Brodhun, Marie Clem's, Claire Dietrich, EcoFlight - Jonah May, Julien Faure, Pascal François - Le Guérandais, Angel Garcia, Martha Gilson, Lei Han, Thorsten Harnischmacher, Marc Lozano, MAN, Marguerite, Paysages de France, Christophe Pinard, Reporterre, Rue89Lyon, Moyses Zuniga Santiago, Martin Schachermer, https://en.squat.net, Jessica Wüst - Et pour ce n° : Michel Bernard, Diego Miralles Buil, Monique Douillet, Dominique Latanne, Émilie Massemin, Thomas Noiro, François Veillerette - Couverture : Autrement pour Saillans, Marc Lozano - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gambelin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

La démocratie citoyenne à l'épreuve des faits

Dans un ancien dossier de *Silence Municipales: être maire autrement* (1), nous avons mené l'enquête auprès d'une dizaine de maires écologistes pour connaître les réalisations sur leurs communes et les obstacles rencontrés. De même dans notre dernier numéro d'été (2), nous découvrons le dynamique maire de Puy-Saint-André près de Briançon. Anciennement, nous avons présenté la commune bretonne de Trémargat (3). Si ces équipes municipales ont impulsé de nouvelles pratiques, la plupart sont élues dans le cadre de listes présentées de manière classique.

En avril 2017, dans le dossier *Pour des élections moins primaires* (4), nous avons confronté les débats qui accompagnent l'actuel dégoût vis-à-vis des modes d'élections par délégations. Mais il existe de multiples moyens de penser autrement l'organisation politique de la société.

Au niveau des communes, récemment, des listes "citoyennes" ont repris à leur compte ce désir d'une plus grande transparence et d'une plus grande horizontalité des décisions. Certaines d'entre elles ont été élues en proposant des programmes, des méthodologies ou des représentant-es renouvelé-es.

C'est pourquoi nous avons désiré poursuivre ce travail en enquêtant cette fois sur la mise en œuvre de ces politiques municipales dites citoyennes.

Nous exposons dans ce numéro les exemples de Saillans, de Grenoble, de Barcelone et de Madrid, trois ans après leurs élections en France, deux ans en Espagne.

Des situations stimulantes, mais qui ont aussi leurs limites.

Michel Bernard

(1) "Municipales : être maire autrement", *Silence* n°354, février 2008.

(2) "Alternatives en Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence", *Silence* n°458, été 2017.

(3) "Trémargat, laboratoire d'alternatives et de démocratie participative à ciel ouvert", *Silence* n°432, mars 2015.

(4) "Pour des élections moins primaires", *Silence* n°455, avril 2017.



À Saillans, la révision du PLU, sur le terrain



Eric Piolle, le maire de Grenoble



"Lutte. Pouvoir populaire": peinture de l'entrée de Can Capablanca, local du Mouvement Populaire de Sabadell (Catalogne espagnole)



▲ Consultation publique pour la révision du PLU

Saillans : de l'hypermarché à l'hyperdémocratie

La population de Saillans a élu lors des dernières élections municipales une liste citoyenne dont le principal engagement était que tout devait être transparent dans les décisions de la commune. Quel en est le bilan à mi-mandat ?

FAITS SAILLANTS

Localisation : Drôme, au sud du Vercors • 1270 habitant-es (+15 % en quinze ans) • Ressources économiques : viticulture (clairette de Die), tourisme (canoë, escalade, randonnées), nombreuses activités artisanales... • École, crèche et commerces drainent la population d'une trentaine de communes rurales périphériques • 40 % des voix pour Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

L'ANCIEN MAIRE, FRANÇOIS PÉGON, ancien conseiller dans le domaine de la grande distribution, avait décidé d'ouvrir un supermarché dans la commune. L'annonce faite en 2010, sans consultation de la population, a provoqué des réactions.

Un collectif *Pays de Saillans vivant* est né, réunissant des individus très différents : des personnes qui voulaient soutenir le petit commerce, des écolos qui critiquaient la nécessité d'aller faire ses courses en voiture, d'autres qui craignaient pour la qualité de vie du village. Ce collectif a été actif pendant plus de trois ans pour suivre l'évolution du projet. Il a naturellement ouvert le débat sur la démocratie locale.

À partir de l'été 2013, une pré-campagne s'engage sans candidat ni programme. Les méthodes issues de

l'éducation populaire permettent d'élaborer un projet collectif.

Au départ, il s'agit surtout d'inciter le maire à organiser des commissions municipales ouvertes à toutes. Devant son intransigeance, une liste se concrétise, adoptant uniquement quelques grands principes de gouvernance, sans aucun projet concret.

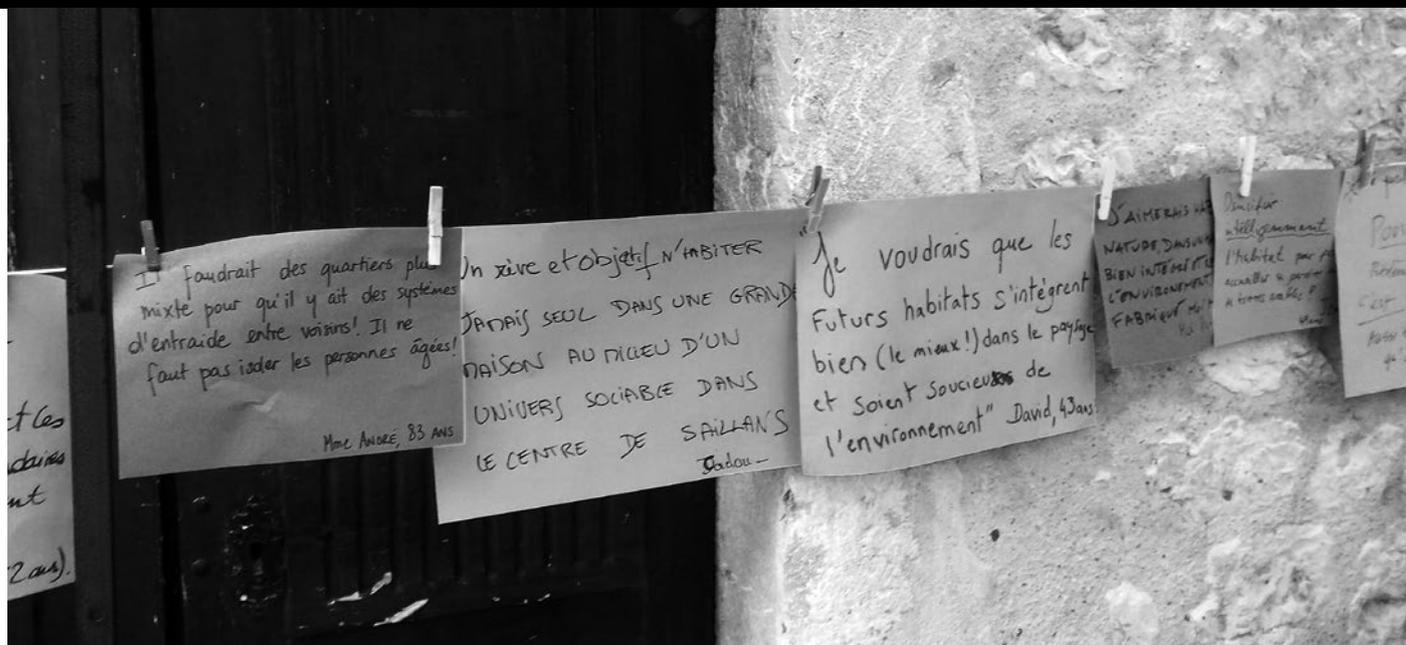
LES ENGAGEMENTS CITOYENS

Ses principes sont les suivants : la mairie est la maison commune. Elle est ouverte à toutes. L'équipe municipale est chargée de mettre en place les décisions collectives, mais n'a pas à prendre de décisions elle-même. Les décisions se prennent dans des commissions de pilotage animées par au moins deux élu-es et ouvertes au public (1).

Toutes les responsabilités sont assurées en binôme. Ces commissions mettent en place des groupes Action-Projet (GAP) qui ont une durée de vie limitée, chargés de l'élaboration et parfois de la réalisation d'un projet.

Les comptes rendus de toutes les réunions, rencontres, commissions, sont intégralement publiés sur le site internet de la mairie, résumés dans des lettres d'information (5 par an) et affichés sur les cinq panneaux d'information.

(1) Il y a huit commissions permanentes : Aménagements et travaux ; Enfance, jeunesse et éducation ; Sports, culture et patrimoine ; Vivre longtemps au village, santé et action sociale ; Économie et production locale ; Environnement, énergie et mobilité ; Finances et budget ; Transparence et information.



▲ Révision du PLU : les habitantes exposent leurs idées...

Pour en savoir plus

Mairie de Saillans,
26340 Saillans,
www.mairiedesaillans26.fr

Le contrôle de ce fonctionnement est assuré par l'*Observatoire de la participation*. Cette instance a été constituée au début par les 6 personnes de la liste des non élus et par 6 autres personnes tirées au sort parmi des volontaires. Elle est aussi force de propositions : réunion de quartiers sans élus, panels citoyens pour certaines questions comme la révision du plan local d'urbanisme (PLU), actuellement en cours (2).

RÉUSSITES DE LA DÉMARCHÉ

La première réussite a été l'élection de la liste avec 13 personnes élues le 23 mars 2014 (461 voix, 56,77 %). Vincent Beillard, 45 ans, surveillant de nuit dans un institut spécialisé, devient maire. Il travaille en binôme avec Annie Morin, 68 ans, première adjointe, ancienne institutrice. La démarche a paru suffisamment intéressante pour qu'une élue d'opposition rejoigne ce fonctionnement.

La méthode a créé de nombreuses relations entre des personnes qui ne se connaissaient pas. Elle a favorisé un mélange entre des personnes présentes depuis longtemps dans le village et de nouvelles arrivantes.

Plusieurs chantiers ont été menés de front. Le premier consistait à terminer le réaménagement de la rue principale, chantier de 1,4 millions d'euros. Il restait à choisir le mobilier urbain. Le fait que le premier débat porte sur la couleur des pots de fleurs a été perçu comme un peu superficiel.

À suivi un débat sur l'éclairage nocturne, idée avancée lors d'une réunion publique. Un GAP a été mis en place et a organisé le dialogue pendant six mois. L'arrêt partiel de l'éclairage public (3) a permis à la commune d'économiser 10 000 € par an. Un nouveau GAP s'est ensuite mis en place pour discuter du choix d'un nouveau fournisseur d'électricité.

La commission *Economie-production locale* a débattu du rôle des marchés. En plus de celui du

dimanche, présent toute l'année, un deuxième marché estival a vu le jour, réservé au circuit court, avec en particulier des producteurs bio. Elle travaille également sur les possibilités de rendre le bouclage du budget de la commune plus participatif. La commune a obtenu un financement de la *Fondation de France* pour embaucher une personne pendant un an afin de faire avancer ce dossier.

La commission *Environnement* a débattu de la mise en place de compostage collectif autogéré. La commune a trouvé les lieux et payé les bacs à compost. Un GAP a étudié la question des vélos électriques, et un regroupement d'achats a permis de bénéficier d'une réduction de 20 %.

La commission *Social* a mis en place un groupe d'entraide qui accueille, lors de permanences, les personnes en difficulté. Elle a aussi favorisé l'extension de l'*Accorderie*, association qui favorise les échanges de service avec une comptabilité en temps et non en argent. Soixante-dix habitantes de la commune y sont inscrites (4). Un "abri au besoin", espace de don de vêtements, est autogéré par des habitantes.

La commission *Sport, culture et patrimoine* a aidé à trouver des ressources supplémentaires pour les associations. Un GAP travaille à la mise en place d'un circuit du patrimoine. La commission soutient une salle de spectacle de 50 places, gérée par des femmes (5), ainsi que la salle du Temple, qui sert de cinéma et de salle de spectacles.

La première année, la commission *Jeunesse* a travaillé pendant trois mois pour mettre en place le périscolaire, en partant de la parole des jeunes (6).

LIMITES RENCONTRÉES

La première année, 2015, a été euphorique, avec 75 réunions de GAP. Depuis, cela s'est ralenti.

(2) Cette révision du PLU a fait l'objet de nombreux ateliers avec des urbanistes et paysagistes, d'où est ressortie la nécessité de protéger les terres agricoles, donc de densifier le logement tout en respectant le patrimoine et les commerces existants.

(3) L'arrêt de l'éclairage varie selon les saisons et les quartiers.

(4) *Accorderie*, permanence le jeudi de 17 h à 19 h à l'Oignon, 55, Grande-Rue, 26340 Saillans, www.accorderie.fr/die/

(5) Association *L'Oubliette*, 4, impasse du Louis-XI, 26340 Saillans, tél : 04 75 21 50 30.

(6) Il y a 160 élèves dans les écoles, venant de 30 communes différentes.



▲ ...et en discutent lors de tables-rondes

Des critiques portent sur l'origine des projets : dans leur majorité, ils sont lancés par les élu-es. Quant à la participation, elle réunit environ un quart de l'électorat, souvent les mêmes. On note un manque d'implication des jeunes parents, peu disponibles. D'autre part, 30% des logements sont des résidences secondaires dont une part des propriétaires votent dans la commune. Ces personnes ne participent guère aux débats. Pour améliorer cela, l'*Observatoire de la participation* a recours à des sondages réguliers afin de recueillir l'avis de plus de personnes.

On note des différences d'âge dans les commissions : pour l'environnement, la moyenne d'âge est plutôt jeune ; pour celle sur le social, plutôt âgée.

La communauté de communes (CC) a connu de nombreuses difficultés. Hervé Mariton, maire LR de Crest — la plus grosse commune de la CC — a essayé de freiner les ardeurs de l'équipe de Saillans. Avec le temps, la situation est devenue moins conflictuelle.

Un GAP avait proposé l'extension d'un parking le long de la Drôme... et des riverain-es ont protesté avec une pétition, ce qui a reporté le projet.

Lors d'une réunion entre la mairie et la communauté de communes, des décisions ont été prises concernant les emplacements des bacs à ordures. L'*Observatoire* est intervenu pour rappeler le fonctionnement normal et une réunion publique a permis de rectifier le projet.

EXEMPLE À SUIVRE

La mairie est sollicitée très fréquemment par les médias, des universitaires, d'autres conseils

municipaux, des collectifs citoyens... Le programme européen *Erasmus* comprend un réseau des villes participatives, ce qui permet d'échanger des pratiques autour de leur expérience avec cinq autres communes européennes (7).

La visibilité médiatique au niveau national a provoqué de nombreuses demandes d'installations, et quatre logements sociaux supplémentaires sont en construction. Mais pour les demandes de maraîchage, la mairie se heurte pour le moment au manque de terres.

Selon Fernand Karagiannis, élu de la commission *Transparence-information*, "il faut accepter de partager le pouvoir. L'élu ne doit pas être seul à décider, mais doit aider les gens à émerger dans l'espace public". Ce qu'il trouve le plus intéressant sont les projets qui naissent sans passer par la mairie. Ainsi une "semaine de l'économie locale" s'est organisée entre entreprises et habitant-es, un espace de travail partagé a vu le jour à l'initiative de deux personnes travaillant dans l'éducation populaire, un magasin collectif a ouvert en juin 2017 à l'initiative de petites productrices...

"Les réalisations ne sont pas vraiment révolutionnaires, c'est le système qui est différent."

L'ancien maire, François Pégon, se fait oiseau de mauvais augure : "Saillans est une ville rebelle, aucun maire n'y a jamais été reconduit depuis la guerre." Les faits pourraient lui donner raison : les élu-es actuel-les souhaitent que la démarche aille jusqu'au bout avec un renouvellement des mandats, grâce à une nouvelle liste qui aurait pour objectif de conserver ce type de gouvernance.

Principales mesures adoptées à l'issue du processus citoyen

- extinction de l'éclairage public la nuit
 - sauvegarde d'arbres promis à l'abattage
 - mise en place d'un atelier vélo dans le cadre des activités périscolaires
 - mise en place de toilettes sèches en bord de Drôme
 - installation photovoltaïque sur le toit du préau de l'école municipale
 - création d'un marché estival en circuit court
- ... et, évidemment, le projet d'hypermarché n'a pas abouti.

Pour en savoir plus, voir la "spirale des actions communales et participatives de 2014 à 2016" sur le site de la mairie : www.mairiedesaillans26.fr

M. B. ■

(7) Ce réseau doit se réunir à Saillans en novembre 2017. Pour en savoir plus, contacter la mairie : relation@mairiedesaillans26.fr



▲ Manifestation contre la fermeture des bibliothèques de quartier

Grenoble : réussites symboliques et tensions locales

Aux dernières élections, Grenoble devient la première ville de plus de 150 000 habitant·es gérée par *Europe écologie - les Verts (EELV)* et s'affiche comme le "laboratoire de l'écologie politique" en France. Qu'en est-il à mi-mandat ? Comment se pratique une forme d'écologie politique à l'échelle d'une grande ville ?

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Préfecture de l'Isère • 160 779 habitant·es (en 2014, 16^e ville de France) • Intercommunalité : Grenoble-Alpes Métropole (49 communes, 444 078 habitant·es) • Le secteur tertiaire représente 88 % du tissu économique grenoblois

EN 2014, L'ÉQUIPE MENÉE PAR ÉRIC PIOLLE ravit la mairie de Grenoble au Parti socialiste (PS), qui la dirigeait depuis 1994. "Le résultat du premier tour était vraiment une surprise pour les grenobloises, qui contredisait tous les derniers sondages, on ne s'y attendait pas ! Il y a eu donc une mobilisation citoyenne surtout entre les deux tours", raconte Lucie, chargée d'études dans le développement durable. La liste *Grenoble une ville pour tous* recueille 29,41 % des voix dès le premier tour et devance déjà le PS, puis 40 % au second tour. Les médias parlent alors d'un "d'un coup d'état citoyen" (1) pour un programme prônant sur le papier la démocratie renouvelée, l'écologie, la solidarité.

DÉMOCRATIE, QUALITÉ DE VIE ET SOLIDARITÉ

Le rassemblement *Grenoble, une ville pour tous* a été créé en 2013. Il est composé et soutenu par plusieurs mouvements citoyens, de gauche et écologiste (2). Dans les faits, *EELV* est majoritaire et c'est de ce parti qu'est issu le nouveau maire, Éric Piolle. Ancien cadre d'une société informatique, il s'engage en novembre 2009

au sein d'*EELV* comme membre de la société civile. Il est élu régional écologiste de mars 2010 à mars 2014 et préside jusqu'en octobre 2013 le groupe des élu·es écologistes de la région Rhône-Alpes. Mais il a aussi été le cofondateur d'une société de conseil dans la finance, dont il détient toujours des parts. Profil qui a fait polémique pour celui qui incarne la politique écolo grenobloise destinée à faire exemple en France.

La vision de l'écologie à la mairie de Grenoble se fonde sur trois axes : démocratie, qualité de vie et solidarité. Le programme de ce rassemblement annonçait 120 engagements. "Je pense qu'on est une expérience de l'écologie politique, citoyenne, de gauche, une expérience entre sphère politique et société civile qui met en acte un projet politique. C'est une expérience mais aussi un témoignage que oui cela marche !", explique Éric Piolle au cours d'un entretien (3). Pour appliquer ce vaste programme, il a été choisi "d'engager directement tous les chantiers, on touche un peu à tout partout".

"OSER DE NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION"

L'un des piliers du programme repose sur l'adoption de nouvelles règles démocratiques. Il s'agit, pour Éric Piolle, de faire de la démocratie "un objectif en soi et un levier de transformation". Dès la mise en place de la nouvelle équipe municipale, des mesures symboliques sont adoptées, telles que la baisse des indemnités des élu·es ou la suppression des voitures de fonction. Est également appliquée la stricte interdiction du cumul de mandats au niveau de la commune, mais aussi de la métropole, qui

(1) *Le Monde*, 9 avril 2014

(2) Dont quatre composantes principales : *EELV*, Parti de gauche, Association démocratie écologie solidarité et le nouveau Réseau citoyen

(3) Citations tirées d'une interview réalisée le 10 mai 2017



▲ Démontage des panneaux publicitaires en janvier 2015



▲ Suppression de la publicité dans la ville de Grenoble

est la seule composée d'élus avec uniquement un mandat municipal. Au quotidien, des mesures classiques visant la concertation des acteurs de chaque secteur sont adoptées. Des conseils citoyens dits "véritablement indépendants" ont été relancés.

Mais "pour l'instant, c'est surtout beaucoup de post-it... C'est difficile à imaginer de faire de la démocratie participative pour une ville aussi grande. Cela reste surtout sur les marges de la politique", explique Clément, militant qui a participé à quelques opérations. En effet, une partie des décisions qui touchent la vie des grenoblois-es dépend de la politique de la métropole, fonctionnant par démocratie indirecte. Peu en cohérence, donc, avec les initiatives de démocratie participative voulues par la mairie. Toutefois, la situation semble convenir au maire... au moins pour le moment: "On est tout à fait en ligne avec le président de la métropole. Nous portons l'idée d'avoir des élections directes à l'échelle de la métropole, comme ce qui va se faire à Lyon en 2020, pour avoir des vraies campagnes sur un projet et une majorité claire. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, nous vivons donc avec cette institution."

Deuxième volet de cette politique: la mise en place d'un budget participatif. Il permet aux habitantes de choisir des projets d'intérêt général financés par 800 000 € issus du budget d'investissement. Cette année, pour la troisième édition, 106 projets ont été proposés, la majorité dans le secteur de l'aménagement urbain. La deuxième édition avait réuni 7000 votantes, ce qui est "un bon résultat à l'échelle européenne", selon le maire. Les budgets participatifs ont permis de créer un poulailler collectif dans le quartier Abry, un théâtre en plein air, des boîtes à livres, de végétaliser le cours Jean-Jaurès ou encore d'aménager les abords d'une école.

CONSULTATIONS CITOYENNES

Le troisième volet de cette politique s'intitule "l'interpellation citoyenne". Lorsqu'une pétition recueille plus de 2000 signatures, elle doit être examinée par le conseil municipal, qui peut alors soit retenir la proposition pour sa mise en œuvre,

soit la soumettre à l'avis des Grenoblois-es dans le cadre d'une votation citoyenne. Mais la demande doit atteindre le seuil des 20 000 votant-es pour être retenue. Pour l'instant, une seule votation a lieu, en octobre 2016, à l'initiative du Comité de liaison des unions de quartier, qui réclamait l'abrogation des nouveaux tarifs de stationnement. Elle a mobilisé 6 618 votant-es. Ainsi, même si la requête l'a emporté, avec 66 % des suffrages, elle n'a pas atteint le seuil et n'a donc pas abouti. Une règle très critiquée, ce genre de pétition serait donc "perdu d'avance", puisque ce seuil semble difficilement atteignable lors d'une telle élection (4).

Mais l'État (5) met des bâtons dans les roues à cette expérimentation. Attaqué par la préfecture, le maire explique que "le principe même de faire ces consultations est vu comme illégal, et s'ajoute le fait qu'on a autorisé le vote à tous les résidents y compris étrangers et pour les plus de 16 ans, car cela me semble important de développer une pratique démocratique avant l'âge de 18 ans."

Plusieurs opérations concrètes de démocratie participative ont donc vu le jour à Grenoble. Ces dispositifs sont d'ailleurs très publicisés par la mairie mais, comme l'explique Lucie, "cela ne marche pas beaucoup, et c'est dommage que ce soit affiché par la municipalité comme une grande réussite".

DES AVANCÉES POUR L'ÉDUCATION & LA TARIFICATION SOCIALE

Le deuxième axe de la politique municipale porte sur "l'émancipation et l'éducation". L'éducation est le seul secteur qui a vu ses dépenses augmenter. Un large plan de 66 millions d'euros a été lancé en 2015 avec pour objectif l'ouverture de cinq nouvelles écoles et le développement de pédagogies originales pour une partie. Plusieurs modifications de la restauration scolaire (passage au bio et au local) et du périscolaire ont été mises en place. Un autre volet passe par la "tarification solidaire" dans les secteurs de la culture, de l'eau, de l'électricité ou des transports: "le nombre de personnes

(4) Ce seuil de 20 000 votant-es positifs correspond au score obtenu par la majorité actuelle aux élections municipales. Pour mobiliser autant de personnes, des moyens équivalents à ceux mis en œuvre dans une élection étatique devraient donc être déployés.

(5) Le 21 mars 2017, le préfet de l'Isère a déposé un déferé auprès du tribunal administratif.



▲ Rassemblement devant l'Hôtel de ville pour la défense des employés territoriaux des bibliothèques

bénéficiant des tarifs sociaux de l'électricité est passé de 1 000 à 7 000." Il a été également choisi de ne pas augmenter les impôts locaux, considérés comme "injustes" par le maire, au cours de ce mandat.

VERS UN AMÉNAGEMENT URBAIN PLUS ÉCOLO

Enfin, le troisième axe développé à Grenoble est "la qualité de vie, le bien vivre" dit Éric Piolle. Ceci passe notamment par le renforcement du vélo en ville avec la création du plus grand parc à vélos de France, la modification du plan de circulation de centre-ville, la création de nouvelles voies dédiées aux cycistes et aux transports en communs. Les mobilités "douces" sont favorisées, avec la généralisation des zones de circulation limitée à 30 km/h dans la métropole. Vu les bouchons dans la ville, peu de changements ont été constatés pour le moment.

Des décisions connaissent une portée plus large, comme le désengagement de la ville de Grenoble du projet ferroviaire Lyon-Turin. En novembre 2014, la commune décide de supprimer la publicité du paysage urbain, remplacée par un affichage public. En ne renouvelant pas son contrat avec J.-C. Decaux, Grenoble se prive d'une redevance importante, mais devient la première grande ville européenne à remettre directement en cause l'un des piliers de la société de consommation.

Parmi les 120 mesures du programmes, certaines ont été abandonnées, comme la gratuité des transports en commun pour les moins de 25 ans et les plus précaires. Pour d'autres, il faudra attendre la fin du mandat pour en dresser le bilan. Certains engagements ont été transgressés, tels que la promesse de conserver le réseau de bibliothèques de la ville. Le secteur de la culture semble le plus malmené depuis la mise en œuvre de cette politique municipale (6).

L'AUSTÉRITÉ : L'ÉCUEIL DE L'EXPÉRIENCE ÉCOLO

"Juin 2016 est un tournant dans la politique de Grenoble, avec le passage à l'austérité, que l'équipe

municipale préfère nommer 'plan de sauvegarde des services publics locaux', nous dit une militante travaillant dans la culture. Face à un déficit majeur et au désengagement de l'Etat, et pour se préserver d'une mise sous tutelle de la préfecture, une centaine de mesures pour économiser 14 millions d'euros ont été présentées "en bloc" par le maire en 2016 (7). Parmi elles figurent la suppression de deux bibliothèques de quartier et la transformation d'une autre en "tiers lieu". Ce choix a fait bondir les soutiens de Piolle, citoyen-nes comme élu-es et militantes de tout poil. Un collectif demandant la réouverture immédiate des bibliothèques menacées a mené plusieurs actions, dont la perturbation des conseils municipaux. Selon Éric Piolle, il s'agit d'"une réaction abrupte qui a pu se structurer par l'annonce en bloc des mesures, que je n'ai pas voulu donner au compte-goutte". Le combat s'est déroulé pendant plusieurs mois et a conduit à la tenue de plusieurs conseils municipaux à huis clos, sous surveillance policière avec charges des CRS contre les manifestant-es. Drôle d'image pour une ville prônant la "démocratie participative". Une scission a eu lieu également dans la majorité du conseil municipal (8). Finalement, une pétition a été présentée au conseil municipal par le collectif le 22 mai 2017, suivant le droit d'interpellation. Le conseil est revenu en partie sur sa décision en proposant le rétablissement d'un service de bibliothèque dans les quartiers.

Les médias nationaux ont peu relayé les dissensions politiques de ces derniers mois à Grenoble malgré la surexposition de la ville sur d'autres sujets. Ce qui frappe finalement, à mi-mandat, c'est la maîtrise de la communication extérieure par cette équipe malgré une gestion quotidienne de plus en plus conflictuelle. A l'échelle locale, les tensions se multiplient, notamment avec la presse. Mais comme le conclut Clément : "Je ne crois pas en la politique professionnelle. L'intérêt des élections, pour moi, c'est de choisir son adversaire. Et le débat est plus intéressant avec un adversaire politique comme Piolle."

Gaëlle Ronsin ■

(6) La politique culturelle menée depuis le début du mandat est fortement critiquée, notamment par les professionnel-les du secteur : baisse des subventions de plusieurs établissements, mise en gestion municipale de deux théâtres tenus auparavant par un collectif de bénévoles, création de la *Fête des tuiles*, événement coûteux et polémique, création d'un festival de street art (mais répression contre l'affichage sauvage), etc.

(7) Le déficit de la ville, cumulé aux baisses des dotations de l'État, contre laquelle le maire a lutté à l'échelle nationale, ont eu pour conséquence un trou important dans le budget de la ville. Les mesures prévoient également la suppression de certains CCAS, ou la baisse du nombre d'agents municipaux.

(8) Guy Tuscher (*Ensemble !*) et Bernadette Richard-Finot (*Parti de gauche*) sont retirés de la majorité et ont créé leur propre groupe politique.



▲ Les différentes têtes de listes des candidatures citoyennes pour les élections municipales de mai 2015, quelques jours avant les élections

Les "nouveaux municipalismes" de Madrid et Barcelone

En mai 2015, des "candidatures citoyennes" proches des mouvements sociaux ont remporté les élections municipales de plusieurs grandes villes espagnoles. S'autoqualifiant de "villes rebelles", ces nouvelles équipes municipales avaient pour projet une démocratisation radicale des municipalités. Après plus de deux ans de mandat, l'heure est au bilan.

FICHE D'IDENTITÉ

Barcelone: 1 610 000 habitant·es, 100 km², 1,5 % de logements sociaux • maire: Ada Colau, 43 ans. Sa liste arrive en tête avec 25,21 % des voix. Elle est élue maire avec le soutien de la *Gauche républicaine de Catalogne* et du *Parti socialiste de Catalogne*.

Madrid: 3 142 000 habitant·es, 608 km², 1 % de logements sociaux • maire: Manuela Carmena, 73 ans. Sa liste arrive en deuxième position, derrière la droite, avec 31,85 % des voix. Elle est élue maire avec le soutien du *Parti socialiste*.

// ¡SÍ, SE PUEDE! " (OUI, ON PEUT !) SCANDENT les militantes de *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun) le 24 mai 2015, à la suite de la publication des résultats des élections municipales de Barcelone. Ada Colau, ancienne squatteuse et porte-parole du mouvement social pour le droit au logement la *Plateforme des affecté·e-s par l'hypothèque* (PAH), et tête de liste de cette candidature, a remporté les élections municipales de Barcelone (1). Moins d'un mois après, Manuela Carmena, ancienne avocate, juge émérite du Tribunal suprême d'Espagne et tête de liste de la candidature citoyenne *Ahora Madrid* (Maintenant Madrid), est nommée maire de Madrid. Ces "candidatures citoyennes" s'autoqualifiant de "municipalités du changement" se sont fortement appuyées sur un soutien des mouvements sociaux de leur ville respective (2). À mi-mandat, le bilan reste mitigé.

DES CANDIDATURES CITOYENNES À LA VICTOIRE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Revenons tout d'abord sur la constitution de ces candidatures citoyennes. À Barcelone comme à Madrid, des plateformes citoyennes — respectivement *Guanyem Barcelona* ("gagnons Barcelone") et *Municipalia* — voient le jour un an avant les élections, autour d'une poignée de militant·es associati·ves. S'ensuit alors une courte période de rencontres et de négociation avec les mouvements sociaux des deux villes, notamment avec des membres des *Indignés* (15-M), afin de définir les contours des candidatures. Mais très vite, les deux plateformes sont rejointes par des partis traditionnels tels que le *Parti communiste* et le parti de gauche radicale *Podemos* (3), et se structurent elles aussi en partis politiques: *Barcelona en Comú* (BeC) et *Ahora Madrid* (AhM). Malgré le "processus participatif" développé dans les deux cas pour impliquer les citoyen·nes, les mouvements sociaux n'ont finalement que peu de prise sur la constitution et le fonctionnement de ces partis.

Après leur victoire aux élections de mai 2015, et afin de constituer un gouvernement municipal stable, BeC et AhM décident de former une coalition avec le Parti socialiste de leur ville. C'est une première déception pour les mouvements sociaux qui, autant à Madrid qu'à Barcelone, critiquent fortement ce choix, qui laisse davantage augurer une continuité politique qu'un réel changement (4).

(1) Outre la PAH, elle reçut également le soutien de l'*Observatori Desc* (Observatoire des droits économiques, sociaux et culturels), l'*Alliance contre la pauvreté énergétique*, la *Fédération des associations de quartiers de Barcelone* (FAVB), ou encore quelques groupes du mouvement des Indigné·e-s (15-M).

(2) Des candidatures du même type ont également remporté les élections des villes de Cadix, Saragosse, La Corogne, Badalona, Pampelune ou encore Valence.

(3) Les deux partis ont également été rejoints par quelques petits partis réformistes de gauche (notamment écologistes).

(4) Surtout pour le cas de Barcelone, qui a été gouvernée par une coalition entre les communistes et les socialistes de 1977 à 2011. La ville de Madrid a, quant à elle, été gouvernée par la droite conservatrice pendant plus de 25 ans.



▲ *Manifestation contre la répression des "vendeurs à la sauvette" à Barcelone, le 12 mars 2016*

UN "NOUVEAU MUNICIPALISME" DÉRACINÉ

Ces candidatures reposent-elles réellement sur une organisation sociale "de base", comme le suppose la notion de municipalisme (5) ? Rien n'est moins sûr. En définitive, ces deux candidatures citoyennes n'ont que peu de relations avec les mouvements sociaux des quartiers. Elles n'ont pas eu le temps de les développer. Selon un activiste, "elles ont sauté l'étape cruciale de la coopération, de l'articulation avec une base territoriale forte. Elles se sont davantage servies des mouvements sociaux comme tremplin vers le pouvoir, pour obtenir un puissant électorat et 'gagner les institutions' afin de mettre en place des idées de gauche réformatrice". Il conclut : "Selon eux, c'était le moment. Ils n'ont pas voulu attendre plus... et bien ils ont réussi, ils ont gagné les élections. Et maintenant s'ils regardent derrière eux, ils sont seuls."

DE LA RUE AUX INSTITUTIONS : LES PARADOXES DE CE "NOUVEAU MUNICIPALISME"

Après la victoire de ces candidatures citoyennes, les luttes sociales se trouvent fortement paralysées. Beaucoup d'électrices ont mis de grands espoirs dans ces nouvelles équipes municipales mais sont déçues par le manque d'avancées concrètes.

Malgré la victoire, la situation des deux municipalités n'a rien de simple. Elles restent fortement freinées par la présence encore importante des partis d'opposition (de droite comme de gauche) au sein de leur conseil municipal. Les deux jeunes équipes municipales aimeraient obtenir un plus grand soutien des mouvements sociaux et appellent régulièrement à des manifestations de rue en écho à leurs propositions de lois. Mais les mouvements sociaux ne sont plus aussi réactifs qu'avant la victoire de BeC et AhM. Pourquoi cela ? En partie parce qu'un grand nombre d'actives, anciennes "chevilles ouvrières" des mouvements sociaux, travaillent aujourd'hui pour la

municipalité. Beaucoup de collectifs se sont ainsi retrouvés paralysés au lendemain de la victoire de BeC et AhM, amputés de leurs membres les plus actives. De par leur refus de constituer une réelle base sociale en amont des candidatures ainsi que leur difficile articulation avec les mouvements sociaux, les nouvelles municipalités, bien que pleines de bonnes intentions, n'ont que très peu de poids face aux conflits internes et à l'inertie des logiques bureaucratiques et financières régissant les métropoles de Barcelone et Madrid.

DEUX ANS APRÈS LA VICTOIRE : UN PREMIER BILAN

L'idée centrale des deux nouvelles municipalités est de "changer les institutions de l'intérieur" notamment en les féminisant, en tentant d'atténuer les logiques financières de leur fonctionnement et en "redonnant la parole aux habitant·es". Des processus participatifs de prise de décisions sont donc développés, entre autres par l'intermédiaire d'internet.

Autant à Madrid qu'à Barcelone, un important travail de communication a été réalisé, notamment autour des thèmes du féminisme et des luttes LGBTI ainsi que de la crise des réfugiés. Barcelone est également à l'initiative d'un projet de réseau de "villes refuges". Mais ces déclarations peinent à se concrétiser. De plus, les décisions de la mairie sont pour le moins paradoxales : en parallèle d'un discours d'Ada Colau en solidarité avec les réfugiés, la mairie a envoyé la police réprimer les "vendeurs à la sauvette". Une action qui a fortement déplu aux mouvements sociaux (6).

À Barcelone, sur le thème du logement (idée centrale des propositions de candidature d'Ada Colau), la municipalité a développé un plan ambitieux de construction et de captation de logements. Mais les mouvements sociaux affirment qu'il ne va pas assez loin et critiquent le manque de sanctions envers les grands propriétaires qui spéculent sur les logements vacants. Les expulsions sont

(5) La notion de municipalisme repose sur l'élaboration d'une "démocratie de proximité" dont le but est de redonner le contrôle des institutions locales aux habitant·es, en instaurant à l'échelle municipale une démocratie participative ou directe, selon les cas. Toutefois, il existe de nombreuses formes de municipalisme : parfois réformatrices, parfois plus radicales comme ce que proposait le municipalisme libertaire de Murray Bookchin.

(6) Des événements du même type sont à relever à Madrid, notamment l'emprisonnement de deux marionnettistes militants sur ordre de la mairie en février 2016 (compagnie Titeres desde Abajo : les "marionnettes d'en bas").



◀ Le Centre Social Okupé Autogéré (CSOA) El Banc Expropiat ("la banque expropriée") a été expulsé par la mairie d'Ada Colau en mai 2016 malgré une forte mobilisation

toujours très nombreuses à Barcelone, et l'actuel porte-parole de la PAH affirme que la municipalité ne fait pas assez d'efforts (7). Il en va de même à Madrid, où les militant·es pour le droit au logement critiquent la lenteur des actions de la municipalité, allant jusqu'à affirmer que le processus de relogement des personnes expulsées était beaucoup plus rapide avant que AhM ne gagne les élections.

Sur le thème de la remunicipalisation des services publics (notamment de l'eau), de la défense des travailleu·ses ou encore de la stabilité des centres sociaux, rien de concret ne semble voir le jour. Ces limites s'expliquent en partie par les fortes tensions au sein des équipes municipales et à l'intérieur même des partis de BeC et AhM. "Changer les choses prend du temps", répondent régulièrement les deux jeunes équipes municipales. Mais après deux ans de mandat, les habitant·es s'impatientent.

NOUVEAU MUNICIPALISME, CITOYENNISME ET "SOCIÉTÉ DU SPECTACLE"

Selon l'anthropologue Manuel Delgado, le changement représenté par ces candidatures demeure de l'ordre de la communication. Elles ne proposent pas une modification de la distribution du pouvoir et de la richesse des villes, qui restent entre les mains des mêmes acteurs (privés comme publics). Pour lui, ce "citoyennisme", comme il l'appelle, n'est qu'une rénovation esthétique du pouvoir avec un objectif de réinventer la social-démocratie et de fuir la logique de la lutte des classes. On se souviendra que cette critique du municipalisme avait déjà été adressée à Bookchin, théoricien du municipalisme libertaire. Toutefois, Bookchin préconisait une démocratie directe à l'échelle municipale bien plus radicale que les expériences en cours à Barcelone et Madrid.

DES CONCLUSIONS À TIRER

De manière générale, les activistes admettent qu'un important travail de communication et

de diffusion a été réalisé par les deux municipalités. De nombreuses réformes sont évoquées mais elles ne dépassent en général pas encore le stade de la proposition. Dans les deux villes, les activistes s'interrogent. Faut-il laisser davantage de temps aux nouvelles municipalités? Ou bien la lenteur des changements serait-elle une preuve de l'inefficacité de la méthode électoraliste et de la volonté de changer les institutions de l'intérieur? Quoi qu'il en soit, ces "expériences municipalistes" contribuent à de réelles avancées, car elles ont permis de mettre en évidence de nombreux points de blocage inhérents au fonctionnement des institutions de ces villes. Il s'agit maintenant d'en tirer les bonnes conclusions afin de développer de futures alternatives visant à "libérer et démocratiser la société" (8).

Diego Miralles Buil (Géographe)
www.AntreAutre.wordpress.com ■

(7) Retrouver plus d'avis des activistes et associations barcelonaises ici (en catalan) : <http://www.elcritic.cat/actualitat/que-opinen-els-moviments-socials-de-barcelona-dels-dos-primers-ans-de-mandat-dada-colau-15474>

(8) Murray Bookchin, *Une société à refaire: vers une écologie de la liberté*, 1993, Montréal, Écosociété.

Une alternative au "municipalisme" de Barcelone: le cas de Sabadell

Un exemple de mouvement municipaliste alternatif à ceux de Madrid et Barcelone (et plus radical) pourrait être celui de la ville moyenne catalane de Sabadell. Les mouvements sociaux y sont très actifs depuis plus de 15 ans, et une stratégie municipaliste s'est structurée depuis plus de 8 ans avant de se présenter aux élections locales et de gagner de nombreux sièges au conseil municipal. Aujourd'hui, bien que les membres des mouvements sociaux ne siègent pas en majorité au conseil municipal, le *Mouvement populaire de Sabadell* (MPS) possède une grande connaissance du fonctionnement de la municipalité et une forte influence sur celle-ci.



Assemblée de la Crida per Sabadell (mouvement populaire municipaliste de Sabadell), juin 2015

Source : <http://cridapersabadell.cat/>



▲ Manifestation des "Indignés" à Madrid

Le risque de la déception

Cette enquête montre que la démarche "liste citoyenne" n'est pas forcément suffisante pour satisfaire le désir de changement... et donc que cela peut décevoir.

Précédents dossiers sur le même thème

"D'autres formes de démocratie", *Silence* n°426, septembre 2014.

LES NOUVE-LLES ÉLU-ES SONT confronté-es à un contexte administratif particulièrement difficile à faire bouger : crise financière entraînant un désengagement de l'Etat, longueur des processus entre la décision et la réalisation (que l'on pense aux délais pour faire émerger un nouveau quartier), limitation par le manque de compétences des communes face à des institutions plus larges.

Si à Saillans, les élu-es arrivent à mobiliser jusqu'au tiers de la commune pour débattre des choix communaux, et si la liste n'a pas fait de promesses autre que sur la méthode, le résultat semble moins probant dans les plus grosses communes. Même avec de la bonne volonté, on n'arrive pas à imaginer une gestion directe dans les grandes villes : pour faire dans les mêmes proportions qu'à Saillans, il faudrait qu'un million de Madrilènes se mobilisent ! Par comparaison, la liste alternative de la maire actuelle de la capitale espagnole n'a réuni que 520 000 voix.

Les promesses électorales ("120 engagements pour Grenoble"), les difficultés à continuer à travailler avec les associations une fois élu-e, tout ceci contribue à créer un sentiment de frustration : grosses promesses, grosses déceptions. Malgré toutes les bonnes réalisations que peuvent faire ces nouvelles municipalités,

l'inertie est telle qu'elle entraîne la lassitude ou un rejet relatif par les personnes qui ont voté pour elles.

LUTTER CONTRE LA PERTE DE POUVOIR LOCAL

Cela interroge aussi sur l'évolution actuelle de la répartition des compétences : l'apparition récente des communautés de communes et des métropoles, l'incitation à la fusion des communes : en créant un niveau de décision supérieur et en déshabillant les communes, on éloigne encore plus les citoyen-nes des choix qui les concernent.

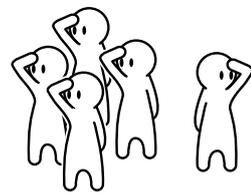
La loi de décentralisation qui a créé les arrondissements dans les trois plus grandes villes françaises (1) est largement insuffisante pour permettre une liaison avec les populations. Les essais de budget participatif comme cela a été mis en place un temps à Porto Alegre (Brésil), à partir de 1989, a aussi montré ses limites (2).

L'exemple de Saillans interroge donc sur la taille utile au bon fonctionnement de la démocratie : plutôt que de fusionner les petites communes, il faudrait peut-être mieux réfléchir à fractionner les plus grosses.

Gaëlle Ronsin et Michèle Bernard ■

(1) Loi 82-1169 du 31 décembre 1982.

(2) La mise en place de comités de quartier a maintenu une prise de pouvoir par les plus diplômés et une fraction très faible de la population a participé... sur une proportion très faible du budget.



Pour sauver la forêt du Morvan, des gens se groupent pour l'acheter peu à peu

Les belles forêts de feuillus morvandelles laissent peu à peu place à des monocultures de pins douglas, prisés par l'industrie du bois. Un groupement forestier invente des alternatives à cet enrésinement.

Un peu à l'écart de la route, après la sortie d'Autun, en Saône-et-Loire, les silhouettes vert foncé des douglas s'alignent, identiques et bien rangées. Lucienne Haese, ancienne présidente de *Autun Morvan Ecologie*, fondatrice et ancienne cogérante du *Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan* (GFSFM), ne décolère pas. "Le Morvan devient une usine à bois, fulmine-t-elle. Ils coupent ras les feuillus pour planter des monocultures de douglas!".

Au début du 19^e siècle, la forêt, qui couvrait une bonne part des collines morvandelles, était principalement constituée de chênaies-hêtraies. Les résineux sont apparus dans le paysage durant les années 1970. Aujourd'hui, le taux d'enrésinement dépasse 50%.

Les parcelles de douglas sont souvent cultivées de manière intensive. "En futaie régulière [dans laquelle tous les arbres sont d'âges proches, Ndlr], les rotations durent vingt à quarante ans, explique Tristan Susse, expert forestier. À l'issue d'un cycle, la parcelle est rasée". Les conséquences de ces coupes rases sont désastreuses. "Les habitats de la faune et de la flore sont détruits. Le ramassage des branchages est réalisé à la pelle, ce qui racle et enlève l'humus. Le sol nu, exposé en plein soleil, s'appauvrit. Quand le terrain est en pente, l'eau ruisselle et emporte la terre".

Sans monoculture et sans coupes rases

L'association *Autun Morvan Ecologie* a lancé le *Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan* en 2003.

Objectif, acquérir une première parcelle dans la forêt de Montmain, à côté d'Autun : une hêtraie et chênaie-charmaie remarquable. *Autun Morvan Ecologie* a acheté 32 hectares, la mairie 160 hectares et le *Conservatoire d'espaces naturels* 60 hectares. "Tout le monde a signé une charte pour une exploitation proche de la nature, sans monoculture et sans coupes rases", précise Lucienne Haese.

Dès que sa trésorerie le lui permet, le GFSFM achète de nouvelles parcelles, parfois avec le soutien de la mairie d'Autun. Aujourd'hui, le groupement compte 530 associé-es et est propriétaire de seize forêts pour un total de 239 hectares. "La signature est en cours pour l'achat de deux autres forêts, ce qui amènera le total à 300 hectares", se réjouit Lucienne Haese. Tous gérés en futaie irrégulière [dans laquelle les

peuplements forestiers sont de plusieurs classes d'âge, ce qui évite notamment les coupes rases, Ndlr], au plus proche de la nature".

Petite vente par petite vente, le groupement arrive à couvrir ses frais de fonctionnement, là où les souscriptions permettent d'investir dans de nouvelles parcelles. Les riverain-es sont également associé-es. "On leur fait parfois exploiter une partie des taillis et des houppiers pour du bois de chauffage, raconte Jacques Gortier. Comme c'est un peu 'leur' forêt, ils la respectent et le travail est bien fait. Cela restaure le rôle social de la forêt".

Il est toujours possible d'acheter une ou plusieurs parts. "Certains achètent des parts comme cadeau de naissance ou de mariage. Un grand-père a acheté une part à chacun de ses petits-enfants et ils sont venus ensemble à la dernière assemblée générale. Les associés partagent la même volonté de préserver les forêts de feuillus morvandelles".



Reportage

En partenariat avec: www.reporterre.net



Médias



♦ **Landemains**, association *nouTous*, 10, avenue de l'Océan, 40660 Messanges, tél: 06 99 51 79 07, www.noutous.fr, revue d'opinion indépendante landaise, avec des débats locaux (environnement, social, politique), des relais de campagnes (Alternatiba), des commentaires sur l'actualité... 3 à 4 numéros par an, lisible en ligne.

♦ **La Marmotte déroutée**, la mise en place d'alternatives passe aussi par la réappropriation des outils de diffusion, et des médias. C'est dans un contexte d'ébullition dans la vallée de la Roya entre lutte contre le réaménagement du Tunnel de Tende, aide aux migrant-es et partage du quotidien que ce mensuel est né en novembre 2016. *La Marmotte déroutée* est vendue à prix libre,

c'est un journal autogéré et autofinancé par des habitant-es de la vallée de la Roya. www.la-marmotte-deroutee.fr, redac@la-marmotte-deroutee.fr

♦ **Acrimed, Action-Critique Média**, réalise depuis plus de 20 ans un travail d'éducation populaire autour du décryptage critique des médias. Ils ont réalisé des supports papier, des journées de la critique des médias, des interventions, etc. Aujourd'hui en difficulté financière, *Acrimed* invite à leur faire un don ou mieux, à adhérer pour venir renforcer leur action véritablement d'intérêt général. *Action-Critique-Médias* (*Acrimed*), 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél.: 09 52 86 52 91, www.acrimed.org

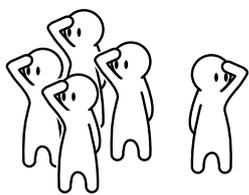


♦ **Kolectiv'**, la webradio jeune, citoyenne et positive! *Kolectiv'* est la webradio créée par la MJC Le Rond-Point de l'Aigle et TFT Label deux entités importantes dans la vie culturelle du pays Aiglou et de la région. www.kolectiv.fr

♦ **Racine de Moins Un**, émission radiophonique de critique des sciences, des technologies et de la société industrielle sur *Radio Zinzine*. www.zinzine.domainepublic.net

♦ **Polenta**, 80, rue de la Chartreuse, 73000 Barberaz, www.polenta.top. Enquête, poésie, reportages, dessins. À intervalles irréguliers, 16 pages pour dénoncer les aberrations politiques, écologiques, judiciaires à Chambéry et ses alentours.





Michel Bernard quitte son poste... mais pas son hamac !

Cet été, Michel Bernard s'est en allé discrètement de *Silence* pour aller tâter du hamac sous le soleil de la pré-retraite. Farceur, il est parti avec la caisse, mais par bonheur elle était vide. Votre revue préférée peut donc continuer à cultiver les alternatives en votre compagnie.



Marie Clémis

Les débuts se font à *la Maison de l'écologie*, 4, rue Bodin, sur les pentes de la Croix-Rousse. La bande se finance en partie en organisant la vente de papier recyclé, matière encore rare à l'époque. Michel vit à l'étage au dessus du local.

En parallèle, il participe à la création des Verts en 1984 (il les quittera en 1992, face aux querelles de pouvoir incessantes). Il est également l'un des membres fondateurs de *Primevère*, salon de l'écologie et des alternatives, en 1986.

Pendant ce temps là, *Silence* passe en 1986 de régional à national, et engage alors son premier salarié Michel Jarru. C'est aussi le moment de la création de l'association *Silence*. Michel, lui, est embauché en 1991.

Il participe activement à tous les combats antinucléaires de l'époque, co-organise deux marches contre le nucléaire à Malville en 1982 puis 1994, est trésorier des *Européens contre Superphénix* et contribue en tant qu'animateur au succès de la lutte pour la fermeture de Superphénix. "On avait entassé des archives antinucléaires dans sa baignoire, témoigne Philippe Brousse, directeur du Réseau Sortir du nucléaire. Mais un matin je les ai retrouvées flottant dans l'eau !".

En 2004 au moment du lancement du chantier de l'EPR il participe à un "jeûne à durée indéterminée" pour l'arrêt du nucléaire qui dure 28 jours. Après l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, il publie une tribune qui sera largement diffusée, "Je suis en colère", puis tient durant de nombreuses années une chronologie de l'accident.

En 2009, il prend contact pour *Silence* avec la coordination des opposant-es à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et leur suggère d'accueillir le prochain Camp climat. L'idée est retenue et c'est à cette occasion que commencent à vivre sur place des occupant-es qui seront appelé-es plus tard les zadistes.

Début juillet 2017, il quitte l'équipe pour cultiver les haricots et les alternatives pas très loin de *Silence*. Il devient bénévole actif en continuant notamment à faire des reportages. Des personnes disent l'avoir croisé à bicyclette sur certaines étapes de l'*Altertour*. Affaire à suivre.

Vous connaissez sans doute la signature de notre globe-trotter qui a, entre autres, réalisé 34 numéros régionaux sur 36 sans prendre l'avion. Mais savez-vous que depuis sa création en 1981, l'histoire de *Silence* est liée à Michel? Celui-ci est présent dès la préhistoire de la revue puisqu'il participe au groupe d'étudiant-es écolos, anars et antinucléaires qui ont lancé *Poing noir* à la fac de Lyon. Puis avec quelques camarades parmi lesquels Philippe Brochet et Pascal Blain, Manuelle Génique et Géraldine Satre, ils et elles choisissent d'appeler leur nouvelle revue *Silence* pour faire un contre-pied suite à l'arrêt de *La gueule ouverte*, journal écologique "qui annonce la fin du monde". Le 1^{er} numéro sort le 4 octobre 1982. Il fait vingt pages et est tiré à 700 exemplaires. Il est entièrement réalisé à la machine à écrire par des bénévoles.

» Drôme

Vélos-cargos



Un tiers des trajets en milieu urbain font moins de 3 km. Pourquoi prendre une voiture pour de telles distances? La réponse la plus fréquente

est pour transporter des courses, ses enfants... Le vélo-cargo peut alors être la solution. Mais il est coûteux. A Crest, l'association Vélo-cargos a décidé de fabriquer ses propres engins et de les proposer en location à prix libre (il faut adhérer à l'association et verser une caution). Depuis mars 2016, six vélos-cargos sont disponibles à Crest et dans la commune voisine d'Aouste-sur-Sye. Une extension dans la vallée de la Drôme (Saillans, Die) est envisagée.

Vélo Cargo Drôme, L'Usine vivante, 24, avenue Adrien-Fayoles, 26400 Crest, <http://velocargo-drome.fr>

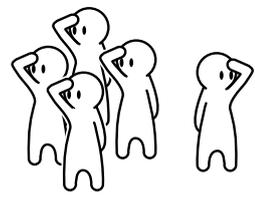
» Tarn

La scierie mobile du Haut Languedoc

Les scieries se sont peu à peu mécanisées et sédentarisées, et dans le Tarn la dernière scierie mobile date de 1963. Étienne Lescure a repris à son compte cette pratique et se déplace en forêt pour scier et débiter le bois. Passionné de la forêt et du bois, il ne le commercialise pas et se fait payer uniquement pour la transformation. Il travaille essentiellement avec des "producteurs de bois" (ONF, groupements forestiers) et des personnes construisant leur maison. Pour ces dernières, il assure une traçabilité et une qualité de la coupe, et parfois il aide à la pause de la charpente. Cette scierie mobile défend une utilisation du bois en circuit-court, et une relation basée sur la confiance et son savoir-faire.

Scierie mobile du haut languedoc; Etienne Lescure - Cambous - 81260 Castelnau de Brassac, tél: 05 63 74 53 60, Adresse mail: etienne.lescore@orange.fr, www.lescurescierie.free.fr.





» Essonne

Le verger de Sylvestre



En 2012, un architecte repère un terrain en vente de 2735 m² avec une maison et y voit la possibilité d'y installer un habitat groupé. Le projet est lancé autour de valeurs communes : le faire-ensemble, la cohérence, la confiance, l'ouverture, l'indépendance, la responsabilité et l'engagement social. Huit familles participent au lancement du projet... qui va grossir avec le temps. Fin 2015, ce sont 17 ménages qui se partagent la maison ancienne réhabilitée (5 logements), un petit immeuble collectif construit mitoyen de la maison (5 logements) et sept maisons mitoyennes en arc de cercle dans le jardin. Ce dernier est collectif tout comme une buanderie, un local à vélos, un atelier de bricolage, une cave et une salle commune de 60 m². Une chaufferie collective complète les apports de panneaux solaires. Les maisons ont été aménagées en matériaux écologiques. Plusieurs familles ont bénéficié de l'aide d'*Habitats Solidaires* pour disposer d'un financement.

Le verger de Sylvestre, 59, rue Marceau, 91120 Palaiseau, www.levergerdesylvestre.fr

» Marseille

Le CIRA s'agrandit

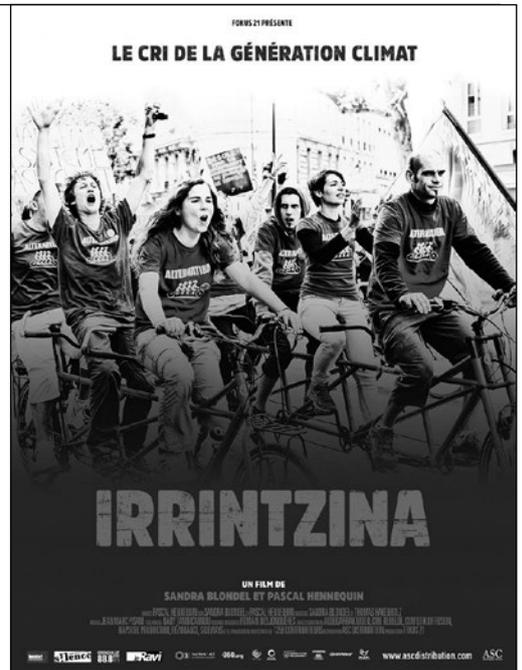
Le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Marseille a été fondé en 1965. Ses membres ont collecté et classé des milliers de livres, journaux, archives personnelles, affiches, tracts, films, documents numériques, etc. Le CIRA organise des causeries mensuelles, participe à des salons libertaires, publie un bulletin mensuel. Il est actuellement situé dans un local de 100 m² au centre de Marseille. Un autre local de 70 m² proche du premier a pu être acheté, mais il reste maintenant à le réaménager.

Pour cela, le CIRA fait un appel à souscription pour trouver les 6000€ nécessaires. Chèques à l'ordre de "Les Acrates" à envoyer au local du CIRA au 50, rue Consolat, 13001 Marseille. 09 50 51 10 89, <http://cira.marseille.free.fr>

Irrintzina sort en salles

Le film *Irrintzina, le cri de la génération climat*, sort en salles le 11 octobre 2017. Ce documentaire montre comment quelques militant-es de la société civile basque ont lancé le mouvement *Alternatiba*, qui s'est répandu à l'échelle européenne et a contribué à briser le sentiment d'impuissance face au changement climatique. Une épopée enthousiasmante dont ce film raconte les étapes de la mobilisation. *Silence* est partenaire de ce film, à la fois cri d'alarme et cri de joie pour la justice climatique. Réalisé par Sandra Blondel et Pascal Hennequin et produit par Fokus 21.

Fokus 21, chez l'Équitable Café, 54, cours Julien, 13 006 Marseille, www.irrintzina-le-film.com



» Saône-et-Loire

L'Îlot des Combes, centre agroécologique

L'Îlot des Combes est un lieu de ressourcement et d'accueil qui s'est créé en 2013 sur 1,8 hectare. Il cherche à favoriser, à petite ou grande échelle, les actions pour aller vers un épanouissement fait de simplicité naturelle. Il prône la bienveillance, l'émerveillement, le contentement, le partage. Le lieu essaie de vivre au rythme de la nature, de repenser notre assiette, de retrouver le plaisir de faire soi-même, de vivre sans déchet. "La révolution du cœur est le cœur de la révolution". Depuis le début, une forêt nourricière, des ruches, un petit élevage de moutons ont été mis en place, selon les principes de la permaculture, un gîte permet l'accueil de stages. Le projet progresse au fur et à mesure que les moyens financiers le permettent.

L'Îlot des Combes, 131, rue des Riaux, 71200 Le Creusot, tél : 03 85 68 29 57, www.lilotdescombes.fr



Réseau de Cohabitation Solidaire Intergénérationnelle

L'association *Pari Solidaire*, créée à Paris en 2005 et à Lyon en 2008, propose à des étudiant-es un logement chez une personne âgée. En échange d'une entraide bienveillante, le loyer est réduit. Cette idée a été reprise depuis sur tout le territoire avec pas loin d'une trentaine d'associations locales ou régionales.

- Le *Pari solidaire*, 6, rue Duchefdelaville, 75013 Paris, tél : 01 42 27 06 20, www.leparisolidaire.fr
- Le *Pari solidaire*, 59, rue Antoine-Charial, 69003 Lyon, tél : 04 78 83 54 42, www.leparisolidairelyon.org
- Les autres adresses auprès de Réseau Così, même adresse à Lyon, <https://reseau-cosi.org>, tél : 06 13 01 79 87, contact@reseau-cosi.org.



EN DIRECT DE NOS COLONIES

Thomas Noïrot

Idriss Déby, un ami gênant

Dans une interview fleuve donnée fin juin à des *RFI, TV5 Monde* et *Le Monde*, le Tchadien Idriss Déby s'est plaint d'avoir dû rester au pouvoir malgré lui : *"J'aurais souhaité m'arrêter en 2006 après mon second mandat. J'aurais alors cédé le pouvoir. Mais la guerre a éclaté. Des mercenaires ont attaqué N'Djamena [en fait ses anciens alliés mécontents d'être écartés de la rente pétrolière]. Et alors que je ne le voulais pas, la France est intervenue pour changer la Constitution. Il y a un constitutionnaliste dont je ne connais même pas le nom qui est venu ici. J'ai dit que je ne voulais pas changer la Constitution mais ils sont passés par leurs arcanes et ils ont changé la Constitution."* Timing parfait pour rappeler publiquement que la France avait prêté main forte au coup d'État constitutionnel de 2005 : une semaine après, Déby devait voir Emmanuel Macron à la réunion du G5 Sahel réclamée par ce dernier. Le G5 Sahel est une structure de coordination entre les armées du Tchad, du Burkina, du Niger, de la Mauritanie et du Mali, mise en place - officiellement à l'initiative des Africains - pour épouser le périmètre de l'opération extérieure Barkhane (qui a élargi et prolongé depuis l'été 2014 l'opération Serval déclenchée au seul Mali début 2013), et au sein de laquelle les militaires français n'occupent théoriquement qu'une position d'observateur. Déby a donc saisi l'occasion de faire monter les enchères en termes de soutien politique, en lâchant opportunément une déclaration potentiellement gênante, en forme d'avertissement ("non seulement vous avez besoin de moi pour guerroyer dans le Sahel, mais je suis en position de vous nuire"). Le vieux dictateur avait-il besoin d'un coup de pouce

financier de Paris pour le trésor public tchadien, comme lorsqu'il avait critiqué le franc CFA en 2015 ? Toujours est-il que début septembre, la Banque Africaine de Développement organisait à Paris une conférence des donateurs pour mobiliser des ressources nécessaires au financement du "Plan National de Développement du Tchad".

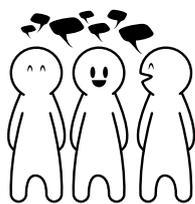


Rendez-vous discret à l'Élysée

Mais le vieux dictateur voulait aussi se montrer en digne chef d'État au côté du nouveau président français, et les photos de famille au G5 Sahel ne suffisaient pas. Il fallait se montrer sur le perron de l'Élysée. Et c'est par un tweet d'Emmanuel Macron qu'on a appris, dans la soirée du 11 juillet, que Déby venait d'être reçu. Sans brouhaha médiatique, et pour cause : le service presse de l'Élysée n'a envoyé une invitation aux journalistes accrédités qu'à 18h44, pour une ouverture de la cour à 19h30 et une arrivée de Déby à 20h. Impossible à couvrir dans des délais si courts... D'autant que ce rendez-vous ne figurait pas dans l'agenda officiel du Président français. Soit Déby s'est incrusté (avec l'aide de son ami Jean-Yves Le Drian, passé du ministère de la Défense à celui des Affaires étrangères ?), soit l'Élysée cherchait à rester discret... et sûrement un peu des deux. Il est vrai qu'en juillet 2012, la réception du Gabonais Ali Bongo avait provoqué un tollé, et Macron a appris des erreurs de Hollande.



Une chronique de: *Survie*, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



Société

200 000 logements vides dans Paris

L'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) dénombre en juillet 2017 205 000 logements inoccupés ou occupés exceptionnellement dans Paris. La part de logements vacants dans la capitale ne cesse d'augmenter depuis 40 ans, particulièrement dans ses arrondissements centraux. À titre de comparaison, l'Insee dénombrait 147 000 personnes sans-domicile en France. L'Apur note par ailleurs que près de 100 000 foyers parisiens sont mal logés : c'est-à-dire sans pièce dédiée à la toilette et/ou en situation de surpeuplement (plus de 2 personnes par pièce). www.apur.org

La SNCF encourage la délation

Le syndicat de la SNCF Sud-Rail, membre de l'union syndicale *Solidaires*, a dénoncé mardi 4 juillet 2017 dans un communiqué la note de la direction de leur entreprise demandant aux cheminot-es de participer à une opération de délation des militant-es se rendant au contre-sommet du G20 de Hambourg. Environ huit mille personnes ont manifesté dans le calme, dimanche 2 juillet, à Hambourg, en Allemagne, contre la tenue du sommet du G20 vendredi 7 et samedi 8 juillet.

La note de la SNCF, émanant de sa direction sûreté, indique l'obligation faite aux cheminot-es de signaler toute "personne (seule ou en groupe) dont le comportement pourrait laisser supposer un comportement militant porté à l'extrême". Le syndicat dénonce des "pratiques d'un autre temps" et la "chasse aux opposants politiques, syndicaux, associatifs". Il entend refuser toute collusion avec les appareils répressifs de l'État, qu'il s'agisse de pister les migrant-es ou des militant-es, concluant ainsi : "Militer n'est pas un crime ! En 2017, comme en 1940, les cheminots sauront refuser les dérives autoritaires. La fédération Sud-Rail dénonce cette dérive liberticide et appelle les cheminots à ne pas l'appliquer !".



Dominique Lalanne

» CHRONIQUE

NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Interdites ? Interdites !

Le 7 juillet 2017 l'ONU a voté, après 3 semaines de discussion, un traité d'interdiction des armes nucléaires. Interdiction de fabrication, de possession, de menace ! Une étape décisive car auparavant l'arme nucléaire était interdite d'utilisation puisqu'elle correspondait à "un crime contre l'Humanité" mais sa possession ne l'était absolument pas. Un paradoxe, certes, mais utilisé par les pays nucléaires pour justifier leur politique de course aux armements. De ce point de vue cela reprend la dynamique des autres armes de destruction massive, chimique et biologique, qui ont d'abord été interdites avant que soit commencée leur élimination.

Cette session de l'ONU a provoqué un enthousiasme sans précédent chez les militant-es qui ont participé aux travaux. Et aussi pour les 122 États qui ont voté en faveur de ce traité. Plusieurs pays ont refusé de participer aux discussions, dont la France et les grands pays nucléarisés. Un seul a osé s'exprimer en votant contre : les Pays-Bas. La pression était considérable sur ce pays qui avait accepté de participer à la discussion. Tous les pays de l'OTAN, et la France en particulier, ont quasiment "obligé" les Pays-Bas à rester solidaires de la doctrine nucléaire : "ce traité est une diversion qui compromet la sécurité internationale". Tous ces pays nucléaires n'ont

pas ménagé leurs efforts pour essayer d'empêcher ce traité d'aboutir, ils ont évidemment refusé de participer d'une quelconque manière. Reste maintenant à attendre la signature de 50 pays, ce qui devrait se produire courant 2018 et le traité entrera en vigueur comme nouvelle loi internationale.

Renoncer à la doctrine de la "dissuasion nucléaire"

En quoi la situation est-elle nouvelle ? Il est vrai qu'une loi internationale ne s'applique qu'aux pays signataires d'un traité. La France peut donc considérer qu'elle n'est pas concernée. Mais il y a un mais. Car ce traité précise que le financement d'armes nucléaires est aussi interdit, et donc des établissements bancaires qui font des prêts à des entreprises pourraient bien subir des pressions de consommateurs. En France, la BNP est visée en premier lieu... Ensuite il y a les pressions de l'opinion publique, les pressions politiques, les pressions diplomatiques...

L'intelligence de ce traité est de prévoir qu'un pays peut signer puis désarmer. Dès la signature le pays doit renoncer politiquement à la doctrine de la "dissuasion nucléaire". Or dans la communauté internationale, il y a des fissures dans cette doctrine. Dans les pays européens de l'OTAN qui hébergent des armes



Les lanceurs d'alerte de Bretagne en haut du Menez hom avec le Mouvement de la paix le dimanche 2 juillet, deux jours avant le venue de Macron à New York.

nucléaires les parlements ont voté pour leur retrait. C'est le cas en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique. Seule la Turquie a une attitude plus ambiguë. Imaginons qu'un pays comme les Pays-Bas demande le retrait des 20 bombes étasuniennes qu'il héberge et renonce à la "protection nucléaire" de l'OTAN, c'est tout un pan du soi-disant équilibre nucléaire qui s'écroule. Un début de remise en cause. Imaginons que l'Écosse indépendante entraîne l'abandon de la force nucléaire britannique... un autre événement majeur que craignent beaucoup de nucléocrates. L'avenir est très ouvert pour que ce traité ait des conséquences.

La balle est dans le camp de l'opinion publique : peut-on accepter que le pays des Droits de l'Humain soit en contradiction avec une loi internationale ?

Dominique Lalanne est président de "Armes nucléaires STOP" - do.lalanne@wanadoo.fr

La camionnette décorée...



Installation du matériel pour une médiation conviviale

» Rhône

Médiation nomade

Ancien détenu pour banditisme, Yazid Kherfi, originaire de Mantes-la-Jolie, s'est donné pour mission de soutenir les jeunes des cités et d'expliquer aux adultes le cheminement qui peut mener à la violence et à la délinquance (voir *Silence* n°418). Devenu éducateur, il s'est beaucoup impliqué sur le terrain avec la médiation nomade. Dans sa camionnette présente fréquemment la nuit au pied des immeubles de certains quartiers "chauds", il est possible de venir boire le thé et passer un moment convivial. Adolescent-es, adultes et professionnel-les peuvent s'y rencontrer. Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), partenaire de longue date de cette initiative, a lancé à l'été 2017 une médiation nomade sur le même principe dans la région lyonnaise. Une camionnette aménagée est régulièrement présente le soir à Saint-Fons et à Vénissieux, dans le but de provoquer la rencontre entre habitant-es de la cité, "se connaître pour se respecter, se respecter pour vivre ensemble". Informations : Man Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, www.facebook.com/mediationnomadelyon, et www.meditationnomade.fr



Environnement

Lutte pour des transports gratuits à Bordeaux

Actuellement, les transports sont gratuits pour les plus précaires à Bordeaux. Le *Collectif Transport 33* lutte pour la gratuité des transports pour tou-ttes. Une lutte d'actualité, puisque la gratuité pour les plus précaires doit être supprimée début 2018 suite à une délibération du 21 octobre 2016 dite de "tarification solidaire". Sous couvert de tarification solidaire (supprimer la gratuité pour les plus démunis tout en baissant le prix de certains autres abonnements), les élu-es à majorité LR font payer aux plus pauvres l'extension des pourcentages de réduction aux autres catégories sociales. La gratuité des transports pour les plus précaires avait été obtenue par la lutte des associations de chômeurs en 1995. Le collectif appelle à une mobilisation avant que la tarification solidaire soit effective début 2018. Contact: *Collectif Transport 33* 21 rue Saincric 33000 Bordeaux Courriel: ac.gironde@free.fr - Tel.: 05 56 81 88 91 / 06 76 59 61 71

Des échelles-perchoirs contre les pesticides

La pullulation des campagnols entraîne de fortes pertes agricoles (25 millions d'euros dans le Doubs en 2012, année record). Elle provient de la disparition des prédateurs (rapaces, hérons, renards, etc.). Bien que protégés aujourd'hui, ces prédateurs ont du mal à reprendre leur place, la campagne étant souvent trop uniforme. Ainsi, pour les rapaces, il y a un manque de perchoirs. Les buses en journée, les chouettes la nuit, aiment à se tenir à l'affût sur une hauteur pour repérer leur proie et pour se reposer. L'association *Eco Logik Art* créée par l'artiste Corinne Forsans, a alors proposé de tester une installation d'une dizaine d'échelles surdimensionnées (6 mètres de haut). Début 2014, celles-ci ont été placées artistiquement sur trois parcelles de la commune d'Aubonne (Doubs), le long de la RN57, entre Pontarlier et Besançon. Elles sont inclinées comme appuyées sur le ciel. L'association s'est fait accompagner au niveau scientifique par la

Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles de Franche-Comté et par l'INRA, des organisations pas spécialement écolos.

Les échelles ont été fabriquées au cours d'une formation de charpente au centre AFPA de Lons-le-Saunier. Les rapaces apprécient... les campagnols un peu moins... Des caméras vidéo ont été placées de manière à voir si les échelles remplissent leur rôle. Le résultat a été à la hauteur de l'événement: de jour comme de nuit, des rapaces ont été filmés: chouettes, buses ont apprécié le geste en leur faveur. Les campagnols n'ont pas donné suite à nos demandes d'entretiens. *Eco Logik Art*, 06 86 37 69 02, www.lesechellesperchoirs.org



Encore une autoroute? La lutte contre le contournement de Strasbourg



Dans la famille des grands projets inutiles je voudrais... le GCO. Le GCO – pour Grand Contournement Ouest de Strasbourg (ou COS... ou A355) – est un projet de 24 km d'autoroute à péage, destiné à désengorger la section urbaine de l'A35 strasbourgeoise, en passant par l'ouest, notamment dans une zone rurale du Kochersberg. La construction de cette autoroute entraînerait la destruction de terres agricoles parmi les plus fertiles d'Europe et 24 communes seraient directement impactées. Ce projet existe depuis 40 ans. De nombreux habitant-es et élu-es s'y opposent à travers le collectif *GCO non merci!* et dénoncent le désastre écologique

que constitue ce projet. Projet porté par le groupe de BTP Vinci – comme le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Les opposant-es manifestent régulièrement contre ce projet destructeur et des "cabanes anti-GCO" ont été installées le long des 24 km de tracé de la future autoroute. Malgré l'opposition forte de la population locale, les premières procédures d'expropriation ont démarré pour construire ce "Grand contournement ouest" de Strasbourg qui doit entrer en service fin 2020. Les opposant-es, de leur côté, réclament un moratoire et continuent les actions de terrain.

» Portugal

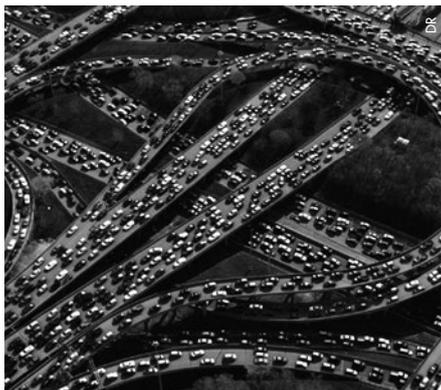
Une réforme des forêts?

Le Portugal a décidé de réduire à terme le nombre des eucalyptus présents en masse sur son territoire, l'exploitation de cette espèce très inflammable ayant été mise en cause après les incendies meurtriers de juin 2017.



Cette mesure fait partie d'une plus vaste réforme des forêts votée en juillet, et était discutée depuis avril, soit avant l'immense feu de forêt qui a ravagé la région de Pedrogao Grande (centre) du 17 au 22 juin, entraînant la mort de 64 personnes et faisant plus de 250 blessés. Les services de gestion et de protection des forêts se sont libéralisés et ont été démantelés au profit d'une monoculture très rentable lancée dans les années 80: l'eucalyptus. Aujourd'hui, l'eucalyptus représente près de 30% de la surface plantée au Portugal, selon les derniers chiffres officiels rendus publics en 2010 et le Portugal est également chaque année, depuis vingt ans, le pays européen le plus systématiquement touché par les feux de forêts. L'eucalyptus est prisé de l'industrie de la cellulose – qui s'est développée depuis le milieu du 20^e siècle au Portugal. La lutte est engagée entre industriels du papier et partisan-es d'un renouveau de la gestion des forêts plus durable, plus varié et... moins inflammable.

Les embouteillages avant et après la voiture électrique



Aujourd'hui avec les voitures à essence et à diesel.



En 2040, après le passage à la voiture électrique, c'est nettement mieux!

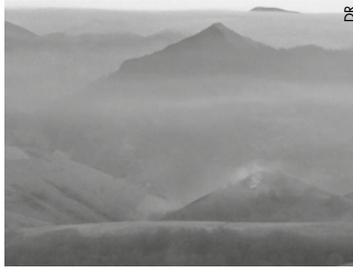


» Pays Basque

Le brûlage pastoral en question

Des habitant-es du Pays Basque sont monté-es au créneau contre les pratiques des feux de montagne, parfois appelés écobuages ou brûlage pastoral, utilisées par des éleveu-ses pour débroussailler. Le collectif *Su Aski* ("Halte aux feux"), créé en mai 2017, dénonce notamment la dangerosité de ces pratiques pastorales, leur pollution en termes de particules fines, l'érosion des sols qu'elles engendrent. Il appelle à une protection de l'atmosphère et à des pratiques d'agroforesterie alternatives à ces feux de broussailles.

Des membres d'*EELV Pays Basque* proposent que des rencontres entre tous les acteurs concernés (éleveu-ses, marcheu-ses, cueilleu-ses, apiculteur-ices, naturalistes, protecteur-ices de la nature, pompier-es) soient organisées avec les diverses solutions présentées, et rappellent la nécessité d'inclure les berger-es concerné-es dans les discussions. Informations : www.suaski.org.



Agir contre l'obsolescence

Le 3 juillet 2017, le *Parlement européen* a adopté un rapport du député écologiste Pascal Durand, demandant au *Conseil de l'Europe* de prendre un certain nombre de mesures contre l'obsolescence des objets de consommation. Cela sera-t-il suivi d'effet ? Il est actuellement extrêmement difficile de prouver que l'obsolescence a été programmée, mais par contre un ensemble de mesures peuvent être adoptées pour améliorer la durabilité des objets. Il est possible de mettre en place des normes de qualité avec une augmentation de la garantie de durée d'utilisation et la fourniture d'un guide de réparation. Le député suggère la mise en place de "critères de résistance minimum" et des objets facilement démontables pour simplifier la réparation. Le rapport demande que soit mis en place un "label européen volontaire" qui soit attribué avec une échelle de durabilité comme cela existe déjà pour l'énergie dans le domaine de l'électroménager. Reste que maintenant, pour concrétiser cette demande, la *Commission européenne* doit avoir l'aval des ministères concernés des États-membres, ce qui risque fort de se traduire par une dénaturation du projet sous l'influence des grandes entreprises de chaque pays.

Densité urbaine

Quels sont les régions urbaines des États-Unis les plus écolos ? Lorsque l'on pose cette question à la population, la région qui arrive en tête est l'État du Vermont (au sud de la province de Québec), connu pour son fort engagement intellectuel en faveur de l'écologie... Mais dans les faits, il n'en est rien. Le magazine *Forbes* révèle que dans cet État, la consommation par habitant-e est de 2000 litres d'essence par an, soit 400 de plus que la moyenne du pays du fait d'un habitat extrêmement dispersé rendant



la voiture indispensable. En fait, c'est le quartier de Manhattan, à New-York qui présente le meilleur bilan : ses habitant-es produisent 30% de gaz à effet de serre en moins que la moyenne nationale. Explication : du fait de la densité extrêmement importante (10 000 habitants au km²), les réseaux de transports sont efficaces et 77% des résidents n'y ont pas de voiture. La densité urbaine est un facteur majeur pour diminuer notre consommation (voir article dans *Silence* n°434).

Climat



Nous allons dépasser les 2°C de hausse de température

Une équipe de scientifiques des États-Unis a publié une étude dans le numéro d'août de *Nature Climate change* qui fait de nouvelles estimations sur la possibilité de respecter l'Accord de Paris de 2015. Selon cette étude, il n'y a moins de 1% de chance que nous limitions le réchauffement climatique à moins de 1,5°C et seulement 5% de chance que nous restions sous les 2°C. Le plus probable est une hausse de 2 à 4,9°C avec une valeur médiane à 3,2°C.

Cet échec prévisible de l'Accord de Paris s'explique selon l'étude par la poursuite de la croissance démographique, de la croissance de la consommation énergétique et par l'impossibilité de passer assez rapidement aux énergies renouvelables pour stopper l'exploitation des énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre qui vont avec.

Les gouvernements prônent des mesures individuelles peu efficaces. C'est la conclusion d'une étude réalisée par des chercheu-ses de l'université de Lund en Suède et de British Columbia, au Canada, publiée le 12 juillet 2017 dans *l'Environmental research letter*. Se basant sur 39



Voiture en carotte

La voiture vegan, le top pour le climat...

études ainsi que sur des rapports gouvernementaux, cette recherche analyse les émissions de gaz à effet de serre en relation avec les modes de vie individuels. La majorité des politiques ainsi que des recommandations des manuels scolaires d'Europe, du Canada, des États-Unis et d'Australie se focalisent sur des mesures qui ont un impact climatique réduit, constate l'étude : le tri et le recyclage des déchets, ou la mise en place d'ampoules basse consommation, sont par

exemple partout mis en avant. Ce sont des gestes importants, et qui participent d'une prise de conscience écologique. Mais l'étude explique que ces mesures ont un impact très limité.

Elle identifie quatre type de choix liés aux modes de vie individuels ayant un impact beaucoup plus significatif sur le climat. Le régime alimentaire : une alimentation végétalienne permet d'économiser 0,8 tonnes de dioxyde de carbone par an. Le mode de transport : ne pas avoir de voiture et se déplacer en transport doux permet d'en économiser 2,4 tonnes par an. Le mode de vacances : ne pas prendre un vol transatlantique permet d'économiser 1,6 tonnes. Enfin la démographie : le fait d'avoir moins d'enfants a un impact considérable, l'empreinte écologique d'un enfant occidental étant de 60 tonnes de CO₂ par an.

Manger végétalien, se débarrasser de sa voiture, ne plus prendre l'avion, faire moins d'enfants : un programme de décroissance qui pourrait être indiqué aux jeunes générations comme des options individuelles tout à fait désirables et heureuses.



Nucléaire

17 à 25 réacteurs à fermer d'ici 2022, une position écolo ?

Le 10 juillet 2017, Nicolas Hulot a annoncé que pour respecter la loi de transition énergétique qui prévoit que le nucléaire ne fournisse plus que 50% de l'électricité en 2025, il faudrait fermer jusqu'à 17 réacteurs. Cela a provoqué une tempête médiatique dénonçant son extrémisme écolo. Mais est-ce bien une position écolo ?

En fait trois scénarios sont possibles selon l'évolution de la consommation d'électricité d'ici 2025.

- **Si on reste dans la tendance actuelle**, c'est-à-dire une stabilité constatée depuis 2008, pour descendre à 50%, il faudrait arrêter entre 18 et 22 réacteurs. C'est l'hypothèse que prend en compte la Cour des comptes ou encore la Direction générale de l'énergie.
- **Si on a une hausse de la consommation**, comme le souhaite EDF, qui pourrait être aidé par le dépiement de la voiture électrique (il faut deux réacteurs pour alimenter l'ensemble des voitures en électricité) et la multiplication des usages d'internet, il faut arrêter au maximum 17 réacteurs.
- **Si on a une baisse de la consommation**, comme c'est proposé par le scénario *Négawatt* qui prévoit que par l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie, on baisse significativement notre consommation, alors il faut fermer encore plus de réacteurs : au moins les 34 qui auront atteint les 40 ans d'âge.

Dans tous les cas, le nombre de réacteurs à fermer augmente si EDF démarre l'EPR.

La première annonce de Nicolas Hulot était donc sur la position la moins écolo, celle soutenue par EDF. Il a depuis rectifié le tir en annonçant que si nous avons une démarche vertueuse en matière de consommation d'énergie, cela pourrait aller jusqu'à 25 réacteurs dans les cinq ans à venir.



Nicolas Hulot lors du lancement du Plan Climat

EPR

♦ **La Chine va-t-elle démarrer ses réacteurs ?** Le 28 juin 2017, devant une délégation chinoise de la NNSA, autorité de sûreté nucléaire, et du CGNPC, compagnie d'électricité qui exploitera les réacteurs EPR construits par EDF, la direction de cette dernière a reconnu que les couvercles et les fonds des cuves des réacteurs chinois ont été conçus à la même époque et par la même usine Areva que pour l'EPR français et qu'il y a de fortes probabilités pour que ces pièces soient également défectueuses. Les EPR chinois devaient commencer à fonctionner en

2013, ce n'est toujours pas fait. CGNPC a dit mener toutes les vérifications nécessaires.

♦ **Les réacteurs britanniques prennent déjà du retard.** Début juillet 2017, EDF a annoncé un retard d'un an et demi dans le projet et des surcoûts importants. Le scénario était déjà fortement contestable avec un prix du kWh garanti qui plombera les finances britanniques pendant de longues années. Si en plus, comme pour les autres EPR, on a la même dérive en temps et en argent, on peut craindre que cela coûte cher aussi aux contribuables français.

Areva nationalisé

Discrètement, au cours de l'été, l'État a procédé au rachat de l'ensemble des actions d'Areva. Depuis le 15 août 2017, le constructeur de réacteurs nucléaires est donc une entreprise nationalisée. Sa cotation en bourse a été supprimée le 21 août 2017. Que ne ferait-on pas pour éviter la faillite du secteur ?

» Tchernobyl

La contamination continue

Cet été, l'association *Les enfants de Tchernobyl* a invité en France un groupe d'enfants de Novozybkov, une ville située à plus de 200 km du réacteur accidenté de Tchernobyl. À cette occasion, un bilan de santé leur a été offert : les 84 enfants russes sont toutes contaminés au césium 137. Plusieurs de ces enfants étaient déjà venus en France en 2016. En un an, leur contamination a augmenté. *Les enfants de Tchernobyl, résidence "Les Provinces", 1A rue de Lorraine, 68840 Pulversheim, tél : 06 73 15 15 81.*

Défaut générique dans vingt réacteurs

EDF a annoncé, le 20 juin 2017, avoir découvert un défaut générique dans la fixation des groupes électrogènes diesels de secours de l'ensemble des vingt réacteurs de 1300 MW en fonctionnement dans huit centrales nucléaires. Ces groupes de secours ne fonctionneraient pas en cas de séisme important. Ce qui est étonnant, c'est que le défaut n'a été signalé à l'Autorité de Sûreté nucléaire qu'après avoir déjà effectué les travaux nécessaires sur quatre réacteurs... avant de l'étendre à l'ensemble des réacteurs de la même série.

Fukushima

♦ **Populations sacrifiées.** Alors qu'officiellement depuis le 31 mars 2017, il est possible de revenir habiter sur la commune de Namié, un groupe de citoyens a financé une importante campagne de mesures de radioactivité sur la commune. Les résultats sont catastrophiques : dans l'air, on a une moyenne de 5,2 mSv/an (avec un record à 32 mSv/an) alors que la limite avant l'accident était de moins de 1 mSv/an. Au sol, on trouve des lieux avec 40 000 Bq/m²... soit pire que dans certaines zones considérées comme définitivement perdues.

♦ **Un incendie et des poussières radioactives.** Suite à l'incendie de 75 hectares en zone évacuée, entre le 29 avril et le 10 mai 2017, les autorités s'étaient voulues rassurantes, annonçant qu'il n'y avait pas eu de radioactivité supplémentaire dans les nuages de fumée. Peu probable ! Les associations locales ont financé une étude de laboratoire indépendant *Chikurin-sha*, lequel a fait des analyses sur du linge mis à sécher dehors dans différentes communes voisines. Les résultats publiés début juillet 2017 indiquent que le linge s'est avéré contenir en moyenne 125 mBq par m² soit une valeur bien supérieure à ce qui était mesurable avant l'incendie. Qu'en est-il des poumons des quelques 5000 personnes mobilisées pour combattre l'incendie ?

♦ **Redémarrer le nucléaire pour financer le suivi du chantier de la catastrophe.** Le directeur de la centrale a affirmé qu'il fallait redémarrer les autres centrales nucléaires du groupe, seul moyen de dégager des financements pour la poursuite de l'actuel chantier sur le site de la centrale accidentée. Il a fait cette déclaration le 16 juillet 2017, dixième anniversaire du séisme qui a endommagé les réacteurs de Kashiwazaki-Kariwa, autre centrale nucléaire appartenant à TEPCO et jamais remise en route depuis lors. Depuis l'accident de mars 2011, TEPCO a déjà bénéficié de prêts de l'État pour un montant total de 60 milliards d'euros. Au concours des arguments les plus douteux, il devrait être bien placé !

♦ **La chasse aux voitures.** Au moment de l'accident, en mars 2011, 1 700 voitures étaient stationnées sur le site de la centrale. Environ 600 d'entre elles appartenaient au personnel ou à des sous-traitants. Ce n'est que douze jours après le début de l'accident que TEPCO a pensé à assurer un suivi de ces véhicules dont certains ont été fortement contaminés. Le personnel a été autorisé à continuer d'utiliser ces automobiles. Ce n'est qu'en avril 2015 que les autorités de sûreté se sont inquiétées de savoir ce qu'elles étaient devenues. TEPCO a alors commencé à échanger les voitures contre des neuves pour les récupérer et les stocker sur le site comme déchets radioactifs. Problème : certains véhicules ont été vendus entre temps. Fin août 2017, deux demeuraient introuvables.

♦ **Une bombe sur le site.** C'est lors de l'agrandissement d'un parking, à environ 1 km des réacteurs qu'une bombe datant de la dernière guerre mondiale a été retrouvée. Les démineurs sont intervenus le 11 août 2017. L'occasion de se souvenir que la centrale a été construite à l'emplacement d'une base de l'armée japonaise fortement bombardée par l'armée américaine.

Énergies



Dix millions d'emplois dans le monde



Selon le rapport annuel de l'IRENA, Agence internationale pour les énergies renouvelables, le secteur comptait 9,8 millions d'emplois dans le monde, fin 2016 :

- 3,1 dans le solaire photovoltaïque (+127% en cinq ans),
- 1,7 pour les agrocarburants
- 1,5 pour le grand hydraulique
- 1,2 pour l'éolien
- 0,8 pour le solaire thermique
- 0,7 pour la biomasse
- 0,3 pour le biogaz
- 0,2 pour la microhydraulique
- 0,2 pour la géothermie

Ce nombre d'emplois pourrait atteindre 24 millions en 2030. 60% des emplois sont en Asie, 44% en Chine contre seulement 14% dans l'Union européenne. La France, avec 162 000 emplois reste à la deuxième place européenne après l'Allemagne (334 000 emplois).

L'Agence estime que le secteur, du fait de sa décentralisation, crée plus d'emplois qu'il n'en supprime dans le secteur des énergies fossiles.

Les normes pour l'électroménager sont à revoir

On se souvient du scandale des logiciels qui gèrent la consommation des moteurs de voiture permettant de consommer moins lors des tests de commercialisation. Le Bureau Européen de l'environnement (BEE), qui fédère une centaine de grandes associations (dont en France, France-Nature-Environnement, le Comité de Liaison Énergies Renouvelables...) a fait une enquête sur l'électroménager. Résultat : les consommations indiquées (qui permettent d'afficher un classement en A+++ , A++...) ne sont pas réalistes : ce sont celles que l'on obtient dans des conditions extrêmes, par exemple pour votre réfrigérateur à condition de ne jamais l'ouvrir ! C'est aussi celle que l'on obtient pour un lave-vaisselle en utilisant uniquement le programme éco... En usage normal, un frigo peut consommer 30% de plus que ce qui est annoncé. Les programmes rapides du lave-vaisselle sont bien plus énergivores. Le BEE demande une remise à plat des normes actuelles pour se rapprocher au plus près des usages normaux.

» Israël-Palestine

La campagne BDS marque des points

La campagne internationale de Boycott-Désinvestissement-Sanction contre les intérêts israéliens impliqués dans la colonisation de la Palestine, fête ses 12 ans en 2017. Cette année encore, de nombreux acteurs se sont joints au boycott : l'Église mennonite des USA a voté le désinvestissement des entreprises qui profitent de l'occupation israélienne. Le plus gros opérateur israélien de transports publics a perdu un contrat de 190 millions d'euros pour la gestion des transports publics en Hollande suite à une campagne BDS. Le conseil municipal de Barcelone a inclus dans son guide pratiques éthiques le fait d'exclure les entreprises impliquées dans l'occupation militaire israélienne. Plusieurs réalisatrices ont refusé de venir au festival international du film LGBT de Tel Aviv en soutien au boycott culturel. Le parlement espagnol s'est prononcé fin juin pour la protection de la liberté d'expression en faveur du BDS tandis que le parlement suisse a stoppé les tentatives israéliennes de criminaliser le soutien au BDS.

(Agence Média Palestine, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, www.agencemediapalestine.fr).

Politique



LE CODE DU TRAVAIL SIMPLIFIÉ



Une déboulonneuse condamnée à 300 euros avec sursis

Marion Giraud a comparu le 21 février 2017 pour avoir, en avril 2016, barbouillé un panneau publicitaire à Lille puis refusé de donner son ADN à la police. L'avocate de la défense évoque l'écrasement du citoyen par la publicité, l'acte assumé par la prévenue dans un esprit de désobéissance civile, la relaxe dont ont bénéficié les déboulonneurs parisiens en 2010 sur la base de l'état de nécessité. Si, l'accusée est finalement relaxée pour l'ADN, elle est condamnée à 300 euros avec sursis pour le barbouillage du panneau publicitaire. Condamnation qui rappelle que les actions non-violentes et symboliques ne sont pas exemptes de répression. Mais au-delà, ce procès rappelle l'action des déboulonneurs et déboulonneuses qui continuent à alerter l'opinion publique sur les dangers, l'omniprésence et l'agressivité des panneaux publicitaires. Merci !



**7-8 OCT 2017
GUICHEN 35**

ILLE & BIO

À LA CROISÉE DES CHEMINS

association culture bio
www.culturebio.org

**50 PROPOSITIONS
200 EXPOSANTS
150 BENEVOLES**

**AGRICULTURE & ALIMENTATION
JARDIN & BIODIVERSITÉ
HABITAT & ENERGIE
SANTÉ & BIEN-ÊTRE
TRANSFORMATION SOCIALE**

San trekkien! kaizen



Femmes, hommes, etc.

Le Chili dépénalise partiellement l'avortement

Le Tribunal constitutionnel du Chili a donné lundi 21 août 2017 son feu vert à la loi dépénalisant l'avortement thérapeutique, ultime étape mettant fin à près de 30 ans d'interdiction totale de



l'IVG, comme c'est encore le cas dans 18 pays à travers le monde. Les femmes dont la vie est en danger, qui ont été violées ou dont le fœtus est jugé non viable seront ainsi autorisées à avoir recours à l'IVG. Officiellement, le Chili enregistre chaque année quelque 30 000 avortements provoqués ou spontanés, mais les interruptions clandestines pourraient être de l'ordre de 160 000. La dépénalisation de l'avortement thérapeutique s'inscrit dans une série de réformes sociales voulues par la présidente Bachelet : il y a deux ans, elle avait obtenu que le Parlement vote l'union civile de couples du même sexe. La lutte continue cependant pour la reconnaissance d'un droit plein à l'éducation sexuelle, à la contraception et au droit au libre choix de disposer de son corps pour les femmes.

Officiellement, le Chili enregistre chaque année quelque 30 000 avortements provoqués ou spontanés, mais les interruptions clandestines pourraient être de l'ordre de 160 000. La dépénalisation de l'avortement thérapeutique s'inscrit dans une série de réformes sociales voulues par la présidente Bachelet : il y a deux ans, elle avait obtenu que le Parlement vote l'union civile de couples du même sexe. La lutte continue cependant pour la reconnaissance d'un droit plein à l'éducation sexuelle, à la contraception et au droit au libre choix de disposer de son corps pour les femmes.

» Australie

Le café qui fait payer plus cher les hommes

Le café vegan *Handsome her*, à Melbourne, créé par des femmes, a décidé d'agir contre les inégalités de genre en faisant payer aux hommes leurs consommations 18% plus cher que les femmes, l'équivalent de l'écart de salaire moyen lié au genre en Australie. Cette différence de prix fait partie des règles du lieu, même si elle n'est pas strictement obligatoire. Mais depuis l'ouverture en 2017, certains hommes viennent parfois de loin et n'hésitent pas à laisser davantage. En effet,



l'argent supplémentaire est reversé à des associations féministes. *Handsome her*, 206, Sydney Road, 3056 Melbourne, tél : +61 3 8383 7360, www.handsomeher.com.au.

Plus diplômées, moins célibataires

Pour les femmes nées avant 1950, les études augmentaient le taux de célibat. En effet, le couple traditionnel était constitué d'un homme plus diplômé que sa compagne. Selon une étude publiée le 11 avril 2006 par l'INED, Institut national des études démographiques, on constate que cela change progressivement à partir des femmes nées à la fin des années 1950. Alors qu'aujourd'hui, les femmes sont plus diplômées que les hommes, la situation s'est inversée, (ndlr : cela ne signifie pas forcément une inversion au niveau des revenus). Ce sont maintenant les hommes non-diplômés qui voient monter leur taux de célibat.

» Suisse

À Lausanne, les étudiantes sont aussi des hommes !

Ils et elles en avaient marre du machisme de la langue française, qui parle par exemple des "étudiants" au masculin pour englober les femmes. Les membres de l'Association des étudiants en médecine de Lausanne, AEML, ont voulu envoyer un signal fort contre le sexisme en inversant les règles grammaticales : à partir de mai 2017, l'association, mixte, n'utilise plus le masculin par défaut, mais le féminin par défaut. Elle s'est donc, entre autres, rebaptisée Association des étudiantes en médecine de Lausanne. Une manière d'imposer une visibilité pour les femmes, et de faire réfléchir...

» Pays Basque

Des femmes gardes du corps contre les violences de genre

Au Pays Basque Sud (Espagne), des féministes ont créé une association qui met à disposition de certaines femmes victimes de harcèlement et de violences, des femmes gardes du corps qui les accompagnent dans leurs sorties.

Cela est né du constat que certaines femmes subissent des agressions ou restent cloîtrées face aux menaces de leurs anciens compagnons, une fois que les mesures d'éloignement ont pris fin, ou en l'absence de mesures de ce type.

Une quinzaine de femmes dûment formées réalisent ces missions d'accompagnement qui ont pour effet de prévenir le passage à l'acte, et si besoin de faire face aux agressions, le temps que les femmes accompagnées se sentent davantage en sécurité. Une mesure à conjuguer avec le développement de l'autodéfense pour femmes, plus autonomisant.

Edemm, www.facebook.com/pg/edemm12.

Respetar el espacio de los demás



Madrid combat "l'étalement masculin"

Une petite icône qui a été apposée dans 2000 bus de Madrid depuis juin 2017 semble anodine à première vue. Mais elle est le résultat d'un débat mené par les féministes depuis quelques années pour remettre en cause la place excessive que prennent les hommes dans les transports en commun et dans les espaces mixtes en général, en s'asseyant les cuisses largement écartées, au détriment des autres. Un geste d'incivilité doublé d'une domination sexiste puisque ce sont très majoritairement des hommes qui s'attribuent ainsi un espace plus important (on parle dans le monde anglo-saxon de "manspreading" - étalement masculin).



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Des États généraux de l'alimentation mal engagés

Les États généraux de l'alimentation ont été lancés à grand bruit le 20 juillet 2017 à Paris par le Premier ministre et plusieurs de ses collègues. Mais pourquoi le gouvernement a-t-il lancé cette opération aussitôt après les élections? D'où vient cette idée?

Il convient tout d'abord de se rappeler que c'est Nicolas Hulot qui, avant les élections, avait avancé avec d'autres l'idée d'un *Grenelle de l'alimentation*, idée ensuite reprise par le candidat Macron. Il s'agissait alors clairement pour Hulot de parler transition écologique de l'agriculture. Depuis Nicolas Hulot est devenu ministre de la Transition Écologique et Solidaire, et les *Etats généraux de l'alimentation* sont devenus une réalité: les EGA. Mais qu'est devenue l'idée originelle?

L'alimentation: question agricole, ou question de société?

Première déconvenue pour Nicolas Hulot: le pilotage de ces EGA a été confié au ministre de l'Agriculture, alors que le ministre de la Transition écologique comptait bien se voir confier cette responsabilité. Le signal est d'importance: par ce choix le pouvoir signifie que l'alimentation est d'abord une question agricole avant d'être une question de société plus large. Un mauvais signal pour celles et ceux qui justement veulent voir l'agriculture répondre d'avantage aux demandes de la société qu'à celles des marchés!

La FNSEA n'a ensuite pas perdu une seconde pour mettre en avant la question du revenu des agriculteurs comme LE problème à traiter. Et elle semble bien avoir été entendue puisque aujourd'hui les EGA s'articulent autour de deux chantiers, le premier consacré à la création et à la répartition de la valeur, le second portant sur une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tou·tes.

Quatorze ateliers en tout, dont un atelier transversal, se déroulent entre la fin du mois d'août et la fin du mois de novembre. Le fait de séparer la question de la valeur de celle de la durabilité de l'agriculture augure mal d'une vraie volonté de réforme des modes



de production, liant valeur ajoutée et qualité environnementale des produits et des modes de production.

L'impression qui prédomine est d'avantage que le pouvoir veut donner des gages à la FNSEA sur le revenu agricole pour éviter une fronde dans les campagnes plutôt que d'engager un vaste chantier de refonte de nos modèles de production et de consommation.

Un nouveau contrat social entre société et agriculture?

Les ONG sont logiquement déçues car elles attendent l'ouverture d'un vaste chantier devant déboucher sur une troisième phase des EGA. Celui-ci pourrait définir une véritable feuille de route politique pour un nouveau contrat entre la société et son agriculture. De son côté le ministre de l'Agriculture ne semble pas envisager ce niveau de changement et parle de la production d'un "Agenda des solutions"... Visiblement les attentes des un·es et des autres n'ont pas le même niveau d'ambition! *Génération Futures* va néanmoins s'engager dans les ateliers des EGA en espérant que cette première impression n'est pas la bonne et qu'une réelle évolution de notre agriculture pourrait sortir de ces 3 mois de réunions. Mais pour cela il faudra que le nouveau gouvernement affiche une réelle envie de réforme en profondeur totalement absente aujourd'hui!

En partenariat avec: www.generations-futures.fr

génération
FUTURES

Vélo (rution)



Pour le casque obligatoire... dans les voitures

Les chiffres sont parlants: en France, 50% des blessures graves à la tête se produisent à l'intérieur des voitures. C'est donc bien plus grave que les blessures des cyclistes. Alors soyons logiques: si on veut vraiment protéger les personnes, commençons par rendre le casque obligatoire dans les voitures, avant de se préoccuper du vélo.

Les nouve·lles exploité·es à bicyclette lèvent la tête

Le Collectif de livreurs autonomes à Paris (CLAP) est né en 2017 pour lutter contre les nouvelles formes d'exploitation à bicyclette. Ce collectif est dédié à la défense des droits et des conditions de travail des livreur·ses "auto-entrepreneu·ses" (*Deliveroo, Foodora, Stuart, Uber, etc.*). Illes dénoncent entre autres les fréquentes baisses de rémunération unilatérales de la part de leurs employeurs, et le refus du dialogue social qui les accompagne.

Contacts: www.facebook.com/clap75/ et www.syndicollectif.fr

Il existe des collectifs dans d'autres villes:

- Bordeaux, syndicat CGT des coursiers à vélo de Gironde, syndicatcoursiers33@gmail.com
- Lyon, le Club des Coursiers lyonnais, 10 cours Bayard, 69002 Lyon, www.facebook.com/coursierslyon

Agenda

ISÈRE : FORMATIONS À LA NON-VIOLENCE

La FEVE, Formation et expérimentation au vivre-ensemble, propose plusieurs sessions de formation à la non-violence dans le cadre de la communauté de l'Arche située à Saint-Antoine l'Abbaye.

- 23-29 octobre: vivre ensemble, pourquoi, comment? Découvrir la vie communautaire à l'Arche de Saint-Antoine, aborder les projets collectifs sous l'angle de la relation, expérimenter sa place au sein d'un groupe.
- 27-30 novembre: découvrir la communication non-violente et sa mise en pratique dans un projet collectif.
- 8-10 décembre: la violence personnelle.

FEVE, place de l'Abbaye, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél.: 04 76 36 48 25, formationfeve.wordpress.com.

agri-bio

HAUTE-MARNE : FOIRE BIO DE CHAUMONT 1er octobre

À Chaumont. Foire bio et éco-habitat. Plus de quarante exposant-es: alimentation biologique, santé et bien-être, artisanat, habitat sain, énergies renouvelables, associations locales, animations, etc. Organisée par le Groupement des Agrobiologistes de Haute-Marne.

Infos et contact: GAB52, tél: 03 25 35 03 30, producteurs-biologiques-haute-marne.blogspot.fr.

HAUTE-GARONNE : FOIRE BIO GARONNE 15 octobre

Sur le site des Argoulets à Toulouse. Marché bio et local, tables-rondes, ateliers cuisine et pain, spectacle de cirque, restauration, pressage de pommes. Thème de l'année: "La bio, à quel prix?". Organisée par le Groupement des agriculteurs et agricultrices bio de la Haute-Garonne, ERABLES 31, qui rassemble également les transformateurs ainsi que les consommateurs.

ERABLES 31, Les Margalides, 601, route des Pyrénées, 31370 Poucharramet, tél: 05 34 47 13 04, www.erables31.org, www.foirebiogaronne.org

éducation

ISÈRE : FABRIQUER SOI-MÊME SA LESSIVE 12 octobre

À l'Espace Air Climat Énergie de Saint-Martin-d'Hères. Apprendre à fabriquer soi-même sa lessive du quotidien à partir d'ingrédients naturels, accessibles et économiques: vinaigre blanc, savon noir, bicarbonate de soude, huiles essentielles, sel, cristaux de soude, etc. Ces produits sont moins nocifs pour l'environnement et pour la santé, ils sont simples à fabriquer et coûtent peu cher. Apporter un pot de confiture vide. À 17h30.

DRÔME : FORMATION DE TERRAIN AU MARAÎCHAGE BIOLOGIQUE

La Ferme des Volontoux fait le constat que les apprentissages théoriques ne suffisent pas et qu'il y a besoin de beaucoup de pratique en condition réelle pour démarrer son activité agricole. Afin de transmettre son expérience en maraîchage bio et en arboriculture, l'équipe de la ferme ouvre en 2018 une formation (plus de 80% du temps dans les champs) à destination des porteurs de projet qui souhaitent vivre la réalité du métier et réussir leur création d'entreprise. En lien avec l'Adéar de la Drôme, l'épicerie coopérative La Carline, Agribiodrôme, l'Atelier paysan, et le formateur Marc Trouilloud. De janvier à octobre 2018. Inscriptions avant le 15 octobre 2017.

Ferme des Volontoux, Le Volontoux, 26 760 Beaumont-les-Valence, grainesdevolontoux.fr.

Inscription obligatoire au 04 76 00 19 09. SPACE Air Climat Énergie, 14 avenue Benoît Frachon, Saint-Martin-d'Hères.

environnement

LILLE : 20 ANS DES JARDINS PARTAGÉS 13-15 octobre



En 1997, ouvre à Lille le premier jardin partagé: Le Jardin des retrouvailles. La même année se met en place le réseau national des jardins partagés. 20 ans après, un rassemblement national et festif d'habitant-es-jardinier-es se tiendra dans les jardins partagés de Lille, avec des tables-rondes, conférences, visites de jardins communautaires de Lille. Réalisation de la plus grande lasagne du monde. Atelier cuisine, land-art, troc de graines, films, spectacles, bal jardinier... Départs groupés depuis de nombreuses régions.

Programme complet: AJonc, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél: 03 28 55 03 30, www.ajonc.org

LE JOUR DE LA NUIT 14 octobre

Cet événement national vise à informer sur les conséquences de la pollution lumineuse. En France, en 10 ans les installations lumineuses ont augmenté de 30%, malgré des politiques en faveur des économies d'énergie. Nombreuses initiatives partout en France: extinctions de l'éclairage public et de monuments, sorties nature, observations du ciel étoilé, conférences, ciné-débats, expositions, animations pédagogiques, etc. Coordonné par Agir pour l'environnement avec 19 organisations. Carte des initiatives sur: www.jourdelanuit.fr.

Agir pour l'Environnement, 2, rue du Nord, 75018 Paris, tél. 01 40 31 02 99, www.agirpourenvironnement.org.

DRÔME : CHANTIER REBOISEMENT ET BIODIVERSITÉ

28 octobre-4 novembre

À La Bégude Mazenc (Drôme provençale). Les associations Volontaires pour la nature et L'hirondelle aux champs organisent un chantier pour reboiser d'une parcelle agricole et améliorer sa biodiversité. Il s'agit de planter environ 1000 arbres sous forme de bosquets, haies, arbres isolés afin d'améliorer la biodiversité du site (zone d'abri, de reproduction d'alimentation de nombreuses espèces) mais aussi les pratiques agricoles (coupe vent l'hiver, ombre l'été pour les animaux, lutte contre l'érosion). Âge minimum 8 ans ou adolescent-es accompagné-es.

Contact: Volontaires pour la nature, Maison de Quartiers des Ors, 26, rue Magnard, 26100 Romans-sur-Isère, http://volontairesnature.org.

fêtes, foires, salons

JURA : 16^e FOIRE BIO DE L'ASSOCIATION HUMEUR BIO 21-22 octobre 2017

À Longchaumois. Le thème de cette édition est: "qu'est-ce qu'on attend pour coopérer?". Au programme: marché alimentaire bio et artisanal "éthique", rencontres

et interventions de coopératives franc-comtoises, Conférence "l'âge de l'entraide" de Pablo Servigne auteur entre autre de "L'entraide, l'autre loi de la jungle", jeux coopératifs, concerts de la fanfare Brakass et du groupe Trio Lélé, restauration et buvette bio. À l'espace loisirs de Longchaumois, le samedi après-midi et le dimanche toute la journée.

Infos: humeur.bio@gmail.com.

paix

CORSE : INITIATION À LA NON-VIOLENCE 7 octobre

À Ajaccio. S'initier à la non-violence et découvrir les outils mis à disposition par cette philosophie de vie. De 9h30 à 17h30 à la Maison de quartier des Cannes.

Afc-UMANI, Associu pè una Fondazione di Corsica, BP 55, 20416 Ville di Petrabugnu Cedex, tél: 04 95 55 16 16, www.afcumani.org.

LYON : RENCONTRE AVEC DES ORGANISATIONS ISRAÏELIENNES POUR LA PAIX 12 octobre

À la Maison des passages. Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) milite de longue date pour une solution politique à l'occupation de la Palestine. Il organise en lien avec Raja-Tikva une rencontre avec trois partenaires israéliens engagés contre la colonisation et pour la paix: De Colonizer, laboratoire de recherche politique et artistique; Two states one homeland; et Windows-Channels for communication. À 20h à la Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, Lyon 5^e.

MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.nonviolence.fr.

MOSELLE : STAGE DE FORMATION À LA GESTION POSITIVE DES CONFLITS 24-26 octobre

À Metz, stage de formation à la gestion positive des conflits et à la médiation par les pairs, organisé par Génération Médiateurs, association agréée par l'Éducation nationale. Formation ouverte à toutes celles qui sont intéressées par la médiation et qui travaillent professionnellement ou bénévolement avec des enfants ou des jeunes. Stage de 21 h, en formation continue ou à titre individuel.

Renseignements et inscription sur internet: www.gemediat.org.

ROUEN : FORMATION À LA RÉGULATION DES CONFLITS 28 octobre

La situation de conflit n'est ni bonne, ni mauvaise en elle-même. L'important, c'est ce que l'on met en place pour résoudre le problème sous-jacent et rechercher un terrain d'accord. Le conflit est destructeur s'il reste un affrontement violent. Le conflit est constructif à chaque fois qu'un dialogue équilibré parvient à s'engager entre les protagonistes. De 14h30 à 19h.

Inscriptions: MAN Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, ou elisabethmaheuvalliant@orange.fr.

JOURNÉE DU REFUS DE LA MISÈRE

17 octobre

Dans toute la France. Thème de l'année: Pour une société autrement.

Organisé par ATD Quart-Monde, 63, rue Beaumarchais, 93100 Montreuil, tél: 01 42 46 81 95, www.atd-quartmonde.fr.



société, politique

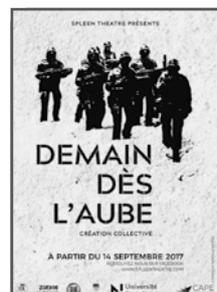
PARIS : "IMAGES MOUVEMENTÉES" D'ATTAC

21 septembre-15 octobre



Pour sa 15^e édition, le festival de cinéma d'Attac "Images mouvementées" a choisi pour thème: "Désobéir!". Depuis 2003, le festival explore un nouveau thème avec des films, des débats, des rencontres avec les réalisateurs, une table de presse, un espace librairie, des animations, etc. Rendez-vous les mardis et jeudis à 20h. Réfléchir, c'est déjà désobéir...

Cinéma 5 Caumartin, 101 rue Saint-Lazare, Paris 9e, www.imagesmouvementees.fr



THÉÂTRE :

DEMAIN DÈS L'AUBE - COMPAGNIE SPLEEN THÉÂTRE

Une troupe de comédien-nes se réunit le temps d'une soirée, la veille de leur départ à la guerre. Comment l'État peut-il laisser des personnes mourir au front pour des causes qui les dépassent? On lit, on échange, on discute. On parle de désert, de fuir, de s'exiler. De préparer une révolution, aussi. Mais finalement, que peuvent un petit groupe de citoyen-nes contre un État tout puissant? Spectacle qui incite à la réflexion.

• jeudi 5 octobre à 19h00 - Espace Pierre Reverdy (Nanterre)

• vendredi 1^{er} décembre à 20h30 - Espace Louis Armand (Carrières-sous-Poissy)

Spleen Théâtre, 66 rue des Basses-Roches, 78700 Conflans-Sainte-Honorine, contact@spleentheatre.com, Site internet: www.spleentheatre.com

Si vous désirez diffuser S! lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance: 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

RHÔNE-ALPES : STAGES D'AUTODÉFENSE POUR FEMMES

Pour prévenir la violence, prendre conscience de sa force et renforcer la confiance en soi, apprendre à dire non et poser ses limites au quotidien, par l'apprentissage de techniques physiques et verbales simples et immédiatement efficaces, adaptées à la morphologie de chacune. Pour les femmes et personnes LGBT.

- 28-29 octobre, Lyon, méthode Seïto Boei
- 2-3 décembre, Lyon, méthode Fem Do Chi
- 16-17 décembre, Annonay, méthode Fem Do Chi

Association Autodéfense et Autonomie, 20, rue Cavenne, 69007 Lyon, autodefensesdes-femmes@gmail.com.

PARIS : AU-DELÀ DU DÉVELOPPEMENT 14 octobre

Journée organisée par La ligne d'horizon - Les Amis de François Partant. 9h30: les nouvelles formes de développement (extractivisme, dérives technologiques, etc.). 14h: le développement, et après? Autonomie et espaces, les communs, centralité de la question paysanne, témoignages d'actrices du mouvement social. 20h, projection-débat: la semence du progrès. Avec Sylvia Perez-Victoria, Anna Bednik, Jean Monestier, Céline Pessis, Pièce et Main d'œuvre, etc. À l'AEPP, 4, rue Titon, 75011 Paris.

Inscriptions obligatoires. La ligne d'horizon, Maison des Associations du 5^e, 4, rue des Arènes, 75005 Paris, www.lalignedhorizon.net.

SCIENCES EN BOBINES 1-26 octobre

La fondation Sciences citoyennes organise une nouvelle édition de son festival Sciences en bobines durant tout le mois d'octobre dans de nombreuses communes. Silence est partenaire de cet événement. Ce festival propose des projections-débats de films critiques et militants, pour un dialogue entre chercheur·ses et société civile, pour une démocratisation des enjeux de la recherche et une science qui ne soit plus soumise aux intérêts des lobbies industriels et financiers.

Des projections auront lieu à Apt (Comment j'ai détesté les maths, 14 octobre), Clermont-Ferrand (L'homme qui plantait des arbres, 13 octobre), Grenoble (Controverses nucléaires, 20 octobre), Le Theil-sur-Huisne (La guerre des graines, 5 octobre, avec Isabelle Goldringer), Le Touquet (Bébés sur mesure, 20 octobre), Lyon (A Bure pour l'éternité, 11 octobre), Montpellier (L'aluminium, les vaccins et les deux lapins, 1^{er} octobre), Ruelle-sur-Touvre (Les

apprentis-sorciers du climat, 21 octobre), Rennes (Democracy, 8 octobre), etc. Informations complémentaires sur www.science-senbobines.org.

ESPAGNE : RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE 27-29 octobre



À Bilbao (Pays Basque Sud). Suite à une première rencontre à Lyon en 2016. Vendredi 27: quelles institutions pour quel municipalisme?; sociale-démocratie et municipalisme libertaire. Samedi 28: luttes et alternatives pour la défense des territoires; coordination ville-campagne; les

diverses tendances du communisme libertaire dans l'histoire espagnole; aller au-delà de l'État-nation; le confédéralisme kurde et ses objectifs. Dimanche 29: la maternité antipatriarcale; capitalisme et culture du narcissisme. Avec Floréal Romero, Debbie Bookchin, Anna Gabriel, Itziar Madina, Gérard Briche, etc.

Au centre Karmela, Calle Fika, 44, 48006 Bilbao, Bizkaia. Informations et inscriptions: <http://ecologia-social.net>. Pour en savoir plus sur l'écologie sociale, le portail francophone: www.ecologieso-ciale.ch.

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 19 et vendredi 20 octobre

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

NON-VIOLENCE : UN ÉQUIPEMENT DE VIE

Conférences de Jean-François Bernardini, chanteur du groupe I Muvrini.

- 2 octobre à Strasbourg, 20h, Temple Neuf, 6 rue du Temple Neuf, 67000 Strasbourg
- 4 octobre à Limoges, 18h, Université, 33 rue François Mitterrand, BP 23204, 87032 Limoges
- 5 octobre à Allasac (Corrèze), 20h, salle culturelle, 9 rue Porte du Petit-Garavat
- 6 octobre à Montbrison (Loire), 20h, cinéma Rex, 10 avenue De Gaulle
- 12 octobre à Montauban (Tarn-et-Garonne), 20h, salle des fêtes Le Fau

Afc-UMANI, Associu pè una Fundazione di Corsica, BP 55, 20416 Ville di Petrabugnu Cedex, tél: 04 95 55 16 16, www.afcumani.org.

Annonces

» Emploi

■ **Côte-d'Or.** La ville de Quetigny cherche un producteur bio pour louer 4 hectares de terres agricoles et créer une nouvelle ferme bio. Au total, plus de 100 hectares seront cultivés en bio sur la commune dont 1/3 appartiennent à la ville. L'appel à candidature est sur le site internet: www.quetigny.fr. Vous pouvez aussi contacter Benoit Kubiak, chargé de mission agenda 21, 06 99 71 93 56.

■ **Doubs.** Recherche un·e chevrier·e polyvalent·e. L'association CLAJ la batailleuse, ferme pédagogique bio et centre d'accueil, recherche un·e chevrier·e polyvalent·e formé·e et/ou expérimenté·e dans l'élevage pour cogérer un troupeau de 50 chèvres laitières. Polyvalence pour la fabrication de fromages lactiques, l'accueil, les marchés, la comptabilité et l'animation (soins et traite avec les enfants). Notre équipe permanente de 13 personnes fonctionne en autogestion. Nous proposons un CDD 12 mois, évolutif CDI, à temps plein, avec 2 jours de congé hebdomadaire à partir de l'automne 2017. CV et lettre de motivation par mail (majka_enderlin@hotmail.com) en indiquant dans l'objet du mail "Recrutement fermier polyvalent". www.claj-batailleuse.fr.

» Vivre ensemble

■ **Puy-de-Dôme.** Ouvrier-paysan à la retraite, je propose un "camp" d'accueil, (et non de chantier participatif) pour personnes, enfants, groupes restreints et autonomes et associations, recherchant calme et réflexion... Mise à dispo (à prix libre), en plein centre d'un village auvergnat de 20 âmes (silence nocturne à respecter). Espaces

jardins/barnum 40m²/toilettes sèches/constructions à l'ancienne: bois-terres-pailles-pierres sur bâti 200ans + 200m². Espaces stationnements et tentes /coins enfants/pétanque/repos/repas/expos/bibliothèques/réalisation lagunage en cours. Renseignements: François, 06 56 81 32 39, Village Barrot 63330 Le Quartier.

■ **Seine-Maritime.** En Normandie, ma maison en briques et silex, sobre, est grande depuis que les enfants sont en études. Je propose à des co-habitant·es, de partager cet espace de vie, le quotidien, dans la bonne humeur, pour s'entraider et garder ce lieu aussi simple et beau qu'il est. En pleine campagne à 15 km de Fécamp, le terrain peut être transformé en jardin potager bio. Vous pouvez me contacter par mail à: yolande.herve@wanadoo.fr.

» Travailler ensemble

■ **Morbihan.** Agricultrice pépiniériste et productrice de jus de fruits sur un terrain de 3 ha, je souhaiterais trouver une associée (ou un associé) qui aimerait faire un élevage de petits animaux, compatible avec les arbres (poules, canards, oies, lapins, etc.) et qui travaillerait de façon compatible avec ma vision de l'agriculture: permaculture et respect de la Vie. Contact: Hélène Chevalier, Belle Fontaine, 56480 Sainte Brigitte, tél: 02 97 27 64 35, chevaliersilic@laposte.net, www.ateliemomade.wordpress.com.

■ **Ille-et-Vilaine.** Pour mise en place d'un centre de bien être local en autogestion sur Redon, recherche un·e camarade anarchiste, aimant sa pratique dans le domaine du massage, bien être

ou un domaine complémentaire. Davy Chesneau. Contact: davcamp@yahoo.fr.

■ **Pyrénées-Orientales.** À Opoul-Périllos. Félix, 32 ans, met en place un collectif agricole et d'élevage. Il possède déjà un troupeau de chèvres en bio, cherche à créer un jardin bio et développer la restauration. Cherche jardinier·e, maçon·ne, porteur·se de projets agricole et d'élevage. Création d'une SCOP. Passer voir ou téléphoner au 06 61 33 75 72, www.lachevreniedumassenblanc.com.

■ **Hautes-Pyrénées.** À Sazos. Jérémy met en place un collectif agricole et d'élevage. Il existe déjà une fromagerie et des ateliers de transformation, un jardin bio et de l'élevage. Il cherche encore des porteur·ses de projet. Passer voir ou téléphoner au 07 81 96 27 25. www.fermedescascades.fr.

» Immobilier

■ **Hérault.** Vends maison + gîte en pierres à rénover sur terrain plat 1 360 m², bord village pittoresque, au cœur du Parc naturel régional du Haut-Languedoc, à 11 km d'une station thermale. Départ de sentiers de randonnées, 180 m² sur deux niveaux. Le tout sur caves voûtées. Verger, potager, une partie dans PLU. 2 puits, 1 source, exposition sud. Accès étroit sur 90 m. Convientrait collectif 3 foyers. Tél: 06 45 81 95 88. mmarie.mkd8@orange.fr.

■ **France.** Cherche petite maison avec jardin, env. 400 m². À louer ou acheter max. 350 € / 150 000 €. Souhaite conserver 3/4 poules naines. Départements: Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Drôme, Alpes-de-Haute-Provence. Tél: 06 45 81 95 88. mmarie.mkd8@orange.fr.

■ Charente-Maritime.

Achat ou location. Électrohypersensible cherche lieu (cabane, grange, yourte ou terrain, avec accès eau potable) loin des antennes relais (min. 4 km) isolé des habitations (min. 300 m), des routes, des lignes haute tension et éloigné des clôtures électriques (élevage, chevaux, etc.) dans un département non couvert par la Wimax. Contact: J. Hulmel, Chollet 17 360 La Clotte, 05 46 04 79 10.

» Entraide

■ **Toscane.** La récolte des olives approche... on va avoir besoin d'aide entre mi-octobre et fin novembre! Qui a envie de venir passer une ou deux semaines en Toscane nous donner un coup de main quatre heures par jour contre hébergement? Contact: Marco 0039 05 66 91 29 62, lamartrine@gmail.com.

» Silence

■ **Seine-et-Marne.** Donne revues de Silence du n°397 (janvier 2002) au n°451 (décembre 2016). Contacter Marc Evin, 01 64 05 69 79, Chevy.Cossigny.

■ **Recherche barnum pour stands.** Bien que la pluie se fasse de plus en plus rare, il arrive parfois que nos valeureux·ses bénévoles en profitent lors de la tenue d'un stand. Si dans vos remises, granges, greniers, etc. vous avez un barnum (à donner) léger, facile à monter, d'une dimension de 3 m par 3 m pour les aider, merci de prendre contact avec Olivier 04 78 39 55 33 ou olivier.chamarande@revuesilence.net.

Gratuites: Les annonces de S! lence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces:** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au-delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais:** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle:** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées:** S! lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection:** S! lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



1 Raphaël Bodin



2 Raphaël Bodin



3 Claire Dietrich

600 personnes prêtes à passer à l'action pour relever le défi climatique !

Le Camp Climat 2017 organisé par Alternatiba, les Amis de la Terre et Action Non-Violente COP21 (ANV-COP21), dans le village de Maury (Pyrénées Orientales) a rassemblé 600 personnes pendant 12 jours de formation intensive, du 4 au 16 août. 223 sessions de formation ont été animées par plus de 60 format·rices. L'enjeu : passer de la formation à l'implication concrète dans le mouvement climatique via les mobilisations prévues dès la rentrée et le nouveau *Tour Alternatiba* en 2018 !

4
Raphaël Bodin5
Raphaël Bodin6
Raphaël Bodin7
Raphaël Bodin8
Raphaël Bodin9
Raphaël Bodin

Les places étaient prisées et les inscriptions closes en 10 jours. La mairie et les habitant·es de Maury ont réservé un accueil chaleureux au *Camp Climat* qui a véritablement investi la commune. Conçu sur un mode alternatif, le camp a fonctionné sur un système de tours de bénévolat. Les salles de la mairie, de l'école et du centre de loisir ont été transformées en centres de formation. De nombreuses compétences y ont été partagées dans une ambiance studieuse et conviviale : communication, réseaux sociaux, vidéo, stratégie, logistique, informatique, communication non-violente, action non-violente, graphisme...

Fortes de ces jours intenses en échanges et rencontres, les participant·es sont prêtes à passer à l'action. Le *Tour Alternatiba* co-organisé par *Alternatiba*, *ANV-COP21* et *Les Amis de la Terre* sera le projet phare de l'année 2018. Pendant 4 mois et près de 200 étapes, il parcourra la France et les pays limitrophes à vélo afin de mobiliser massivement sur le thème du climat en alliant alternatives et résistance.

Alternatiba, <https://alternatiba.eu>.

Pour rejoindre le projet du *Tour*, écrivez à contact@alternatiba.eu.

Légendes :

- 1 • Plénière de présentation du *Camp Climat* sous les arbres de la place du kiosque à Maury
- 2 • Les vélos multiplaces sont bichonnés pour un nouveau départ sur le *Tour Alternatiba* en 2018
- 3 • Pendant la simulation d'action : de la théorie à la pratique
- 4 • Les grandes tablées
- 5 • Le service du repas
- 6 • Formation grimpe
- 7 • Répartition des tâches pendant le montage du camp
- 8 • Fabrication du matériel du camp
- 9 • Briefing des référentes bénévoles



Moyes, Zuniga Santiago

▲ Membres de l'EZLN, Armée zapatiste de libération nationale, au Chiapas (Mexique)

Féminisme décolonial et luttes indigènes au Mexique et au Honduras

Sabine Masson a effectué un travail de terrain au Mexique et au Honduras avec des collectifs de femmes indigènes en lutte. Cela l'a amenée à critiquer les relations coloniales de pouvoir au sein des politiques de développement et à mettre en lumière des courants féministes qui déconstruisent ces rapports de pouvoir. Entretien.

Silence: Dans votre livre, vous expliquez que des féministes noires, chicanas, indigènes, etc., ont fissuré l'idée d'un féminisme universel en montrant qu'il s'agissait en réalité d'un "féminisme blanc" qui ne prenait pas en compte l'expérience de toutes les femmes. Pouvez-vous nous donner quelques exemples de positionnements faussement universels?

Sabine Masson: Les luttes des femmes indigènes au Chiapas (Mexique), où j'ai été amenée à réfléchir sur ces thématiques, ont interpellé le féminisme construit sur la base de l'expérience de femmes aux positions dominantes (dans les rapports de race, de classe, ville/campagne, Nord/Sud). Faisant écho à de précédentes interventions de femmes racisées (1), l'auto-organisation des femmes indigènes au Chiapas a conduit au questionnement de certaines revendications féministes. Partant de leur "triple oppression" (comme femmes, pauvres et indigènes), les militantes ont par exemple souligné les violences sexistes et racistes sur leur corps, et complexifié le thème du droit à la contraception et à l'avortement. Elles ont dénoncé les cas de stérilisations forcées et le fait qu'aujourd'hui elles continuent, à travers des programmes d'assistance

dans le monde rural ou lors de séjours à l'hôpital, de se voir proposer ou imposer des méthodes définitives de contraception. Il importe donc de penser la contraception dans une perspective de genre, de race et de classe, car comme l'a exprimé Angela Davis aux États-Unis : "alors que les femmes de couleur sont poussées à tout bout de champ à devenir définitivement infertiles, les femmes blanches qui ont une condition économique prospère sont enjointes par les mêmes forces à se reproduire".

Pourquoi selon vous est-il nécessaire de considérer la question du genre de manière forcément imbriquée avec d'autres rapports de pouvoir (de classe, de "race", etc.)?

Parce que les catégories de pouvoir et les rapports qui s'y rattachent ne fonctionnent jamais seuls, ils sont co-construits et s'articulent. Dès lors, si l'on veut s'y attaquer, sans ignorer voire reproduire un axe de domination, il convient de les considérer conjointement. Pour ne prendre qu'un exemple, dans le contexte européen actuel, le racisme contre des groupes minoritaires (migrants, non blancs, musulmans, descendants de colonisé-es) s'appuie notamment sur des discours et des lois se rapportant à des "questions de genre" (violences

(1) Comme celles des féministes noires aux États-Unis.



▲ Hommage à la Comandante Ramona, Chiapas



▲ Avec le tourisme, les femmes indigènes sont souvent réduites à réaliser des manifestations de folklore exotique, comme ici au Honduras

sexuelles et sexistes, traitement et place des femmes, etc.). Pensons en particulier aux multiples législations interdisant le port du hijab et du niqab qui se font écho en France, en Belgique, en Suisse : elles ciblent le statut des femmes au sein de ces minorités, tandis que le groupe majoritaire (occidental, blanc, national, chrétien) apparaît comme étant porteur de "valeurs" d'égalité. Cette manière de faire renforce la subordination des groupes minoritaires en utilisant, entre autres, un registre du genre. On est donc bien en présence de rapports de pouvoir imbriqués.

Pourquoi écrivez-vous que le genre et la diversité sont utilisés comme des "concepts colonisateurs" en Amérique latine, en lien avec les politiques de développement ?

Je me suis penchée sur des travaux féministes qui incitent par exemple à réfléchir sur la manière dont certains organismes de développement ont introduit une perspective de genre ethnocentrée et institutionnelle, qui a marginalisé une partie plus radicale des féminismes latino-américains. (2)

Mon terrain d'étude montre entre autres comment certaines politiques de développement dans le monde rural indigène utilisent le genre et l'ethnicité pour légitimer des projets touristiques désastreux pour les communautés. La commercialisation d'un folklore indigène aux abords de complexes touristiques est par exemple mis en avant comme une opportunité de développement, alors qu'elle véhicule une image sexiste et raciste des cultures indigènes (le "sourire des femmes", leurs "habits colorés", les "danses typiques", etc.) et que ce tourisme met en danger l'autosubsistance des communautés (privatisation des terres et expulsion des habitant·es, problèmes liés à l'environnement, à la souveraineté alimentaire, etc.).

Vous appelez les féministes à opter pour une "politique de la position". Qu'est-ce que cela signifie et comment des solidarités entre les femmes du monde sont-elles possibles si l'on renonce à un féminisme universaliste ?

La politique de la position peut se comprendre comme une approche féministe qui situe son discours, nomme sa partialité et sa subjectivité politiques. Elle permet d'appréhender la position de chacun et de chacune en termes de rapports de pouvoir, prenant acte qu'aucun groupe en lutte n'est homogène et qu'il peut reproduire des formes d'oppression. Cette reconnaissance des divisions peut constituer le point zéro d'une solidarité féministe renouvelée, pensée non pas à partir d'un modèle particulier présenté comme universel (telle que la conception occidentale et libérale de l'égalité) mais comme des alliances possibles entre des résistances plurielles, auto-déterminées, entre des actrices aux positions divergentes. Il n'existe donc pas de "sororité" *a priori* mais un travail "à faire" de coalitions face aux diverses oppressions de genre, dans lequel aucune position n'est représentative de toutes et qui ne peut se faire qu'en conscience de ces divisions. Dans cette optique, il s'agit en effet de rompre avec un féminisme à vision universaliste abstraite, qui masque sa position dominante et prétend parler pour toutes. Cela ne veut pas dire pour autant renoncer aux solidarités, au contraire, mais ancrer celles-ci dans une approche concrète et non hiérarchisée des histoires et des luttes des femmes dans différentes parties du monde.

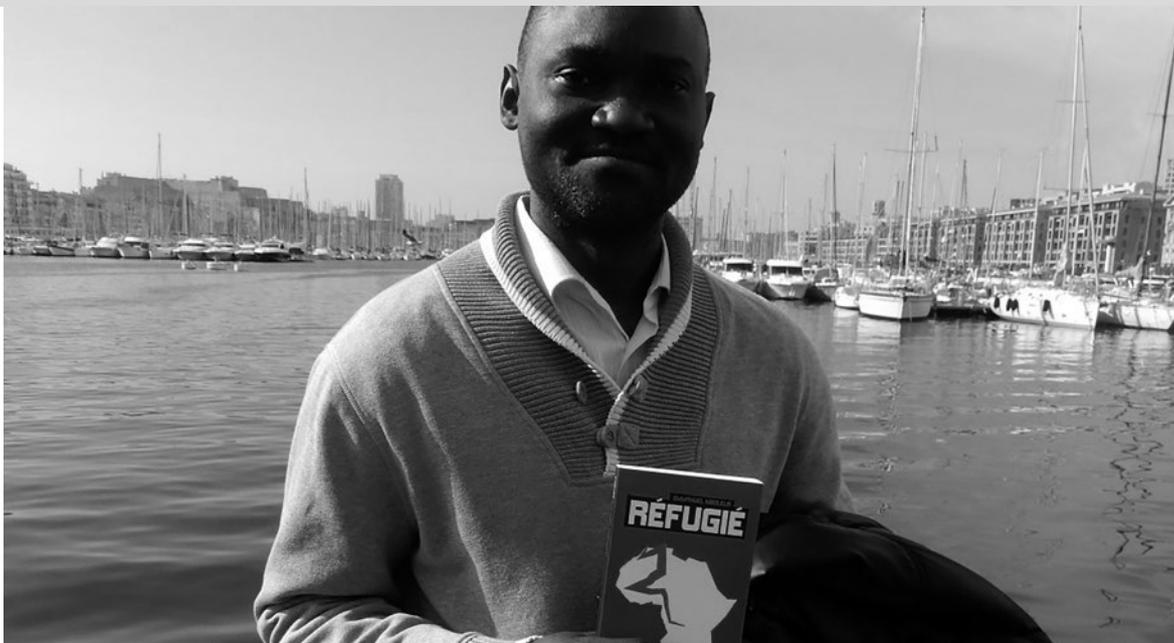
Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■



Sabine Masson est l'auteure de *Pour une critique féministe décoloniale. Réflexions à partir de mon engagement avec des luttes indigènes au Mexique et au Honduras*, éd. Antipodes, 2016.

(2) Cette réflexion s'inscrit dans le fil conducteur de mon livre, qui traite de la question des héritages coloniaux et de l'actualité de relations coloniales de pouvoir au Mexique et au Honduras. Je m'inspire en particulier d'interventions et de théories mettant en lumière la "colonialité du pouvoir et du savoir". Cette idée vise un système de hiérarchisation des cultures et des connaissances issu de la colonisation, interpellé dans l'actualité notamment par des luttes indigènes et des courants critiques comme les études subalternes latino-américaines. Ces travaux articulent la critique "décoloniale" des relations sociales et des connaissances avec une analyse des rapports de genre.

► Emmanuel Mbolela raconte dans son livre *Réfugié* son parcours de migrant



Emmanuel Mbolela : semeur de solidarités entre migrant·es

Emmanuel Mbolela, a dû fuir la République du Congo après la manifestation étudiante dont il a été l'un des principaux organisateurs à Kinshasa en avril 2002. Depuis, du Maroc à l'Europe, il lutte pour déconstruire les stéréotypes liés aux migrant·es et contribuer à mettre en place des outils de solidarité.

15 ANS APRÈS SON DÉPART DE LA République du Congo, Emmanuel Mbolela poursuit son combat en s'aidant de sa plume, grâce à son livre *Réfugié* qui a été édité en langue allemande en juin 2014, puis en français en janvier 2017 aux éditions *Libertalia*. Son récit entrepris en 2004 au Maroc et finalisé à Dordrecht (Pays-Bas) en 2014 relate en première partie le périple ordinaire d'un migrant qu'il résume ainsi dans son introduction : "En route vers l'Europe, comme tant d'autres, j'ai été dévalisé dans le désert, j'ai dû travailler au noir à Tamanrasset, me cacher durant des mois à Alger, puis franchir clandestinement la frontière entre Algérie et Maroc où je suis resté bloqué 4 longues années".

Mais il n'en reste pas là ! "Au Maroc, la police poursuivait sans trêve sa chasse aux migrantes et arrêtaient sans distinction les sans-papiers et les demandeurs d'asile titulaires d'un récépissé, voire même les réfugiées statutaires ! Et ce n'était pas le seul problème. L'accès aux soins dans les hôpitaux nous était refusé, même en cas d'extrême urgence. De même, les Ambassades des pays africains ne portaient pas secours à leurs ressortissants en détresse. Avec une dizaine de camarades, nous nous sommes battues sur tous les fronts pour nos droits".

Il a fallu alerter les associations qui défendent les droits humains, Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, la *CIMADE* (Comité inter-mouvements auprès des évacués), l'Église catholique, la Fédération protestante, *Médecins du monde*, *Caritas*... "Nous avons organisé des occupations de bureaux, manifesté, expliqué, négocié... Je ne suis pas resté les bras croisés pendant ces quatre années où j'ai été bloqué au Maroc", dit Emmanuel.

LA SOLIDARITÉ ENTRE MIGRANT·ES

Aujourd'hui, à travers ses conférences publiques et dans les établissements scolaires il fait passer des messages très simples et essentiels : par exemple que les migrant·es ne sont pas seulement des victimes, mais des femmes et des hommes capables de réfléchir à leur situation et de s'organiser. Le sens de la solidarité qu'elles développent joue un rôle essentiel. Les migrant·es forment un petit monde que personne ne connaît et qui protège des centaines de personnes. C'est entre 2004 et 2008 qu'Emmanuel a créé et commencé à développer l'ARCOM (association des réfugiés et demandeurs d'asile congolais au Maroc) pour changer le regard de ce pays sur les migrant·es.



▲ Aujourd'hui, Emmanuel Mbolela partage son expérience en Europe pour inviter à davantage de solidarité



UNE MAISON DE REPOS POUR LES FEMMES AU MAROC

Dans son livre et dans ses conférences, il parle beaucoup des femmes, car il a pu constater au long de son périple à travers l'Afrique qu'elles étaient triplement victimes ; victimes à égalité avec les hommes, mais de plus, de la violence et de l'irrespect de leurs compagnons d'infortune, et chargées des enfants qu'elles assument le plus souvent seules. C'est pourquoi la première de ses actions dans ce Maroc inhospitalier qu'il a découvert a été la création d'une maison de repos pour les femmes, un lieu où elles vont pouvoir dormir sous un toit, trouver de l'eau, de la nourriture et une écoute, un accueil pour les enfants (une sorte d'école alternative), puis petit à petit apprendre elles-mêmes à lire et à écrire, rencontrer des familles marocaines, leur parler, se faire accepter...

Aujourd'hui, l'association ARCOM qu'Emmanuel continue de présider et où il se rend chaque année loue 3 appartements à Rabat, qui permettent de recevoir une trentaine de femmes. Trois personnes y assurent l'accueil et l'entretien. *"Des structures d'accueil comme celle-là, il en faudrait dans toutes les grandes villes du Maroc, mais les frais de fonctionnement (qui s'élèvent déjà à 5 000€ par mois) nécessitent un travail de recherche de financement épuisant auprès de toutes sortes d'institutions: l'Union européenne, des ONG, le réseau Afrique-Europe-Interact, constitué début 2010 au niveau transnational. (1) Le Forum Civique Européen, réseau international de solidarité, organise des interventions directes avec de simples citoyens engagés, mettant ainsi en lumière des dysfonctionnements sociaux peu ou pas dénoncés (2)".*

"EN AFRIQUE, MANGER SEUL, ÇA N'EXISTE PAS"

Le 1^{er} avril 2008, Emmanuel découvre l'Europe. On lui avait proposé une place dans un

programme d'installation en Hollande. L'accueil à Amsterdam a été bon, 3 mois plus tard il a trouvé un logement dans un village touristique où il était le seul Congolais. C'était l'isolement total. Anonymat dans l'immeuble et dans la ville où chacun vit pour soi. *"Difficile de manger. Manger seul, ça n'existe pas en Afrique. Au Maroc, cette convivialité existait. Les réfugiés, avec ou sans papiers, faisaient la cuisine ensemble et partageaient le repas (qu'ils aient pu participer à l'achat de la nourriture ou pas)".*

Au bout d'un an, il essaiera de faire venir des membres de sa famille. La première condition pour effectuer la demande est d'avoir un contrat de travail stable et de gagner un salaire supérieur au minimum garanti. Qui peut obtenir ça ?

Ensuite, des quantités de documents certifiés par l'ambassade des Pays-Bas à Kinshasa sont exigés. *"Une première fois, cela m'a coûté 3000€ et je n'ai jamais reçu les pièces validées. Envolées! elles étaient soi-disant reparties par la valise diplomatique. Il a fallu recommencer toute la procédure. La deuxième fois, j'ai eu recours à une messagerie privée, cela a coûté 5000€ et la demande a été rejetée. Deux ans de démarches sans résultat!"*

Depuis, il a eu l'opportunité de s'engager au sein du réseau Afrique-Europe-Interact et d'effectuer des missions dans de nombreux pays. Ses voyages lui ont permis de constater que des centaines de millions étaient consacrés à ériger des défenses inutiles telles que frontières, murs, sans jamais soulever les vraies questions sur ce qui pousse des jeunes à mordre à l'hameçon de groupes terroristes. *"Je fais mienne la phrase de Malala Yousafzai (jeune femme afghane): 'Avec les armes on peut tuer les terroristes, mais avec l'éducation on tuera le terrorisme.'"*

Entretien avec Monique Douillet

le 20 mai au Centre culturel Boris Vian, Vénissieux ■

Réfugié

Emmanuel Mbolela

Persecuté pour des raisons politiques, l'auteur a fui la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) en 2002, à l'âge de 29 ans. Six ans de voyage, à travers le Cameroun, le Nigéria, le Mali, le Sahara algérien, jusqu'à la nasse marocaine où il est resté bloqué 4 ans. Comme des milliers de migrants, il a été confronté au business des passeurs, au racket des douaniers, au travail forcé. C'est au Maroc que, refusant le statut de victime muette, il a fondé avec des compatriotes la première association de réfugiés congolais, l'ARCOM, qui a été à l'origine de l'organisation de la défense et de la protestation contre les conditions indignes imposées aux réfugiés. Cette association a créé au Maroc une maison de protection réservée aux femmes migrantes, doublement victimes de violences. C'est aussi là qu'il a entrepris son récit. En 2008, Emmanuel Mbolela a fini par obtenir l'asile politique aux Pays-Bas. MD
Ed. Libertalia, 2017, 264 p., 10€

(1) Afrique-Europe-Interact poursuit deux buts en particulier : pointer du doigt publiquement la politique de migration de l'Union européenne et attirer l'attention sur les causes structurelles de l'exil.

(2) Le Forum Civique Européen est né dans l'euphorie générée par les bouleversements en Europe de l'Est en 1989. Il a été fondé peu après la chute du Mur de Berlin à l'initiative de citoyens de plusieurs pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, actifs au sein d'organisations telles que le CEDRI (Comité européen pour la défense des réfugiés et immigrés), le mouvement des radios libres ou la Coopérative européenne Longo mai.



▲ Les parcelles à taille humaine composent la splendide mosaïque des Salines de Guérande

Un territoire, une coopérative : *Les Salines de Guérande*

Le sel gris et la fleur de sel *Le Guérandais* sont désormais très connus et vantés dans les cuisines les plus prestigieuses. On sait moins que ces produits 100% naturels sont recueillis de façon artisanale, dans le cadre d'une coopérative qui pratique entraide et protection de l'environnement.

AU SUD DE LA BRETAGNE, PRESQUE ISO-
lés de l'océan par la pointe sablonneuse de
Pen-Bron, s'étendent les marais salants de
Guérande. Ils constituent une mosaïque de bassins,
pénétrés par l'eau deux fois par jour lors des grandes
marées, selon un savant parcours entre chenaux et
parcelles de niveaux subtilement décalés. L'action du
soleil et du vent provoque l'évaporation de l'eau et, sur
les sols argileux, la cristallisation du sel. Le savoir faire
des paludier-es (1) fait le reste : diriger la circulation de
l'eau grâce à un système de trappes, regrouper le sel,
en cueillir la fleur en surface... et réaliser sans relâche
tous les travaux d'entretien des vasières, chenaux,
talus. Des gestes et un paysage qui remontent, presque
à l'identique, à l'époque carolingienne mais qui ont bien
failli disparaître...

UNE LUTTE ACHARNÉE CONTRE LA MORT ANNONCÉE DES MARAIS

Après la Seconde Guerre mondiale, notamment
avec l'arrivée des frigos, l'activité du sel est en déclin, les
exploitants vieillissants et les marais presque à l'aban-
don. Le sel ne fait plus le poids face aux emplois des

chantiers navals de Saint-Nazaire ou ceux du tourisme,
en plein boom. Un énorme projet touristique-immobi-
lier, avec marina, rocade de contournement de La Baule
et marais salants réduits à une portion congrue et folk-
lorique, prévoit le comblement de la zone et excite les
appétits des promoteurs et entrepreneurs de tout poil.
Par ailleurs, les *Salins du Midi*, filiale du *Groupe Suez*,
tentent de prendre le contrôle du territoire.

Un mouvement de résistance se déclenche alors au
sein de la population. Blocage d'un bateau de sel sicilien
(une manœuvre des *Salins du Midi*), pièce de théâtre
montée localement, manifestations, constitution de
17 associations engagées dans des actions tout azimut,
mobilisation de la presse régionale voire nationale... Le
mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur et fédère
largement, dans un esprit combatif et créatif qui n'est
pas sans rappeler celui du Larzac à la même époque. Les
élus locaux commencent à refuser de voter les budgets
pour la rocade et, en 1971, les pouvoirs publics recon-
naissent l'intérêt de conserver l'exploitation tradition-
nelle du sel.

(1) Ou saunier (terme non
utilisé en Bretagne), ou
saliculteur



▲ Ici, les trois outils utilisés sur les Salines : brouette, lousse pour la fleur de sel (au 1^{er} plan), las pour le gros sel (au 2nd plan)

▲ Sur les Salines de Guérande, environ 15% des paludiers sont des paludières

Un Groupement Foncier Agricole se monte pour stimuler l'achat de terrains et un groupement de producteurs, avec une majorité de néoruraux "venant d'ailleurs", se constitue en 1972. Dans une extraordinaire dynamique, quantités d'actions sont entreprises pour obtenir la reconnaissance du site comme zone naturelle à protéger (2) et construire toute une filière économique structurée, artisanale et solidaire. Aux antipodes de ce qu'avait été la profession jusqu'alors : soumise à un droit coutumier archaïque de location sans bail avec obligation de livrer un tiers de la récolte aux propriétaires.

LA RENAISSANCE GRÂCE À LA COOPÉRATIVE

Aujourd'hui, le groupement de producteurs est devenu, depuis 1988, la coopérative *Les Salines de Guérande*. Après une longue suite de batailles, la quasi totalité de la zone de marais a été remise en exploitation, de façon profitable et écologique. La reconquête totale par l'installation de jeunes est visée d'ici 10 ans. Ce site restreint, 2000 hectares, est découpé en petites parcelles adaptées à une exploitation 100 % artisanale, sans aucune mécanisation (en Europe, seules les salines de l'Algarve au Portugal sont aussi dans ce cas).

Le marché aussi a dû être reconquis, grâce à une politique qualité et de gros efforts pour revaloriser l'image du sel gris (dans les années 60-70, on préférait le blanc industriel) et promouvoir la fleur de sel.

COMMERCE, RESPONSABILITÉ, SOLIDARITÉ

Les 200 paludiers et paludières (15%) des Salines mettent en commun chaque année la totalité de leurs récoltes, maigres ou abondantes selon

les conditions météo (3). Dans tous les cas, le prix d'achat est garanti et permet de vivre décemment de son travail. Il est déterminé chaque année en conseil d'administration, soit 12 à 15 personnes élues par l'ensemble des membres coopérateurs. Chaque paludier-e travaille à sa guise mais l'entraide est omniprésente. Les travaux d'entretien, l'hiver, se font en groupes, de même que la remise en état de nouvelles parcelles.

Cependant la coopérative ne se limite pas au travail artisanal et un peu hors du temps sur les marais. Elle s'est rendue indépendante en intégrant toutes les activités de la chaîne : tamisage (seul traitement opéré sur le sel), conditionnement, expédition, commercialisation. Soit environ 60 emplois en "équivalent temps plein". Grégory Pitart, paludier, président de la coopérative de 2014 à 2017 et aujourd'hui vice-président, explique : "Les paludiers sont un peu hors du monde mais il faut être dans le monde aussi pour que les conditionnements sont le plus souvent en plastique qui préserve le mieux la qualité du sel sans se corroder. Nous limitons nos débouchés de grande distribution,

Pour aller plus loin

- Les Salines de Guérande
Pradel CS 65315
F-44353 Guérande Cédex
02 40 62 01 25
www.leguerandais.fr

(2) Le site est classé au titre de la loi 1930 sur les sites à protéger, a reçu le Label Paysage, est répertorié comme Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF), comme Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), intégré au réseau européen Natura 2000 etc.

(3) Une politique de stock permet d'assurer l'approvisionnement du marché de façon constante. 13 000 tonnes de sel sont récoltées chaque année.

Terre de Sel : canaliser le tourisme dans les marais

Terre de Sel, créée d'abord sous forme associative, est depuis 2006 une Société Anonyme Simplifiée, filiale des *Salines de Guérande*. Sa mission : rendre possible la cohabitation entre paludier-es au travail, plantes et oiseaux chez eux sur les talus (plus de 280 espèces d'oiseaux migrateurs) et touristes en quête de beauté et de nature. La solution réside dans l'organisation de visites par petits groupes, payantes, accompagnées par des guides naturalistes ou paludiers. *Terre de Sel* emploie une quinzaine de personnes à temps plein, et davantage l'été en contrats saisonniers. Elle ne génère un petit bénéfice financier que depuis deux ans. Son intérêt n'est pas là, il réside avant tout dans la gestion délicate des flux de touristes sur un site sensible et sert aussi de vecteur pour l'image des produits.



▲ Au sein de la coopérative, l'entraide est omniprésente

ils représentent 60% et on veut descendre à 50%. Nous limitons notre communication au strict nécessaire etc. Par ailleurs, de par le milieu naturel fragile qui est notre passion et notre raison d'être ici, nous sommes très sensibles aux questions environnementales et nous faisons le maximum en ce sens. Les bureaux fonctionnent avec une centrale électro-voltaïque, on récupère l'eau de pluie pour les rinçages, l'entrepôt de 1000 m² est isolé grâce à un toit végétalisé, etc."

La coopérative se veut aussi solidaire, au-delà de la dimension collective de son fonctionnement et de l'entraide entre membres. Un partenariat avec un Esat (4) fournit du travail à une quarantaine de personnes handicapées. Grégory précise : "C'est un vrai partenariat. Ils sont à côté, nous avons formé des salariés chez eux et participé à certains de leurs investissements". Par ailleurs, l'association *Univers-Sel*, qui développe des méthodes de production salicole et rizicole écologiques et peu coûteuses en Afrique de l'Ouest, a été montée par des membres de la coopérative, qui reste son principal financeur privé.

UN ÉCO-SYSTÈME UNIQUE, PROTÉGÉ MAIS FRAGILE

Si la coopérative accorde une attention prioritaire à son rôle de protection de l'éco-système des salines (voir encadré *Terre de Sel*), elle se sent plutôt impuissante face au réchauffement climatique. Grégory explique que "si la mer monte d'un mètre, on ne pourra rien faire. Et pour affronter les accidents climatiques, les tempêtes, la seule chose à faire est d'avoir des digues en parfait état. Elles sont entretenues par une association de propriétaires et nous avons abondé son budget, à hauteur de 80 000 euros, pour la période 2015-17, en lien avec une aide publique. Nous avons proposé que ce système d'abondement soit pérennisé et que toutes les parties prenantes y participent mais nous n'avons pas été suivis". En revanche, pour la

qualité des eaux de mer, Grégory se montre plutôt confiant quant à l'action des pouvoirs publics. Dans la région, le traumatisme des grandes marées noires (heureusement, elles n'ont jamais touché les marais) a aidé à la prise de conscience des enjeux, et la part croissante du tourisme dans l'économie y contribue aussi.

À Guérande, tout découle du territoire des marais. Sa surface détermine les parcelles, le nombre de personnes pour les travailler et en exploiter la production. Sa richesse naturelle et sa fragilité entraînent les responsabilités de respecter et protéger. Le territoire, par son histoire et sa beauté créent des attachements solides. Si la coopérative, devenue une entreprise "comme les autres" par plusieurs aspects, garde son âme, c'est grâce à lui (5).

Danièle Gonzalez ■

Label Rouge pour sels gris et blancs

Considérés comme produits miniers, les sels de Guérande pourtant 100 % naturels ne peuvent obtenir, en l'état de la réglementation, de label bio. Ils sont en revanche les seuls en France à bénéficier du Label Rouge, pour leurs qualités gustatives et nutritives. Non raffinés (d'où la couleur grise du gros sel), ils contiennent des ingrédients précieux pour la santé : divers minéraux, iode et fluor naturels. Alors que les sels traités de façon industrielle ne contiennent plus que du chlorure de sodium ; en fin de processus, on y ré-ajoute artificiellement de l'iode et fluor, avec des additifs antiagglomérants...

(4) Établissement et Service d'Aide par le Travail

(5) Cf. le dossier dans *Silence* n° 444, en avril 2016, "Coopératives, question de taille", qui posait la question : les coopératives peuvent-elles ne pas perdre leur âme en grossissant ?



▲ Congrès Marguerite, 23 mai 2017

Le Congrès des élèves

Un projet de recherche-action participe depuis trois ans à sensibiliser des collégien·nes aux questions alimentaires et agricoles.

SILENCE S'EST RENDU AU CONGRÈS DES élèves, journée organisée à la façon d'un congrès scientifique, qui permet aux classes de présenter des projets écologiques novateurs. Le *Projet Marguerite* mise en effet sur l'alliance de la recherche et de l'action pour sensibiliser des élèves de collège à l'agriculture et à l'alimentation bio. Les collèges ont pendant au moins un an mêlés histoire-géo, SVT, maths, anglais et techno pour se pencher sur les défis de l'accès à l'alimentation en ville.

DES PROJETS POUR LES QUARTIERS

Dans les projets présentés, il y a des études sur le terrain. Le *Collège La Clavière* commence par souligner qu'il n'y a qu'un seul marché bio à Oullins et propose donc d'en installer un autre. C'est un nouveau plan d'urbanisme qui est proposé pour le quartier, qui s'accompagne également d'immeubles écolo et d'installation de ruches. Le *Collège Paul Vallon* a dans sa maquette valorisé le développement d'une agriculture urbaine et le *Collège Paul Eluard* a intégré dans la sienne des vergers, des éoliennes, etc. Le *Collège Paul Claudel* a lui écrit à son député afin de favoriser les épiceries sociales et solidaires dans les zones rurales. Ce dernier, Mr de La Verpillère, a répondu qu'il allait allouer des subventions. Les élèves ont ainsi pu s'approprier les enjeux de leur quartier et être force de proposition en matière écologique et alimentaire. Le *Collège Jean Moulin* a même créé une maquette en 3D avant de se lancer dans la réalisation effective d'un potager au collège...

LE POTAGER AU COLLÈGE

C'est un des projets les plus fréquemment mis en place parmi les multiples initiatives proposées. Le *Collège Henri Barbusse* a par exemple réalisé un jardin grâce à la "culture en lasagne" (1). Le potager du *Collège Elsa Triollet* a un nom, "Le potager d'Elsa", et nous est présenté sous la forme d'une vidéo. Le *Collège Marcel Aymé* a même vendu ses productions pour *Action contre la faim* ! C'est grâce à l'intervention d'une animatrice jardin et à l'implication forte de plusieurs enseignant-es que ces projets ont pu être mis en place. Les élèves sont fier-es de leurs blettes ou de leurs courges, et se taquinent sur leurs connaissances des fruits et légumes.

UN TRAVAIL DE FOND POUR UNE JUSTICE ALIMENTAIRE ET SOCIALE

Le *Projet Marguerite* a pris le pari de sensibiliser des personnes issues de quartiers défavorisés dès le collège, en associant différents partenaires. Il est centré autour du partage de savoirs et de sa réappropriation par les collégien·nes. Des kits pédagogiques de sensibilisation sont en cours de construction, afin d'exporter le projet. Plusieurs visites ont déjà été réalisées au Québec où le projet se développe, ainsi qu'en Argentine.

Martha Gilson ■

Le *Projet Marguerite / SensiAgri* est un projet de recherche action initié à l'ENS de Lyon par Julie Le Gall et au laboratoire *Environnement Ville* Société pour sensibiliser les adolescent-es à l'agriculture et à l'alimentation. Soutenu par l'*Institut Français d'Éducation*, il est déployé dans 8 collèges de l'*Académie de Lyon* avec le soutien du *Programme national pour l'alimentation* (DRAAF), de la *Métropole de Lyon* et de la cellule EDD du Rectorat. Il vise à engager, à partir des collèges, des projets de territoires pour reconnecter villes et campagnes. <http://grainesdexplorateurs.ens-lyon.fr/>

(1) Création d'un jardin grâce à l'empilement successif de couches de cartons, de tonte de gazon, de feuilles, de déchets de cuisine, de terreau.



Martin Schochermayer

▲ Raffinerie de Schwechat - Autriche

Que devient le pic de pétrole ?

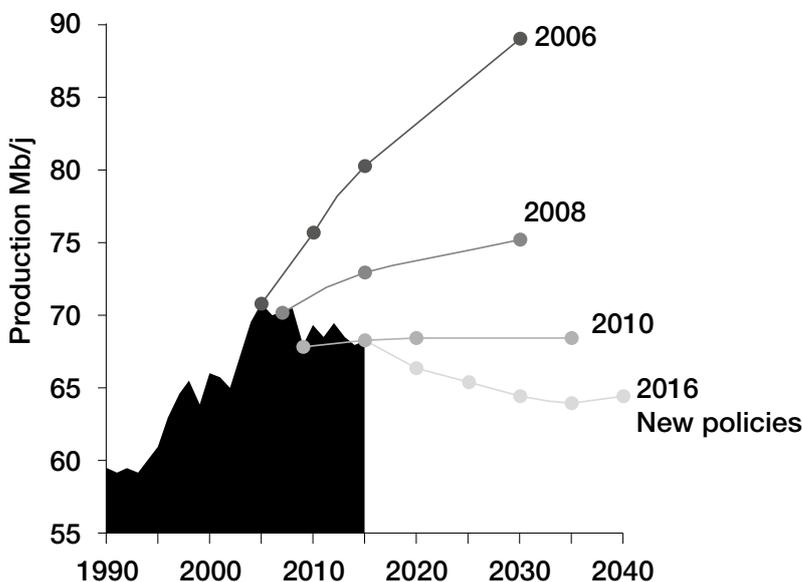
L'Agence internationale de l'énergie estime que le pic de production de pétrole conventionnel a été passé en 2006. Pourtant tout semble continuer comme avant. Nous avons interrogé Patrick Brocorens, président de l'ASPO-Belgique, Association pour l'étude du pic de pétrole.

Silence: Avant 2006, on parlait pour l'après-pic d'une courbe de consommation en "tôle ondulée": quand le prix monte, la consommation ralentit, provoquant une surproduction, le prix baisse alors relançant la consommation... et donc la hausse des prix. Pourtant, après une brève période d'augmentation du prix du pétrole (140 \$ en 2008), tout semble continuer comme avant. Pourquoi?

Patrick Brocorens: Les choses évoluent, au contraire. L'échelle de temps est essentielle, et dans notre société

du buzz, il est difficile de percevoir des évolutions de temps long. Depuis qu'on exploite le pétrole, le débit de production est soumis à des contraintes: géologiques, techniques, économiques, géopolitiques, et autres. Par le passé, ces contraintes n'ont jamais été suffisantes au point d'enrayer durablement la croissance de la production, car l'augmentation de certaines contraintes (épuisement de gisements, ...) était plus que compensée (nouvelles découvertes, progrès techniques, etc.). Mais petit à petit, le rapport de force s'inverse sous l'action des contraintes géologiques, les ressources étant finies. Pour le brut conventionnel, cette dégradation s'est d'abord marquée au niveau des découvertes. Depuis le milieu du 19^e siècle, et pendant environ cent ans, elles ont augmenté tendanciellement. Mais vers 1960, le pic est atteint, le déclin commence. Dans les années 1980, la courbe des découvertes (en baisse) croise la courbe de production (en hausse). À partir de cette date, les découvertes ne renouvellent plus assez les réserves. Un pic de production devient inévitable. Il eut lieu au début du nouveau millénaire, 40 ans après le pic des découvertes. Les prix ont flambé. Ça a été une surprise, car l'AIE (Agence internationale de l'énergie) prévoyait une production en forte croissance dans les vingt ans à venir (Fig.1) et des prix stables (Fig.2).

Le pic du brut conventionnel, ça concerne 75% des liquides pétroliers. Énorme! Mais rares sont ceux qui ont pris la mesure du phénomène. L'AIE a reconnu un pic de production, mais dans un langage ambigu et inaudible. La contrainte économique est mise en avant — si seulement les investissements avaient été plus élevés — et à travers elle, c'est l'origine humaine, supposée surmontable, qui



▲ Fig. 1: Évolution de la production de pétrole brut conventionnel. Observation (noir) et projections effectuées par l'AIE à différentes époques (gris).



▲ Centrale thermique EDF de Vitry-sur-Seine (94)

est perçue, non la dimension géologique. On oublie que c'est à travers l'économie que la contrainte géologique se matérialise : entre 2000 et 2014, les investissements ont été multipliés par 250 %, mais découvertes et production ont plafonné. Depuis plus de dix ans, l'AIE rabote ses prévisions de production, par petites touches, année après année (Fig.1).

Quant au lien prix-production, on a bien un scénario de plateau ondulant comme vous le décrivez, mais les variations de prix sont amples et avec des phases parfois très longues. Depuis le nouveau millénaire, on a connu deux phases de hausse, en 2000-2008 et 2009-2014, et deux phases de baisse, en 2008-2009 et depuis 2014. Les prix bas actuels ont raboté les investissements, si bien que la production de brut conventionnel devrait amplifier son effritement, lorsque les projets mis en chantier pendant les années fastes seront terminés. On peut donc s'attendre à une nouvelle phase de hausse des prix, que l'AIE anticipe aussi (Fig.2).

Le recours croissant au gaz (pour les centrales thermiques) et aux pétroles non conventionnels (pour les transports) peut-il se faire sans limite?

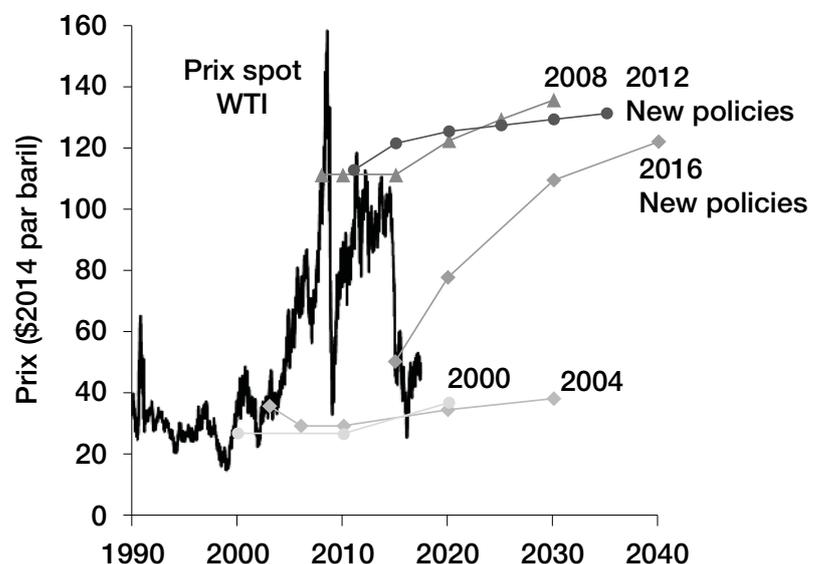
Les prix bas actuels s'expliquent par les pétroles "de schiste". Ils ont relancé la croissance de la production d'hydrocarbures liquides qui avait été stoppée par le pic du brut conventionnel. Ils ont été développés massivement aux États-Unis grâce à une conjonction unique au monde de facteurs géologique, technique, économique, financier, législatif, et politique très favorables, qui les ont conduits en quelques années à représenter 5 % de l'offre mondiale d'hydrocarbures liquides. C'est un exploit ! Mais 5 %, c'est peu face aux 75 % que constitue la part du brut conventionnel et qui, rappelons-le, entre en déclin. Et en dehors des États-Unis, ces pétroles "de schiste" sont freinés par les contraintes locales. Des développements majeurs auront lieu ailleurs dans le

monde, ainsi que pour d'autres ressources comme les sables bitumineux, mais il est peu probable que les non-conventionnels repoussent le pic tous pétroles au-delà de 2030.

Justement, peut-on prévoir les pics de production des pétroles non-conventionnels? (Gaz de schistes, schistes bitumineux)? Qu'en est-il de celui du gaz naturel? De celui du charbon?

Les schistes bitumineux ne sont que des pré-curseurs du pétrole et du gaz. Pour obtenir des hydrocarbures, il faut les soumettre à une cuisson très énergivore qui rompt les grosses molécules solides en molécules plus petites, liquides et gazeuses. Ces ressources ne seront probablement envisagées qu'en cas de secours, à des prix supérieurs à 200 dollars par baril. À ces prix-là, le monde sera vraisemblablement engagé tous azimuts à sortir du pétrole, aussi les schistes bitumineux sont-ils exclus des scénarios de pic pétrolier.

Patrick Brocorens est Docteur en chimie depuis 2002, chercheur à l'UMONS dans le domaine des matériaux nouveaux, Président d'ASPO.be, la section belge de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas (www.aspo.be), et membre d'ASPO France. En 2007, avec des collègues, il envoie aux autorités belges une résolution reconnaissant le défi posé par le Pic du pétrole, et le besoin pour la Belgique d'établir un plan de réponse et de préparation. A la suite de cette résolution, il contribue à des écrits et conférences sur le sujet, notamment aux Parlements bruxellois, wallon, et fédéral. Il a organisé également la 9^e conférence internationale de l'ASPO, qui se tint en avril 2011 à Bruxelles, avec des extensions aux Parlements wallon et européen.



▲ Fig. 2: Évolution du prix du pétrole. Observation (noir) et projections effectuées par l'AIE à différentes époques (gris).



▲ Champs d'exploration de gaz de schiste, Jonah Field, Wyoming (États-Unis)

Pour le gaz et le charbon, on peut faire des analyses similaires. Cependant, le pétrole est crucial. C'est le premier des trois hydrocarbures à franchir son pic, et vu son importance, les conséquences pourraient être incalculables et changer drastiquement les rythmes d'extraction des autres ressources.

Le débat sur le réchauffement climatique indique qu'il faudrait laisser le maximum de ces énergies fossiles dans le sol pour éviter d'en libérer le CO₂. Peut-on espérer que l'industrie pétrolière accepte de telles restrictions?

Peut-on surtout espérer que nous, les drogués du pétrole, acceptions de telles restrictions? L'énergie représente la capacité d'action et de transformation du monde, et le pétrole nous a offert une capacité d'action gigantesque. Qui pourrait s'en passer? Tout est fait pour qu'il y ait plus d'échanges et d'action, garants de croissance économique et d'intégration dans la société de consommation. Quant aux pays exportateurs de pétrole, exporter leur permet d'acheter la paix sociale. Ce n'est pas un hasard si le printemps arabe a emporté Syrie, Yemen, Tunisie, et Egypte. Le pic pétrolier franchi des années auparavant fut clairement un facteur déstabilisateur, éliminant les recettes de l'Etat et gonflant ses dépenses. Dans ces pays, un élément clé du contrat social est la disponibilité d'énergie à bas prix. C'est possible tant que le pays est auto-suffisant, mais ruineux une fois qu'il devient importateur, ce qui oblige à des ajustements impopulaires. En bref, ces pays ont vécu une transition pétrolière, et elle est bien différente des clichés : pas de pénurie physique, mais une réorganisation profonde des flux économiques et financiers au sein de la société.

D'autre part, le Yemen et la Syrie ont vu la chute de production s'accélérer avec la guerre civile. Ainsi, déclin de production et déstabilisation du pays peuvent se renforcer l'un l'autre. Si de telles évolutions devaient se reproduire, il sera difficile d'avoir conscience qu'on franchit

un pic pétrolier mondial. Le pic mondial étant la superposition de pics et déclin locaux, si ces déclin sont exacerbés par les événements géopolitiques, ce sera la géopolitique qui sera pointée du doigt, non les contraintes géologiques. C'est un élément clé à suivre, car le Venezuela (pour le conventionnel), l'Algérie, et le Nigéria sont entrés en transition pétrolière.

Si on connaît des scénarios pour une électricité 100% renouvelable, il semble bien difficile d'imaginer une "sortie du pétrole" ou une "sortie des énergies fossiles" (1).

Oui, remplacer les énergies fossiles est une tâche colossale, et on n'a pas encore commencé. Au niveau mondial, les énergies alternatives ne remplacent pas les énergies fossiles. Elles viennent s'y ajouter. Pourtant, de nombreuses pistes sont connues, déclinées en énergies alternatives, économies d'énergie, et adaptations sociétales, mais elles doivent être développées beaucoup plus massivement qu'aujourd'hui pour avoir un impact.

Il y a aussi des pistes novatrices, comme utiliser plusieurs fois la même calorie. On profiterait de cette propriété pour faire réaliser un travail utile, avant de valoriser sa forme dégradée : la chaleur. Ces dernières années, des radiateurs et chauffe-eau électriques ont été créés avec des processeurs comme résistances chauffantes. Grâce aux réseaux, la capacité de calcul des processeurs est mise à disposition d'un utilisateur éloigné, alors que la chaleur produite est relâchée dans votre salon. Une calorie pour deux usages, c'est une économie d'énergie de 50 % (2).

Ceci dit, sur la durée, les efforts finissent toujours par être insuffisants dans un système de croissance économique continue. Il est improbable que les hommes renoncent à la croissance, mais la contrainte énergétique peut nous y conduire, et il vaut mieux s'y préparer.

Entretien réalisé par Michel Bernard ■

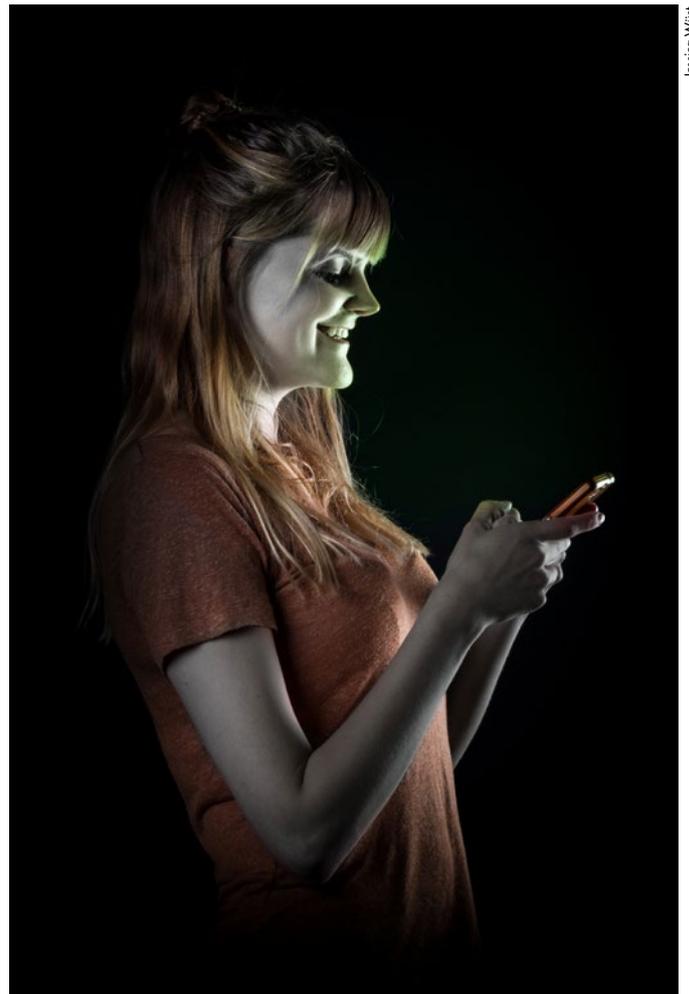
(1) Le pétrole couvre environ un tiers de nos besoins énergétiques mondiaux, si on y ajoute le charbon et le gaz, on arrive à encore plus de 80 % (les biocarburants et les déchets font autour de 10 %, le nucléaire moins de 5 %, les renouvelables moins de 5 %).

(2) Note de la rédaction : Cette idée de processeurs utilisés comme radiateur est relativement absurde : en été, vous auriez vos radiateurs qui chauffent en permanence ! Un meilleur exemple est le cas des centrales en cogénération : en produisant de l'électricité, on dégage de la chaleur qui peut être utilisée localement pour le chauffage, mais évidemment, on gaspille toujours en été.

Smartphone

Avec les écrans, une nouvelle tyrannie est née,
 Les regards y convergent et semblent obnubilés
 Par ces artifices, comme si c'était notre destinée.
 L'oisiveté n'a plus sa place, il faut être occupé,
 La rêverie s'en est allée, attachée aux claviers.
 Les émotions désormais se résument aux smileys,
 Les vrais sourires, volés, sont devenus suspects.
 Le gazouillis naturel des oiseaux s'est dissipé,
 La pensée s'amenuise, il faut toujours tweeter,
 Un concentré de caractères pour tout résumer.
 L'intelligence "smart" est devenue aphone,
 Vivre sans son téléphone, c'est paraître atone.
 Quant à ceux qui n'en ont pas, cela détonne !
 Mais n'en déplaise au quidam qui s'étonne,
 Les vrais sourires et la complicité s'adonnent
 Aux plaisirs essentiels dont la vie foisonne,
 Plutôt qu'au bruit d'un téléphone qui sonne...
 Dans les tourbillons d'une société qui déconne,
 Il faut lui désobéir pour retrouver une vie bonne !

Franck Victorien
 Rhône



Jessica Wüst

Photographie issue de la série "Smombies"
 (contraction de zombie et smartphone) de Jessica Wüst

L'Allemagne teste le revenu universel

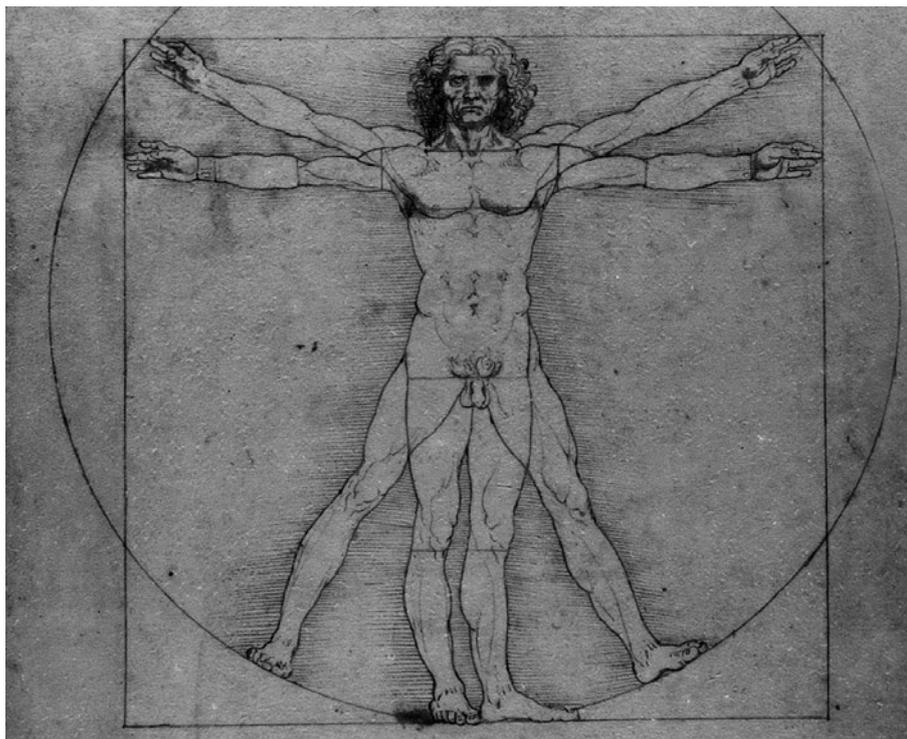
Dans le numéro 457 de juin 2017, un encart dans la rubrique *Alternatives*, "Bonnes nouvelles de la terre", présente l'expérience allemande, à l'initiative d'un entrepreneur, d'octroi d'un revenu de base de 1000 euros pour 80 personnes tirées au sort. Ce projet s'appuie sur le financement participatif, les dons de chefs de grandes entreprises et même... d'un milliardaire ! On y apprend sans rire que tous les retours sur cette expérience sont positifs. Je cite : "tous disent d'une seule voix qu'ils dorment mieux", "un malade chronique a pu stopper la progression de sa maladie"... Pour l'entrepreneur, "il s'agit de faire plus confiance aux gens au lieu de les contrôler", "je n'ai pas à aller quémander de l'argent à l'Etat", "il s'agit d'un nouveau contrat social [...] qui peut effacer les divisions et recréer de la cohésion entre les couches de la société". Si de prime abord, on peut très bien comprendre l'engouement pour ce genre d'initiative, pour des personnes qui ont à faire face à des contrôles incessants et de plus en plus intrusifs



de la part d'organismes sociaux, afin de pouvoir percevoir assurance chômage et autre RSA, et qui voient là la possibilité de percevoir un revenu inconditionnel (donc sans flicage) d'un montant somme toute subséquent, même s'il ne permet pas de vivre décemment, il n'en reste pas moins que l'on est en droit de s'interroger sur les finalités de ce type de dispositif mis sur le devant de la scène médiatique lors des dernières élections présidentielles. On peut légitimement s'interroger sur l'engouement des classes dirigeantes pour ce nouveau dispositif. Vouloir octroyer à tous un revenu, quel que soit son montant, tout en faisant l'impasse sur une analyse critique de son mode de financement et surtout en pensant un seul instant que ce système pourra cohabiter avec le capitalisme relève à mon sens au mieux d'un angélisme déplacé, au pire d'une faute historique suicidaire. À aucun moment dans Silence (mais peut être que je me trompe), vous n'avez parlé du salaire

à vie, porté par l'économiste Bernard Friot et le Réseau Salariat. Cette approche anti-capitaliste d'une autre société s'appuie sur un "déjà là" conquis au lendemain de la seconde guerre mondiale par une classe ouvrière alors révolutionnaire : la cotisation sociale. Celle-ci n'étant rien de moins que de la valeur économique socialisée échappant à la prédation parasitaire capitaliste (employeurs, marché du travail, crédit et actionnaires...). Ici pas d'utopie ou de grand soir hypothétique à venir mais des institutions déjà là qui ont fait leurs preuves depuis 70 ans et qui, de part leur potentiels subversifs, font l'objet d'attaques incessantes de la part de l'Etat et du patronat pour en détricoter tout le potentiel révolutionnaire (en remplaçant, par exemple, la cotisation par de l'impôt : projet Macron). J'espère que cette lettre contribuera à apporter une contribution à l'édifice de notre réflexion commune sur les pistes qui pourraient nous permettre de retrouver une dynamique offensive dans nos luttes afin de dépasser un capitalisme de plus en plus mortifère.

Didier Calcagno
 Morbihan



Homo sapiens

(...) La question qui se pose aujourd'hui à l'humanité est combien d'homo sapiens et quel mode de vie sont compatibles avec la survie du vivant ? On peut résumer le fond du problème ainsi : l'homo sapiens à l'instar des autres espèces est-il soumis aux règles générales qui régissent l'existence du monde vivant ? De toute évidence la réponse est oui. L'immense majorité du monde pensant croit actuellement le contraire.

Or ce qui fait la spécificité de l'homme est qu'il est un animal dénaturé dans la mesure où il a échappé, provisoirement, à ces règles. Contrairement par exemple à la bondée apivore, il n'est pas contraint par une niche écologique prédéterminée, l'homme est une espèce omnivore et opportuniste. Il crée de nouvelles niches écologiques et ce faisant sa niche écologique devient la planète.

Mais comme toutes les espèces, il est programmé pour se multiplier autant que le lui permettent les ressources disponibles. De surcroît ayant éliminé tous ses prédateurs, il peut s'approprier l'ensemble des territoires qui permettent l'existence des autres espèces. On peut donc dire qu'actuellement l'espèce humaine obéit strictement à sa programmation naturelle.

(...)

Jean Brière

Rhône

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction

Essais

■ **Manifeste pour une véritable économie collaborative. Vers une société des communs**, Michel Bauwens et Vasilis Kostakis, traduit de l'anglais par Olivier Petitjean, éd. Charles Léopold Mayer, 2017, 112 p., 9 €. Partage des fichiers, distribution de musique, installation de logiciels libres, échanges et collaborations en réseau... Avec le "pair à pair" (ou P2P), un grand nombre d'internautes participent à des relations horizontales qui créent les conditions pour une transition vers une nouvelle économie respectueuse de la nature et des personnes. Un regret : la quantité de termes appartenant au jargon technologique français rend la lecture de ce fascicule ardue aux non-initiés.

■ **Atomes fourchus. Une conférence gesticulée de Johann Charvel**, éd. Le chiendent, 2017, johann.charvel@free.fr. 78 p., 6 €. L'histoire en peu de mots : "Comment convaincre son tonton qu'il faut arrêter le nucléaire." Les lecteurs assidus de Silence n'apprendront rien de neuf sur la question, mais la lecture fait sourire qu'il s'agisse de la métaphore du grille-pain comparé à un mini Tchernobyl ou des poux de poules dont on ne peut pas débarrasser le poulailler ! Ça donne envie d'assister au spectacle !

■ **Nos vaches sont jolies parce qu'elles mangent des fleurs**, Paul Bedel, Catherine Boivin, postface de Pierre Bergougnoux, éd. Albin Michel, 2017, 227 p., 18 €. Le soir, depuis des années, Paul consigne sur des carnets les événements de sa vie. Ce paysan poète et philosophe de 87 ans a du style. "Bien sûr que le soleil est important, mais la lune, elle, décide... Je sais que l'on dit de moi que je suis un arriéré parce que j'ai refusé une certaine forme de progrès, les engrais et les pesticides... J'ai envie de parler des pierres, car les pierres, personne ne pense à parler pour elles."

■ **La démocratie des places. Des indignados à Nuit debout, vers un nouvel horizon politique**, Benjamin Sourice, préface de Loïc Blondiaux, éd. Charles Léopold Mayer, collectif *Les engraineurs*, 2017, 180 p., 19 €. L'auteur, blogueur et acteur associatif témoigne et s'interroge. Il analyse les fondements des mouvements espagnol et grec, conjugaison de situations extrêmes de chômage et de précarité, à celui de la France qui se joue en deux étapes : d'une part "Les indignés français" une approche mimétique, et d'autre part de "Nuit debout", 5 ans plus tard, qui se donne pour but d'élaborer une pensée citoyenne neuve et sans ancrage (rejetant la culture et les acquis des syndicats et des associations) et se présentant comme le laboratoire à ciel ouvert d'une démocratie expérimentale.

■ **Robinson des glaces. Un voyage en solitaire au bout du monde pour sauver la planète**, Emmanuel Husenet, éd. Les Arènes, 2017, 272 p., 18 €. L'idée de l'auteur, guide polaire, est de faire de l'île Hans (un caillou de 130 ha, très proche du pôle Nord), une terre intouchable, évitant ainsi de la transformer en guichet commercial de tel ou tel pays après la fonte des glaces, avec pour but d'éviter le pillage pétrolier des pôles. Ce repère symbolique représenterait l'éveil des consciences et l'intérêt commun dans un contexte de crise climatique et d'épuisement des écosystèmes qui met en danger l'ensemble de l'humanité. Le récit de son voyage en direction de cette île est nourri de réflexions personnelles et d'informations scientifiques présentées avec une grande clarté, grâce à une écriture fluide, sobre, élégante.

■ **Lettre à Adama**, Assa Traoré, Elsa Vigoureux, éd. du Seuil, 2017, 187 p., 17 €. Assa Traoré est la sœur d'Adama Traoré, mort le 19 juillet 2016 à la gendarmerie de Persan. Ce texte raconte la violence d'une telle mort, la peine de la famille, mais surtout son incroyable courage et la détermination de leur lutte contre les violences policières pour la justice sur la mort d'Adama.

■ **Trump de A à Z**, Hervé Bourhis et une douzaine de dessinateurs, éd. Casterman, 2017, 96 p., 8,95 €. Une présentation en abécédaire du nouveau président des Etats-Unis. Belle maquette, mais on en reste aux anecdotes. Plus drôle que politique.

"L'Alsace n'existe plus"**Libres réflexions
sur la démocratie en France**

Pierre Kretz



La crétine et péremptoire saillie que l'ex-avocat strasbourgeois a reprise pour le titre de son essai aussi édifiant que percutant émane de François Hollande, en marge du Conseil des ministres franco-allemand, le 7 avril 2016, à Metz. *Le mariage forcé* de la province limitrophe du Bade-Wurtemberg avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne résulte d'un scandaleux déni de démocratie et de droit. Les citoyen-nes du *Grand-Est* n'ont pas été consulté-es; le tripartoutillage territorial absurde et opaque ne respecte pas la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985. Cette fusion *ubuesque* censée générer des économies substantielles a d'ores et déjà occasionné des surcoûts considérables. RH

Éd. *Le Verger*, 2017, 224 p., 15 €**De la domination...****Essai sur les falsifications du pouvoir**

Thierry Lodé, Tony Ferri



Discussion entre un philosophe et un biologiste, cet essai interroge l'idée que les dominations et les hiérarchies dans les sociétés humaines auraient des racines naturelles. Critiquant au passage les théories (néo-) darwinistes, les auteurs entendent montrer que lorsque dans le monde animal, on constate qu'un individu a un ascendant sur les autres, il s'agit toujours de l'expression d'un rapport de forces provisoire au sein du groupe, et que ces différences ne sont pas génétiques, mais circonstancielles. Que de nombreuses sociétés animales sont plutôt égalitaires. Enfin, qu'il n'est pas pertinent de déduire des nécessités historiques à partir des observations biologiques. Les rapports de domination tels que nous les connaissons ne sont donc pas inéluctables, mais le fruit de constructions culturelles et de rapports sociaux. Ouf! GG

Éd. *Libres et solidaires*, 2017, 186 p., 17,90 €**Être et devenir**

Clara Bellar



Le film éponyme, *Être et devenir* (paru en DVD), relate la quête par son auteure de la meilleure éducation possible pour son enfant, de préférence sans école. De notoires spécialistes en éducation, comme des familles qui pratiquent "l'instruction en famille", au Brésil, aux USA et en Europe, y sont interviewées. Le scénario complet du film et les dialogues constituent le premier tiers du livre. Suivent les commentaires d'une cinquantaine de familiers de la non-scolarisation ayant animé

les débats d'après-projection sur les thèmes de la socialisation, l'élitisme, les responsabilités, la confiance, l'écologie... C'est riche, et même touffu, mais l'ordonnement en mosaïque, le sommaire détaillé ainsi que plusieurs index facilitent la lecture. Un livre-documentaire foisonnant qui répond à un intérêt croissant à la fois pour une meilleure école et pour la non-scolarisation. JPL

Éd. *L'Instant présent*, 2017, 275 p., 22 €**On bricole toutes !**

Axelle



Le magazine féministe belge *Axelle* présente un recueil de 20 fiches de bricolage publiées au fil des mois dans ses pages. Un outil de réappropriation anti-sexiste d'une pratique trop souvent masculine, qui permet avec pédagogie d'apprendre à installer une dynamo sur un vélo, changer un cylindre de serrure, réparer un robinet qui fuit, fabriquer un nichoir ou encore utiliser une visseuse sans fil. Le tout illustré de manière agréable et aérée avec des femmes de tous les looks et de toutes les origines. Un très bel outil pour oser le bricolage, avec des témoignages à l'appui, des schémas techniques clairs, et un guide de ressources fourni pour aller plus loin. GG

Axelle, 111 rue de la poste, 1030 Bruxelles, www.axellemag.be, 2017, 60 p., 15 €**Toujours la vie invente**

Gilles Clément



Qui a dit que le jardinage n'était pas politique? A partir de ses observations de la nature, Gilles Clément, depuis maintenant plus de trente ans, a remis en cause les méthodes des paysagistes. Prônant la coopération et l'observation, il a conçu des jardins en évolution permanente où "toujours la vie invente". Dans ce livre, entretiens et courts textes accompagnent une sélection de photos et de dessins présentant les différentes réalisations de l'auteur. Un abécédaire philosophique enrichit le tout. De quoi réfléchir autrement à la place de l'humain dans la nature. FV

Éd. *Locus Solus*, 2017, 112 p., 20 €**Le ménage des champs
Chronique d'un éleveur au XXI^e siècle**

Xavier Noulhianne



Avant d'être éleveur de brebis et de chèvres, Xavier dirigeait un laboratoire de recherche chez *Rhône Poulenc*. Les méthodes de contrôle qualité et les processus de certification aberrants (il explique pourquoi) auxquels il était astreint dans l'industrie l'ont conduit à démissionner et à se reconvertir dans l'agriculture. Quelle n'a pas été sa surprise d'y retrouver, dès sa formation, les méthodes d'évaluation de

l'industrie! Analysant les lois d'orientation agricole qui se sont succédé depuis le début des années 1960, il dénonce le dispositif bureaucratique qui permet un contrôle de plus en plus précis et *total* de l'État. Celui-ci casse initiatives et créativité, appauvrit le travail et impose aux paysan-nes (avec l'aide des banques) le transfert de leurs gains vers des investissements industriels. La certification AB n'y échappe pas! Ce livre stimulant offre une mine de réflexions sur toute la chaîne de production. MD

Éd. *du bout de la ville*, 2016, 250 p., 12 €**La révolution
de l'agriculture urbaine**

Jennifer Cockrall-King



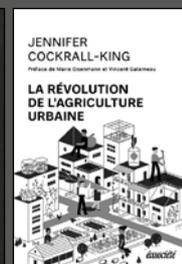
"À l'heure actuelle, les grandes villes ne disposent que d'environ 3 jours de réserves de denrées pour nourrir leur population". Nous sommes à 9 repas de la famine... nos civilisations urbaines sont donc éminemment vulnérables. D'où la nécessité de développer une plus grande autonomie alimentaire des villes. L'auteure de ce livre est allée à la rencontre d'initiatives d'agriculture urbaine dans de nombreuses mégapoles: Paris, Londres, Detroit, Vancouver, Toronto, Chicago, etc. C'est avec un grand enthousiasme que l'on découvre de nombreuses initiatives inspirantes... dont elle finit par dire qu'elles ont surtout valeur de sensibilisation (stimuler les imaginaires de la transition), l'effort devant également être mis dans l'agriculture périurbaine pour assurer les besoins vitaux. L'urgence et la beauté de cette transition nous sont données ici à voir. GG

Éd. *Ecosociété*, 2016, 328 p., 25 €.**Jamais seul
Ces microbes qui construisent
les plantes, les animaux
et les civilisations**

Marc-André Selosse



C'est avec un talent de conteur que l'auteur, professeur du *Muséum d'histoire naturelle*, nous emmène à la découverte du monde microbien. Alors que leurs interactions nuisibles sont les plus connues, il montre en quoi leurs symbioses et leurs interactions mutualistes avec les humains, animaux, végétaux, constituent une ressource précieuse pour notre nutrition, notre protection, notre développement et influencent même nos comportements. Des lichens aux arbres et aux fourmis, des vaches aux humains, les exemples cités sont nombreux. Les microbes sont décrits ici comme étant au cœur de la santé humaine. La notion de phénotype étendu, fascinante, désigne l'émergence de nouvelles





Le petit livre du fumain. Manuel de compostage du fumier humain

Joseph Jenkins

« Tu m'emmerdes » est une expression intraduisible dans bon nombre de sociétés asiatiques. En effet, pour ces populations, la merde est un bien précieux et le contresens serait évident : il signifie pour elles « tu m'offres des richesses ». En Chine, par exemple, il est de tradition de répandre le contenu de nos toilettes dans les champs pour les enrichir en matière organique. Et si la population est aussi dense en Asie du Sud-est, c'est en grande partie parce qu'au fil des siècles, elle a su se prémunir des famines. L'auteur, étatsunien, s'interroge sur ce qui fait qu'en Occident nous considérons encore le plus souvent nosétrons comme des déchets. Il développe dans le livre ce que ce sont nos excréments, ce qu'ils contiennent, ce qu'ils peuvent apporter au sol, l'importance de les faire composter pour éviter les risques de transmission de maladies. Bref tout ce qu'il faut pour nous convaincre d'arrêter de chier dans de l'eau potable. Il présente aussi un chapitre sur le traitement des eaux grises (eaux de bains, de vaisselles, etc.). Cet ouvrage initialement publié aux États-Unis de manière confidentielle dans les années 1980 a été constamment enrichi pour devenir aujourd'hui un best-seller. Avec de tels arguments, comment se fait-il que nous ne soyons pas tou-ttes déjà passés aux toilettes sèches ? L'auteur donne une explication : cela supposerait que nous changions de façon de penser, remettant en équilibre l'éco (équilibre du monde) et l'ego (notre équilibre intérieur), ce qui est encore loin d'être fait dans une société qui au contraire vous incite à toujours cultiver votre ego à travers la consommation. Un livre qui associe avec bonheur des approches techniques et philosophiques. MB

Traduction de Michel Durand, préface d'André Leguerrier, éd. Ecosociété, 2017, 248 p., 29 €

caractéristiques génétiques liées à ces interactions avec les microbes. La lecture nécessite un haut niveau de concentration, mais reste accessible aux non-spécialistes. Un grand livre d'écologie. GG

Éd. Actes Sud, 2017, 368 p., 24,5 €

On est toujours là ! 5^e rencontres nationales des luttes des immigrations



Lors de ces rencontres datant de 2015 et organisées à l'initiative du *Front uni des immigrations et des quartiers populaires*, des centaines de personnes venues de toute la France réfléchissent ensemble aux stratégies de luttes

politiquement autonomes pour construire un mouvement national des classes et quartiers populaires. Sont abordées les questions de l'islamophobie, de la négrophobie et de la romophobie, des violences policières et carcérales, du sexisme, de l'impérialisme. Radouane Kebdi fait découvrir l'injustice incroyable dont sont victimes les chibanis de la SNCF, bénéficiant d'une retraite jusqu'à trois fois inférieure à celle des autres cheminots. Ismahane Chouder renverse la perspective habituelle en estimant qu'« en France il n'y a pas de problème musulman, il n'y a pas de problème rom, il n'y a pas de problème noir, il n'y a pas de problème arabe, il y a un problème français ! ». GG

Éd. Tahin Party, 2016, 196 p., 5 €

Romans

Entropia

La vie au-delà de la civilisation industrielle

Samuel Alexander, préface de Serge Latouche.



Dans les années 2030, la civilisation industrielle s'effondre, une communauté insulaire se retrouve isolée et sans autre choix que de construire une économie autarcique avec des ressources limitées. Ses axes de développement seront la paix et la liberté durables. Dans un style soutenu (le style du récit à la première personne est philosophique), cette fiction fait écho au roman de Michel Hutt *Les recycleurs* : même point de départ, même période, les 2 auteurs traitent principalement d'après *la grande rupture*. MD

Traduction de Guillaume Dutilleul, éd. Libre et Solidaire, 2017, 190 p., 14,90 €.

B. D.

Des graines sous la neige

Roland Michon, Laëtitia Rouxel



Nathalie Lemel, bretonne d'origine, est fortement investie dans les questions sociales à Paris. Elle lance avec succès « La marmite », un des premiers restaurants coopératifs. Arrive alors le soulèvement de la Commune. Elle prend la tête d'un mouvement de femmes qui revendique l'égalité des sexes. Déportée (avec Louise Michel), en Nouvelle-Calédonie, elle en revient et continue à s'investir dans la politique jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle a été oubliée, car contrairement à Louise Michel, elle a très peu écrit. Elle avait pourtant un rôle très important dans les années 1850 à 1890. Ce livre retrace son histoire à partir du tournage d'un film sur la Commune réalisé en 1914 où elle intervient. Un travail qui rappelle les deux BD « Communardes » de Lupano qui font revivre le rôle de féministes d'avant-garde. MB

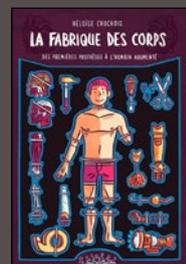
Éd. Locust Solus, 2017, 144 p., 20 €

La fabrique des corps Des premières prothèses à l'humain augmenté

Héloïse Chochois



Suite à un accident, un jeune homme apprend à vivre sans son bras amputé. Dans un dialogue imaginé avec Ambroise Paré, médecin du 16^e siècle, il va découvrir l'histoire de l'amputation et des prothèses. Jusqu'à récemment, ces prothèses n'avaient pour but que de compenser les déficits provoqués par les accidents ou les maladies. Or, depuis quelques dizaines



d'années, les transhumanistes rêvent d'un humain augmenté grâce à elles. Si le livre présente bien les enjeux de cette ambition, on regrettera toutefois que les arguments qui y sont opposés ne soient que ceux que les transhumanistes ont bien voulu répercuter auprès de l'actualité. MB

Éd. Octopus-Delcourt, 2017, 160 p., 19 €

Rentre dans le moule

Le Cil Vert



Au moment où il va trouver un emploi stable et où sa copine va accoucher de leur enfant, Jean se pose de nombreuses questions sur le sens de sa vie et sur les formatages sociaux qui l'ont rythmé depuis sa jeunesse. Les souvenirs pas toujours drôles de son passage à l'école des Arts et métiers continuent de le hanter. Mettant en scène ses doutes et ses faiblesses, avec humour parfois, il fait la chronique de sa difficile entrée "dans le moule" de certains rôles sociaux (salarié, parent, etc.) dont il aimerait s'affranchir. Un récit à mi-chemin entre angoisse et légèreté. GG

Éd. Shampoing, 2017, 128 p., 15,5 €

Beauxlivres

Monsanto, une enquête photographique

Mathieu Asselin



La multinationale a 110 ans. Au centre de la contestation des OGM, elle est également à l'origine de la pollution par les PCB (une huile industrielle toxique), de l'agent orange, un défoliant utilisé comme arme de guerre au Viet Nam. En images, le livre montre les sites industriels, les photos des voisins malades, les victimes vietnamiennes et étatsunienues de l'agent orange, et les agriculteurs en procès aux États-Unis accusés d'avoir utilisé des semences Monsanto alors qu'ils ont été pollués par le voisinage. Des photos souvent spectaculaires et émouvantes. On regrettera toutefois la reproduction d'articles de journaux sans aucune traduction... et le prix du livre. MB

Éd. Actes Sud, 2017, 156 p., 100 photos, 55 €

Jeunes

A bas les murs!

Eric Battut



Dès 5 ans. Deux princes ordonnent à leurs sujets d'ériger un grand mur de séparation entre leurs royaumes respectifs. Cette histoire simple donne la possibilité de réfléchir aux frontières, à

la servitude volontaire, aux puissants qui manipulent les peurs pour monter les peuples les uns contre les autres et se hisser au pouvoir, enfin à la force de faire la révolution et à la possibilité de s'organiser sans hiérarchies! Il y a donc de la matière à discussion en résonance avec l'actualité. GG

Éd. Rue du monde, 2017, 32 p., 17 €

Les aventures de Fanny Mandler Des catacombes à l'Elysée

Frédéric Gobert



À partir de 11 ans. Une salle de classe explose dans un collège de l'Ardèche. Fanny et son ami Romain, 11 ans, essaient de comprendre ce qui s'est passé. Le début d'une enquête à rebondissements sur les gaz de schiste où les adolescent-es se révéleront plus efficaces que les militant-es écolos. C'est un peu tiré par les cheveux, mais cela constitue un beau récit, accessible à tous, pour comprendre les enjeux de cette forme d'énergie et les magouilles politiques qui vont avec. FV

Éd. Les Impliqués (L'Harmattan), 2017, 152 p., 14 €

Musique

Ce pays — Ar Vro'Mañ

Christian Le Meut



Christian Le Meut nous livre ici, en français et en breton, à travers cinq agréables ballades, un instant de folk irrigué par une énergie ouverte et engagée. "C'est un petit pays planté dans l'océan qui fait front à tout vent au bout d'un continent (...) Un pays fait d'histoire, de landes et de langues, mais un pays qui tange entre oubli et mémoire. (...) Ici pas besoin d'écran ni d'image de synthèse, pas besoin de 3D ni d'autres prothèses, suffit de lever le nez, suffit de regarder, suffit de contempler un soleil se coucher". Dans "Ne m'appellez pas migrant", il donne à entendre la détresse de nouveaux arrivants: "J'suis pas un terroriste, je suis terrorisé. Je n'suis pas un migrant, je suis un survivant". "Quand Paris sera dans l'Berry" est un clin d'œil critique et humoristique à la réforme des régions. Un moment musical agréable et attachant. GG

2016, christian.le-meut@wanadoo.fr, tél.: 02 97 36 31 78.

Nous avons également reçu... 2/2

B. D.

■ **Le lendemain du monde**, Xavier Coste et Olivier Cotte, éd. Casterman, 2017, 150 p., 22,50 €. Via les puces électroniques, l'intelligence artificielle a pris le dessus. Pour retrouver son libre arbitre, une partie de la civilisation a choisi de se déconnecter. Le héros du livre se voit confier la mission de détruire ce qui semble être le centre de commandement électronique du monde. Commence un voyage au centre d'une Afrique mêlant mythes et manipulations. Superbes dessins, mais histoire décevante.

Roman

■ **Des femmes qui dansent sous les bombes**, Céline Lapertot, éd. Points, 2017, 213 p., 7,20 €. Nous sommes dans un pays d'Afrique. Quand les militaires déboulent pour saccager les villages, violer les paysannes, tuer les familles, enfants compris, que reste-t-il à faire? Se laisser massacrer ou faire front? Des femmes se lèvent. Elles ont dépassé le stade de la peur. Elles se transforment en lionnes indomptables.

■ **La tour abolie**, Gérard Mordillat, éd. Albin Michel, 2017, 504 p., 22,90 €. Dans une tour de la Défense, les catégories sociales se répartissent dans les étages. Direction au sommet. SDF, drogués et sans-papiers, dans les parkings souterrains. L'auteur va longuement entremêler les destins d'une cinquantaine de personnages avant de provoquer un conflit social au cours duquel tout le monde va se retrouver. L'histoire pourrait être passionnante, mais la complaisance de l'auteur pour les scènes de cul plus glauques les unes que les autres met l'histoire en péril.

Jeunesse

■ **Gaïa: conte de la montagne bleue**, Amanda Belasali-Sideris, illustrations Pavlos Habidis, éd. Chant d'orties, 2017, 174 p., 16 €. À partir de 11 ans. Gaïa vit à Kokkinopolis, une ville dirigée par un tyran: Le Suprême. Elle appartient à la caste des Parapoussières chargée de balayer le temps afin d'empêcher les jeunes de se réaliser, d'accéder à leurs rêves. Mais un jour... "Votre combat sera sans issue, tout comme fut le nôtre!" asséna le dignitaire aux révoltés. Belle écriture, mais récit un peu complexe.

■ **Le coupable**, Sylvain Alzial, Sébastien Touache, Rouergue, 2017, 40 p., 14,90 €. Dès 4 ans. Le bûcheron ne retrouve plus sa scie... et justement, son voisin a un comportement étrange ce matin! Une fable sur la suspicion... illustrée en bichromie vert-orange.

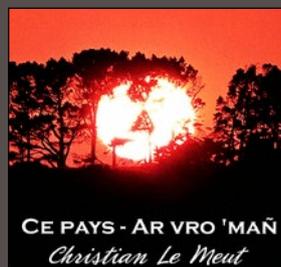
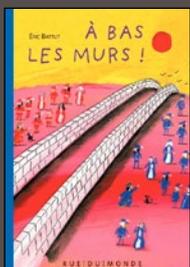
■ **Flopsy**, Fred Dupouy et Lucie Maillot, éd. Talents Hauts, 2017, 128 p., 9,90 €. Pour les 8-12 ans. Flopsy, le lapin soyeux aux merveilleuses oreilles, présente toutes les qualités de l'animal de compagnie. Son petit maître l'adore. Sa vie est idyllique jusqu'à l'arrivée de Tom qui n'est pas un petit frère, mais un gros chien stupide et plein de crocs. Très amusant!

■ **La baleine bleue**, Jenni Desmond, Des Elephants, 2017, 48 p., 13,90 €. Dès 6 ans. Un album joliment illustré et d'un humour bon enfant, pour découvrir le plus grand animal de notre planète, et sa fragilité.

■ **Les tomates**, Michel Francesconi, Nicolas Gouny, Ricochets, 2017, 36 p., 12,5 €. Dès 5 ans. Cet album raconte d'où viennent les tomates et comment elles poussent, il dit aux enfants qu'il faut privilégier la biodiversité, le local et les pratiques d'agriculture "raisonnées". Mais ça manque cruellement d'originalité.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





Quoi de neuf?



Rencontre annuelle des Amis-e-s de Silence

La rencontre estivale de l'association les Amis-e-s de Silence a rassemblé plus de 180 personnes du 21 juillet au 6 août 2017. Le camp autogéré a planté ses sardines dans l'Hérault, sur le terrain de l'association *Lergue et les Amarres*. L'idée est de vivre tous ensemble pour partager et expérimenter des valeurs communes: écologie, non-violence et décroissance. Des ateliers sont proposés par chacun pour transmettre ses connaissances. Ainsi nous avons appris à identifier les plantes comestibles, découverts des modalités de vote plus démocratiques, réfléchi sur les médias, profité de massages à quatre mains, fais de la co-écoute ou encore du land art. Des sorties ont aussi été organisées pour découvrir des initiatives à proximité du camp. Pour remercier nos hôtes, au son des guitares, petits et grands se sont impliqués pour réaliser une butte de permaculture. Après l'effort, le réconfort! Rendez-vous à la rivière pour se rafraîchir! Cette année encore nous repartons des images plein la tête et avec l'envie de revenir l'année prochaine!

Alsace Un psy en colère

Georges Yoram Federmann est relai local de Silence en Alsace. Ce psychiatre laisse largement ouvertes les portes de son cabinet aux personnes en situation de précarité et aux étrangères en attente de papiers, comme le montrent le livre et le film qui lui ont été consacrés, *Le divan du monde*.

Au printemps 2017, il a déplacé symboliquement les grilles de la file d'attente de la Préfecture devant le monument aux morts. Il entendait par là protester contre le durcissement de la politique envers les personnes étrangères traumatisées psychiques qu'il accueille. Normalement les évaluations médicales ouvrent le droit pour ces personnes au renouvellement annuel de leur titre de séjour, mais les refus de la Préfecture se sont multipliés ces derniers temps. Motif: le nombre global de ces dossiers dans la région est trop important, la Préfecture aimerait "faire du chiffre" et se montrer bonne élève en diminuant le nombre d'accueilli-es.

Gratuit en prison

Les prisonnier-es qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 19 et 20 octobre!

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **16 et 17 novembre, 14 et 15 décembre, 18 et 19 janvier...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h 30** les mercredis **25 octobre** (pour le n° de décembre), **22 novembre** (pour le n° de janvier), **20 décembre** (pour le n° de février) ... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple):

Réd'acteur: en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur: votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local: il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur: *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur: www.revuesilence.net/ / rubrique: Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclauded.goffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Aelys Mabru, 9, rue Malnoue, 77120 Marolles-en-Brie, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par: Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres

Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org



Commandes

Numéros disponibles

- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs

- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat

Numéros régionaux

- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,60€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7€
Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisées en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12€*
À l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



Manuel de transition, 212 p. - 20€**
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Un écologisme apolitique? 80 p. - 7€***
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à S!lence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métr.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	20€	27€
Particulier 1 an, 11 n°	46€	55€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	74€	85€
Petit budget 1 an, 11 n°	32€	39€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	100€	Nous contacter
Groupés à la même adresse		
par 3 ex. 1 an, (3x11 n°)	115€	
par 5 ex. 1 an, (5x11 n°)	173€	

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s! berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence): _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

1000 silhouettes

Hambourg, 5 juillet 2017. Deux jours avant la tenue dans la ville du G20, sommet des 20 États les plus puissants du monde.

1000 silhouettes grises, décrépites, semblables à des zombies, se traînent dans la ville durant une heure et demie, se mêlant aux passant·es.

Certain·es tombent et rampent par terre, dans l'indifférence des autres, exagérant à peine l'ambiance d'anonymat, d'individualisme et de résignation qui peut régner à certains moments dans les rues de la ville. Ces silhouettes représentent une société qui a perdu toute sensibilité, tout espoir en la possibilité de vivre différemment.

Puis une première silhouette prend soudainement conscience de son état et se désincarcère de sa chape de grisaille, libérant un maillot bleu. Elle en touche une autre qui se libère à son tour, et en quelques minutes un patchwork d'habits colorés et d'être humains éveillés et sautant, courant, s'embrassant, peuple la rue, en une vague de joie.

Cette action symbolique, artistique et militante a été préparée durant six mois par les quelques 100 membres du collectif *1000 Gestalten* (1000 silhouettes) qui s'est formé pour l'occasion. Une action *artiste* d'une ampleur inédite, qui donne à réfléchir sur notre société fondée sur l'avoir, l'individualisme et la compétition.



Christian Angl



Christian Angl



Franziska Brodthun